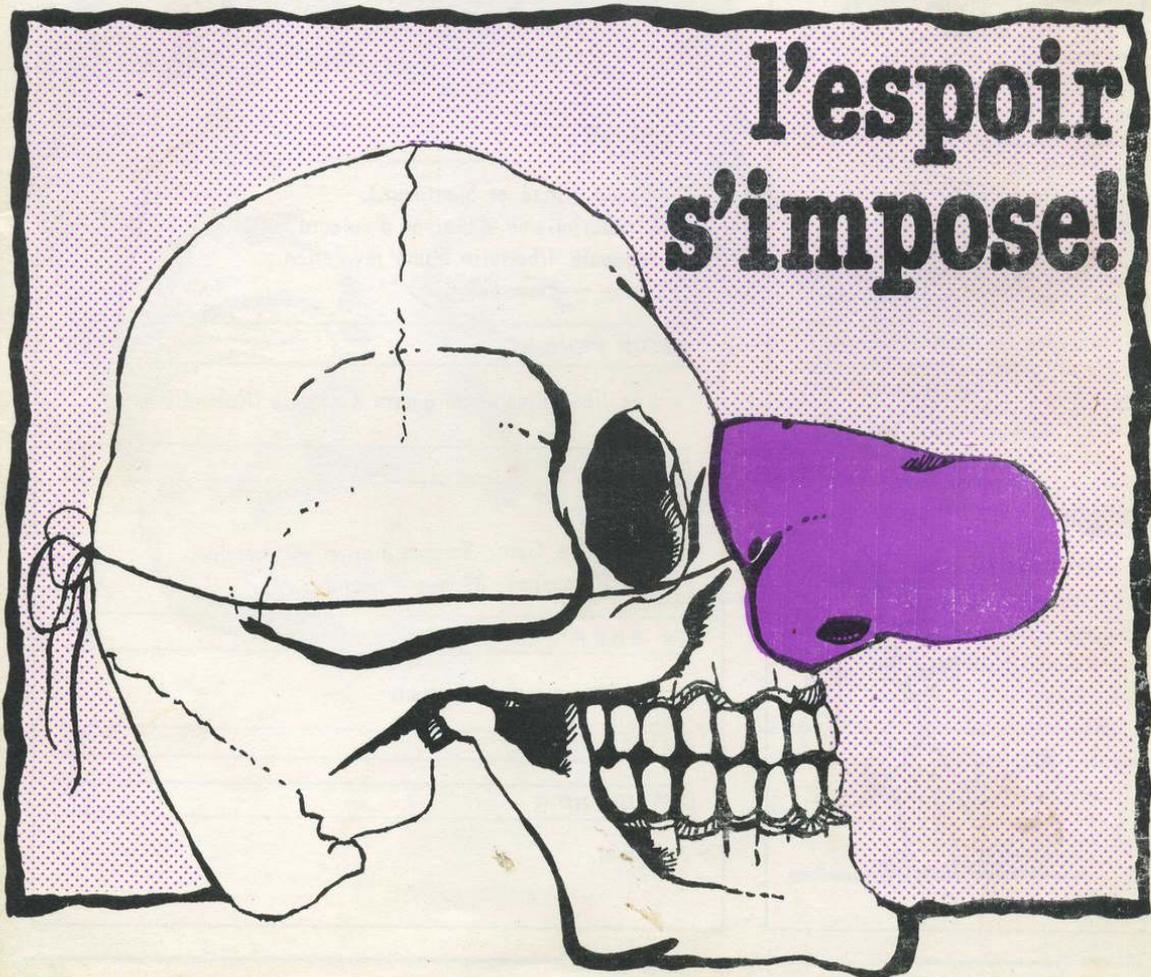


n°2 _ été 1980 _ 10frs

GORA

informations libertaires internationales

□ CHOMSKY: PREVOIR LE DESESPoir □ BIARD: LIBERTAIRES
ET GUERRE D'ALGERIE □ NICARAGUA □ ANARS A HONG-KONG
□ LES PSY A L'USINE □ SAC STORY □ MAY PICQUERAY □ CNT



N°2

ETE 1980.

« AGORA »

revue d'informations
libertaires internationales

Éditée par: «Pensée et Action».
Périodicité: trimestrielle.
Directeur de publication: Solon Amoros.

Commission paritaire: N° 62.601.
Dépôt légal: 2^e trimestre 1980.

Equipe de rédaction: Claude Ariso,
Marc Létondor, Solon Amoros,
Tony Alvarez.

Rédaction et Administration:
«AGORA», B.P. 3187
31027-Toulouse-Cedex

Imprimerie: «Corep», 21 rue de la
Viguerie, 31300 Toulouse.

Prix du numéro: 10 Frs.

Abonnement: 4 numéros-35 Frs.

Diffusion militante:

- 5 exemplaires: 45 Frs.

- 10 exemplaires: 90 Frs.

Pour tout versement: libellé à
l'ordre de Claude Ariso, C.C.P.
N° 3-417-57-S, Toulouse.

Ont été mis à contribution pour
ce numéro: Claude Ariso, Djebel,
Jaime Vidal, José, Julien Dreux,
Marc Létondor, Marianne Enckell,
May Picqueray, Noam Chomsky,
Paolo F., Paul Astin, Roland
Biard, Spartacus, Solon Amoros,
Tony Alvarez, Ursula Le Guin.



sommaire

*« Le bonheur c'est pas pour nous c'est
toujours les lendemains qui chantent
jamais les aujourd'hui et c'est bien ça
qui est dommage. Je te dis mon pays
est tout petit et si j'y suis resté petit
c'est parce que je n'avais pas grand
plade pour y pousser »*

Julos Beaucarne

EN MARGE 4

- * La méga-machine: les «psy» à l'usine (Tony Alvarez).

SANS FRONTIERES 8

- * Suède: S.A.C.' Story (Paolo F.).
- * Vietnam: La programmation du désespoir (Noam Chomsky).
- * U.S.A.: Anarchisme à Portland (Marianne Enckell).
- * Espagne: C.N.T., Bonjour tristesse!
- * Grèce: Démocratie à l'athénienne (G.A.S.).
- * Hong-Kong: Naissance et luttes d'un groupe anarchiste (P.F.).

REPERES 24

Nicaragua (José et Spartacus).

- * L'impérialisme d'hier et d'aujourd'hui.
- * Autopsie libertaire d'une révolution.
- * Notes pour un bilan.

NOTRE MEMOIRE 36

- * Les libertaires et la guerre d'Algérie (Roland Biard).

ARGUMENTS 41

- * Livres.
- * Ursula Le Guin: Science-fiction et anarchie.
- * May Picqueray: 82 ans d'anarchie.

EN BREF 48

- * Des nouvelles de partout.

COURRIER 51

CRAYON NOIR 52

- * Djebel.

L'ESPOIR S'IMPOSE!



Les charognards ne ratent jamais un rendez-vous.
Ceux de la presse aux avant-postes.
Les autres suivent de près: ceux de la toge et ceux
de la matraque.

Quand on craint un peuple, on le couvre d'uniformes.
L'épouvantail de la guerre est alors,
croit-on, le bienvenu.
On bricole dans le frisson
et le suspense.

Les abris anti-atomiques posent leur
crotte publicitaire
dans les journaux, les beauf'
tirent à vue sur les loubards,
les recteurs adhèrent à «Légitime Défense»
et expulsent les étudiants
étrangers...

Propreté avant tout; en France
on n'aime pas le
négligé...

Alors, on trace des limites
au cordeau,
lignes et traits,
on quadrille.

Charlemagne pas mort:
les bons à droite, les mauvais
à gauche!

Pour un esprit (?) militaire, «les
méchants à gauche», c'est le type
même du pléonasme.

Sous les képis
on continue à craindre le civil comme
un sauvage imprévisible,
comme une maladie contagieuse à soigner..
(«L'arrière sera attaqué le premier:
il importe de se préparer
à la lutte
contre la subversion»).

Cette trouille kaki nous impose l'espoir. Les
ennemis intérieurs que nous sommes
ont encore de beaux jours
devant eux.

C'est l'armée qui l'affirme, on peut lui faire confiance...

L'avenir reste
notre meilleur camarade...

AGORA.



LA

MÉGA

LES «PSY» A L'USINE

MACHINE

Fin de l'époque des milices patronales. Trop lourdes, trop bruyantes, pas du tout harmonisées à cette giscardienne fin de siècle: à la poubelle! Fin des usines géantes et des grandes concentrations ouvrières. On va travailler dans le petit, le cool, la douceur d'une oppression acceptée. Trilatérale et psychologues au coude à coude pour ce monde meilleur qui «dynamique de groupe», «introspecte analytiquement» et s'agenouille devant l'autel du consensus. Les philosophes (nouveaux?) ont préparé le terrain au patronat. Le rouleau compresseur des idéologues a encore de belles années devant lui: tout est à récupérer, révoltes, alternatives, soupirs d'une classe à la recherche d'un souffle nouveau. Et les penseurs appointés au C.N.P.F. ont la part belle dans cette brèche ouverte.

PHILOSOPHIES ET REALITES

Premier temps: tirer le bilan des luttes avortées. Olivier Drague dans «Vers une autre durée du travail» (publié par le CNPF chez Chotard et Associés), falsifie à tout crin dans l'espoir de nouveaux profits: «1968 a été une révolution des idées, une prise de conscience, non plus de

son appartenance à un groupe, mais bien de l'individu face au groupe». C'est sur cette pierre que se bâtissent déjà les nouvelles églises de la production.

Deuxième temps: tracer les perspectives en s'appuyant fermement sur les innovations des médias, à savoir l'élaboration de la passivité de classe (parfois même l'affirmation de l'inexistence de celle-ci) et la construction des impasses politiques (1). Ces prospectives renvoient à la jungle des débuts industriels, sans retour. 1984 coule tranquillement de la plume des penseurs du patronat, comme O. Gélilier (*L'Expansion*, 11.01): «La gestion du

facteur «homme» sera essentielle à la survie de l'entreprise. La sélection et la motivation des meilleurs individus, entraîneront ipso facto l'exclusion des éléments les moins instruits et les moins performants, exclusion qui accélèrera le recours de plus en plus systématique à la sous-traitance. Dès lors, l'entreprise sera plus conviviale: dirigeants et salariés se sentiront solidaires à l'intérieur d'une même aptitude à la compétitivité».

Cela, de tout temps, a été le rêve d'un capital affamé de serviteurs. Lier dirigeants et exécutants, et mieux que plier, dissoudre une encombrante combativité

ouvrière. Utopie certaine mais qui ne laisse rien à l'improvisation, et dont les premiers outils ont déjà trouvé leur place au cœur même des usines. Dès aujourd'hui deux tendances clés, complémentaires, s'organisent. D'une part, vers le haut, une concentration informatique qui permette une homogénéisation du commandement. D'autre part, vers le bas, un éclatement individualiste favorisé par une action psychologique directe.

UN GRAND MERCI A L'INFORMATIQUE

L'accélération informatique ne doit rien au hasard. L'espoir de son utilisation socialiste (vers l'automation et la fin du travail) s'effrite et n'arrive plus à masquer totalement cette question essentielle: comment un tel outil centralisateur, gommeur de diversité, pourrait-il être autre chose qu'une machine à pouvoir ?

L'U.I.M.M. (Union des Industries Métallurgiques et Minières) ne se pose pas de telles questions. Elle a sans doute d'autres chats à fouetter, et c'est en quoi, pour aujourd'hui, son exemple est significatif. Car l'U.I.M.M., «bras séculier du CNPF», regroupe 96 chambres patronales dont la puissante G.I.M. de Paris, avec ses 5000 entreprises et ses 630.000 salariés. Fer de lance et laboratoire expérimental du capitalisme, c'est elle qui avait créé, voici quelques années, une caisse de grève patronale qui avait permis à certaines entreprises d'affronter sans faiblir les luttes ouvrières. On peut donc lui faire confiance pour ce qui est des innovations sociales. Or, voici qu'en avril dernier, l'UIMM a annoncé la création d'une «banque de données sociales» concentrant sur ordinateur toutes les informations nécessaires aux patrons dans leurs négociations. Cette

énorme matraque informatique ne surprendra personne et encore moins les salariés concernés:

«ça va lui permettre (à l'UIMM) d'homogénéiser la politique patronale. Jusque là, il arrivait que des accords locaux lui échappent. A présent, la pression sera cent fois plus forte».

Tout simplement, l'informatique sera parvenu à concilier la diversité des situations locales avec la centralisation nécessaire de l'information, et donc du pouvoir. Elle permettra, comme l'affirme sans se tromper le rapport Nora-Minc, de trouver «des solutions diversifiées adaptables à toutes les formes de commandement ou de régulation». Il n'est pas nécessaire de s'étendre davantage sur cette réalité qui a déjà envahi suffisamment notre vie quotidienne. Plus intéressant semble être la recherche des signes avant-coureurs de la mise en place du «consensus social», de cette fameuse pacification interne.

ADIEU A LA CLASSE OUVRIERE

Il s'agit bien de démanteler toute résistance de classe, de groupe et, en tout état de cause, de «positiver» toute contestation en canalisant son énergie vers le renforcement de l'exploitation. Tel est le sens univoque qu'il convient de donner au propos de Henri Monod, patron de Roussel-Uclaf, écrivant dans «Le Monde» daté du 15 mars: «Il faut repenser le schéma du dialogue social

interne à l'entreprise». C'est-à-dire, propulser sur le devant de la scène l'individu «autonome», et dire adieu, sans regrets, à la classe ouvrière. A Roussel-Uclaf, ça a démarré en 1975 avec la mise en place de réunions d'échanges dans les usines chimiques du groupe. «Périodiquement, au sein d'une cellule de travail, que ce soit le service ou l'atelier, un responsable (cadre ou agent de maîtrise) réunit son personnel, une quinzaine de personnes au total, pendant une heure à une heure et demi. Chacun pose les questions qui le préoccupent: conditions de travail, aménagement du temps de travail, adaptations qu'implique le lancement de nouvelles fabrications... Chacun débat, propose et suggère. Certains groupes concrétisent leurs réflexions par la rédaction d'un compte-rendu. D'autres non. Dans tous les cas, le responsable s'efforce de répondre à cet ensemble d'interrogations qui se fait jour. Le petit chef transformé en père bienveillant, offrant le pastis, sérieux et attentif comme un quelconque lacanien, ce n'est pas le rêve d'un patron saugrenu, mais bien une politique globale. A preuve Peugeot et ses 39.000 salariés. Peugeot n'a rien du paradis social et pourtant à l'usine de Sochaux, une cinquantaine de petits groupes de discussion se réunissent pendant les heures de travail. Ce sont les G.O.C.T. (groupes opérationnels sur les conditions de travail). On envisage même d'étendre l'expérience à toute l'usine. Composés de 5 à 6 ouvriers, de 3 agents de maîtrise et d'un technicien, ils abordent les conditions de vie et de travail dans l'entreprise, et disposent chacun d'un budget de 70.000 francs. «Il existe aussi des «boîtes à idées»: tout ouvrier qui fait preuve d'imagination pour augmenter la production a droit à une prime». Des journaux d'entreprise sont distribués «luxueux, différenciés, adaptés à chaque catégorie du personnel». Enfin, pour couronner le tout, on inven-



EN MARGE

te le P.I.E.C. (Plan individuel d'épargne congé) qui «permet aux ouvriers les plus assidus de gagner des jours supplémentaires de vacances». Qui dit mieux? La SNECMA (entreprise nationalisée), par exemple, qui met l'individu producteur aux leviers de commande en instituant une prime de «présentéisme» attribuée collectivement par unités de 150 personnes. On voit ce que cela peut représenter comme flicage des «absents» par leurs propres camarades. Au cas où cela ne suffirait pas, on a inventé un dernier garde-fou en faisant dépendre la prime de «présentéisme» des cadres de la présence régulière de leurs subordonnés! Il est certes évident que l'action psychologique doit ainsi être directement liée à des pesées salariales différenciées: «La gestion des salaires doit être aussi individualisée que possible pour tenir compte de la participation de chaque salarié au développement de l'entreprise» (François Ceyrac, Liaisons Sociales, 22/01).

ABATTRE LES STRUCTURES LOURDES

La stratégie individualiste, pour être cohérente et efficace, va donc chercher, par tous les moyens, à privilégier le «concret» (c'est-à-dire le parcellaire) et à abattre les «structures lourdes» (c'est-à-dire les organisations syndicales). C'est pourquoi, le patron de Roussel-Uclaf s'empresse de conseiller pour les groupes d'échange d'usine, de «veiller à ne pas se laisser créer, tout naturellement, des porte-parole de fait, préjudiciables à la monopolisation du dialogue».

Cette lutte contre tout ce qui peut unir les travailleurs peut revêtir des formes extrêmement diversifiées. D'abord, bien sûr, la répression directe, l'aide aux syndicats «jeunes» comme cela a été mis à jour par la publication d'une circulaire interne de chez Peugeot (2), usine qui n'hésite pas à persécuter les militants jusqu'à les acculer au suicide (3). Jusqu'ici, rien de bien nouveau. La nouveauté est ailleurs, dans des pratiques originales de division. Premier objectif: frapper à la caisse. Ambroise Roux, patron de la CGE, dirigeant du CNPF, réclame 12 millions de préjudice pour fait de grève à la CGT et à la CFDT de l'Alsthom

de Belfort et Saint-Ouen. A l'usine de Traillor à Lunéville, c'est un tour de force patronal qui amène les non-grévistes à porter plainte pour entrave au travail et à exiger des compensations financières. Deuxième objectif: devancer les organisations ouvrières, créer un climat de confiance envers la direction. Un exemple des plus frappants: «A Belfort, où la C.G.T. est intervenue quatre fois pour des augmentations de salaires (à l'atelier traction du TGV), le patron a tout refusé. Quelques jours plus tard, les ouvriers étaient convoqués individuellement pour augmentation de salaires et on leur faisait comprendre qu'ils ne devaient leur rallonge qu'à leur travail mais pas au syndicat».

D'ailleurs, le patronat ne cache pas que l'entreprise de demain ne pourra être vraiment productive qu'en l'absence de toute résistance ouvrière organisée. Et pour détruire cette résistance, il n'est de meilleurs alliés que la restructuration imposée par la crise et la recomposition des classes sociales qu'elle entraîne. Jacques Lesourne, patron, met les choses au clair: «Aucune arrière pensée n'inspirera cette mise à l'écart des syndicats; il s'agira tout simplement d'éliminer l'une des rigidités de l'entreprise. L'opération se fera d'au-

tant plus facilement que l'ouvrier classique (client favori des syndicats) sera une espèce en voie de disparition en 1990». On ne peut inventer autant de volonté dans l'objectif avec autant de naïveté dans l'expression.

LES PSY MILITARISENT L'USINE

Pour traduire cette volonté en actes il fallait s'organiser et se former. C'est fait, le marché est ouvert. Prenons la SOGIC: société de formation de cadres qui organise, dans les usines mêmes, des séminaires consacrés à l'analyse des conflits sociaux. On s'y préoccupe aussi d'enquêtes de voisinage: résidence secondaire ou pas, crédits, femmes, enfants... (4). Le nouveau plan de bataille commence avec le quadrillage et le quadrillage va de pair avec la militarisation, ne serait-ce qu'au niveau du vocabulaire. Brigades, flots, chefs d'flots... «Un flot, c'est une petite entreprise dans l'entreprise, une unité de production séparée, sur une base en principe technique. Avec 2700 salariés, l'usine est



divisée en 7 îlots, par secteur de fabrication soi-disant... mais en fait, par exemple, dans telle usine, le fraisage est séparé en deux, avec le même outillage, les mêmes machines et les mêmes classifications professionnelles... La séparation est faite selon l'appartenance syndicale et la participation aux débrayages, et d'ailleurs l'îlot de fraisage «FO» a du carrelage, et l'autre du béton... En fait, l'îlot, c'est la gestion séparée, au niveau professionnel, social, au niveau personnel... Ils ont très vite mis en place une antenne sociale par îlot pour décentraliser la responsabilité de chef de personnel et ça permet un contrôle social beaucoup plus important...» (5).

D'autres lieux de formation se sont créés dans le sillage de la SOGIC. Ainsi, le CRC (Centre de recherches pour chefs d'entreprises) à Jouy-en-Josas. Peugeot, toujours lui, possède un centre de formation maison à Morvillars où «45% des cours sont centrés sur les formes de commandement et les relations avec les syndicats». Par ailleurs, Peugeot participe avec 6 autres entreprises (dont Citroën et Talbot) à la création d'un «Club d'échanges» portant sur un échantillon de 250.000 travailleurs. C'est le DIPO!

Le D.I.P.O. (Dossier individuel du personnel ouvrier) est basé sur un «entretien-appréciation» que le salarié a avec son chef d'équipe. Dix critères sont retenus:

- 1)- adaptabilité

- 2)- ponctualité et assiduité
- 3)- respect du matériel
- 4)- état d'esprit et comportement vis-à-vis de l'entreprise
- 5)- sécurité
- 6)- disponibilité
- 7)- esprit d'initiative
- 8)- sociabilité
- 9)- qualité du travail
- 10)- activité au travail

Sur chacun de ces critères, des notes sont attribuées allant de 1 («très insuffisant») à 5 («excellent»). 5 points dans la rubrique «disponibilité» à celui qui est «volontaire, même pour rappel à domicile»!

L'ensemble de cet arsenal est mis en place sans rencontrer une réelle opposition car personne n'a encore véritablement tiré les leçons des changements sociaux survenus dans la composition de ce qu'on appelle encore la classe ouvrière.

NOUVELLES CATEGORIES, VIEILLE EXPLOITATION

Et c'est cette dernière donnée qui, plus que tout autre, permet une formidable avancée patronale dans les champs de la répression psychologique et informatique. Déjà, les lois de janvier 79 sur le travail intérimaire et sur les contrats à durée déterminée permettent à de nombreux employeurs

de tourner les législations en matière de droit du travail. Cloisonner les catégories est devenue chose facile: temps partiel, mi-temps, contrats à durée déterminée, groupes autonomes de production, semaine courte ou contractée, contrats de sous-traitance, intérimaires, horaires variables...

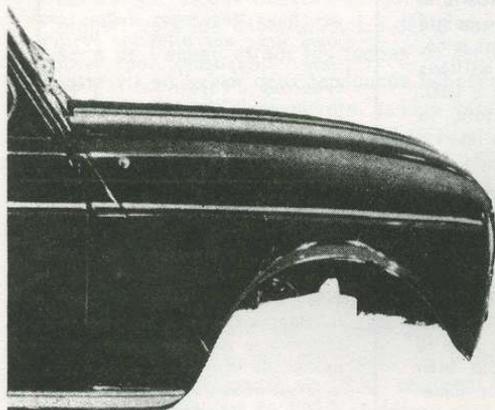
Ces dernières années ont vu le développement accéléré des emplois précaires qui aujourd'hui concernent 3 millions de personnes réparties ainsi:

- * non-titulaires (État en tête);
- * entreprises de travail temporaire (Dassault a poussé le cynisme jusqu'à créer la sienne!);
- * temps partiel (ANPE);
- * contrats à durée déterminée.

Le décor est alors complètement campé, les accessoires (informatique, psycho, mass-média et désespérances) prêts, la pièce du «consensus» social va pouvoir commencer. Il ne reste qu'à frapper les trois coups... A moins que d'ici là de vieilles révoltes au goût nouveau interrompent ce spectacle minutieusement préparé (6) ou que l'inexistence d'une cohérence patronale (7) empêche de mener à terme cette politique globale.

Tony ALVAREZ.

- (1) Voir dans ce même numéro, Noam Chomsky, «La programmation du désespoir».
- (2) Cf. «Tout le pouvoir aux travailleurs», n°31, 15 avril.
- (3) C'est le cas pour Philippe Marchau, militant LCR, délégué CGT à Peugeot (Sochaux), qui s'est tué le 8 février, victime de la guerre d'usure menée contre lui par les «petits chefs».
- (4) Conférence de presse CGT-CFDT de la SNIAS, le 11/12/79.
- (5) «Libération» du 10/91.
- (6) Sur ces problèmes voir l'article de Jean-Claude Ricard, «Psychologie de groupe dans les banques» («Le Monde Libertaire» n°350, 20 Mars) et celui de Jean-Paul Cruse, «La nouvelle droite à l'usine» («Libération», 10 janvier).
- (7) A propos de ces désaccords patronaux, voir les prises de position divergentes sur les projets de «participation».



SANS FRONTIÈRES



Suède:

ANARCHO SYNDICALISME

A LA SUEDOISE



«Il y a de quoi être optimiste. Ces derniers temps, l'intérêt porté à la S.A.C. (1) et à nos objectifs, n'a cessé d'augmenter. On parle de nous de plus en plus. Après quelques années de déclin, la tendance est en train de se renverser. Je te le répète, je suis des plus optimistes». A la question sur l'état actuel de la S.A.C., Lars Tornbjornson répond avec cette bouffée d'optimisme.

Nous nous étions déjà rencontrés, il y a cinq ans, à Lisbonne, à l'occasion de la première manifestation publique organisée spécifiquement par les anarchistes portugais. On fêtait, dans un climat d'enthousiasme indescriptible, le 19 juillet espagnol, le 37^e anniversaire de l'insurrection anti-franquiste. Mais, surtout, on fêtait la reconquête de la liberté de réunion, de parole, d'existence, après un demi-siècle de dictature fasciste (celle de Salazar, puis celle de Caetano). A cette époque, Lars était secrétaire du comité international de la S.A.C., une sorte de «ministère des affaires étrangères» du petit syndicat libertaire suédois. En ces journées, c'était la nouvelle réalité portugaise qui était à saisir, à vivre, à goûter. Il restait peu de temps pour les rencontres.

Notre deuxième rencontre a lieu dans un climat moins effervescent, qui laisse le temps de parler tranquillement. Lars est venu en Italie (pour la première fois, tient-il à préciser) pour participer à la «conférence internationale d'études sur l'autogestion» tenue à Venise. Il a été en-

voyé par le comité international de la S.A.C., dont il n'est plus secrétaire depuis quelques mois (il l'a été pendant dix ans de suite), mais dont il est resté membre. «C'est un peu ce qu'il se passait dans le corps expéditionnaire portugais aux Indes - dit-il en souriant - où le capitaine de la première mission participait à la seconde en tant que conseiller. Ainsi est assurée la continuité dans le changement!»

Nous avons donc parlé de la S.A.C., de ce syndicat libertaire qui, depuis 70 ans, résiste malgré ces positions extrêmement minoritaires. Contre les deux millions de travailleurs adhérents à L.O. (le syndicat social-démocrate), la S.A.C. ne rassemble que les 1% avec ses 19.000 adhérents (2). Numériquement c'est peu sérieux, si on considère en plus que d'autres centaines de milliers de travailleurs sont regroupés dans les deux autres syndicats «réservés» l'un aux employés et l'autre aux cadres, universitaires, etc. (3). Cependant la S.A.C. joue dans la société suédoise un rôle bien plus incisif que son poids numérique ne le laisse supposer.

De même, sur le plan international, dans le pauvre panorama du syndicalisme révolutionnaire et libertaire, la S.A.C. occupe une place de premier plan. Après la C.N.T. espagnole, c'est le syndicat le plus fort et le mieux enraciné. Bien plus que d'autres organisations semblables (n'existant parfois que sur le papier) placées dans des pays tradition-

nnellement plus «révolutionnaires» et plus «chauds» que n'est la Suède.

La S.A.C., c'est une anomalie. Et elle s'est compliquée avec la polémique qui, dans les années 50, amena une partie du mouvement anarcho-syndicaliste international (regroupé au sein de l'A.I.T.) à isoler la S.A.C. Mon interlocuteur ne souhaite pas aborder ce sujet: il préfère souligner la pratique internationaliste qui a toujours caractérisé l'activité de la S.A.C. «Il y a un pays que nous observons depuis toujours avec une attention particulière: l'Espagne. Nous fondons beaucoup d'espoir sur le présent et le futur de la C.N.T. Nous sommes convaincus que la C.N.T. saura surmonter les difficultés actuelles pour s'implanter, toujours davantage, dans la société espagnole. Ceci représentera un succès d'une importance indiscutable, non seulement pour la CNT elle-même, mais aussi pour tout le mouvement syndicaliste révolutionnaire mondial. Aujourd'hui, une bonne implantation de la CNT aiderait notre cause comme nul ne pourrait le faire, même dans notre assez singulière réalité». Lars me parle alors d'une initiative menée par la S.A.C. il y a quelques mois, avec l'envoi en Espagne dans diverses localités et pour de brèves périodes, de groupes d'une dizaine de militants chacun, pour prendre part à des séminaires d'études (et d'expériences pratiques) avec la C.N.T. sur ses modalités d'intervention. Au dernier congrès de la S.A.C.,



SAC story

La naissance du mouvement ouvrier et socialiste en Suède est liée au nom d'un tailleur Auguste PALM qui, revenant en Suède après plusieurs années passées en Allemagne, entreprit en 1881 une œuvre de propagande socialiste. En peu de temps, le mouvement se développe et débouche sur la création du parti social-démocrate suédois, dont le leader est Hjalmar BRANTING. Pendant de nombreuses années, les sociaux-démocrates resteront la seule organisation «ouvrière». Ce n'est qu'en 1898 qu'on commencera à parler d'un mouvement syndical spécifique, avec la formation de la «Lands Organisationen» (L.O.). Deux ans après éclatent les premières luttes pour la reconnaissance des syndicats et l'obtention de meilleures conditions salariales. En 1901, avec l'échec de la première grande grève dirigée par L.O. bloquée par un lock-out patronal, la crise du jeune mouvement syndical suédois se fait très aigüe.

Huit cent ouvriers furent poursuivis pour avoir fait grève et le climat répressif se fit tel qu'il contraignit 20.000 suédois au moins à émigrer, la plupart vers les Etats-Unis. Le débat sur les raisons de l'échec et sur les façons de reprendre la lutte vit se former deux tendances opposées. D'un côté, l'aile social-démocrate, tendue vers la collaboration avec le patronat et régie par le projet de participation gouvernementale du parti social-démocrate; de l'autre, l'aile libertaire décidée à reprendre la lutte de classe sans compromis ni recul. Le départ des éléments révolutionnaires de L.O. et la création de la SAC en 1910, poussèrent à droite l'axe de L.O., contribuant à son définitif et total alignement sur la politique des sociaux-démocrates. Ces derniers, après un premier gouvernement de minorité en 1920, obtinrent la majorité aux élections de 1932 et depuis sont presque toujours restés au gouvernement, jusqu'aux dernières et récentes élections.

Si, au moment de sa fondation, la SAC ne comptait que sur 96 membres, en 1919 ils étaient déjà 20.000, et 37.000 dans les années précédant la deuxième guerre mondiale. Dans l'après-guerre, dans un climat diffus de «bien-être social», l'espace pour un syndicalisme d'opposition se rétrécit et le nombre d'adhérents à la SAC s'en ressent, pas-

sant à 15.000. Ces derniers temps, la tendance s'est renversée et le nombre des adhérents a lentement recommencé à grossir. Aujourd'hui ils sont 19.000 à verser, chaque mois, leur cotisation à la SAC.

La structure organisationnelle de la SAC est restée substantiellement la même tout au long de ses 70 années d'existence. En effet, plus que d'un réel syndicat, il s'agit d'un centre organisationnel de coordination entre les sections et les fédérations qui adhèrent à la SAC. Ces sections sont nommées «Lokal Samorganisation» (L.S.), c'est-à-dire organisations communautaires de base et sont au nombre de 250. Les L.S. ne sont pas articulées sur des différenciations catégorielles, mais sur des bases géographiques. La ligne de conduite de la L.S. est décidée par tous les adhérents, indépendamment de leur catégorie. Lorsque dans une catégorie surgissent des problèmes spécifiques, on forme une section corporative qui ne fonctionne que pendant la période strictement nécessaire, c'est-à-dire pendant que dure la lutte dans ce secteur. Les fédérations de secteur sont donc toujours soumises au pouvoir souverain des L.S., tandis que seules les fédérations régionales (ou d'agglomérations industrielles) existent de façon stable et font la liaison entre la base syndicale (organisée dans les L.S.) et le centre organisationnel de la SAC.

Le «centre» de la SAC est essentiellement constitué par un comité central (temporaire) élu par le congrès de l'organisation. Ce comité ne dispose d'aucun pouvoir «autonome»: il ne peut provoquer une grève, il ne peut conduire des négociations, il ne peut pas prendre de décision importante dans la vie et la structure de la SAC. Ce pouvoir, en fait, appartient uniquement aux L.S. et aux fédérations de catégorie (provisaires) ou régionales qui, de temps en temps, sont investies directement par les L.S. auxquelles est donc garantie l'autonomie maximum et le plus grand contrôle possible sur la SAC. Un dernier exemple: seul un faible pourcentage des cotisations des adhérents va à la SAC centrale; presque tout est réparti entre la L.S. et la caisse de résistance. Une garantie de plus contre le développement d'une bureaucratie centralisée et centralisatrice.

une importante somme d'argent a été destinée à la C.N.T. En plus du suédois et de l'anglais, les statuts et autres documents de la S.A.C. sont disponibles en espagnol. Tout cela est le signe tangible du rapport étroit qui depuis toujours a lié les militants de la S.A.C. à l'anarcho-sindicalisme ibérique (4) (pour ne pas parler de l'aide constante apportée dans le passé à la C.N.T. clandestine).

D'accord, mais en Suède? Que fait la S.A.C.? A quelles luttes participe-t-elle? Où, dans quelles régions, dans quels secteurs de production? «Avant tout - répond Lars - il faut avoir présent à l'esprit qu'il y a des régions où la S.A.C. est tout à fait absente, et parfois même inconnue. Dans quelques régions du Nord, du Centre-Nord et dans la capitale, par contre, nous sommes relativement forts. La même chose est valable pour les différentes catégories. Dans certaines nous sommes absents, dans d'autres, par contre (surtout dans le bâtiment, les forestiers, les mines et les transports) notre influence est notable. Ces derniers temps, nous avons connu un afflux d'instituteurs, d'enseignants, d'assistants sociaux, surtout des jeunes attirés plus par nos idées que par notre (inexistante) tradition de lutte

dans ces secteurs». En ce qui concerne la participation aux luttes, Lars me rappelle que la structure de la S.A.C. ne prévoit pas en général un engagement de la S.A.C. en tant que telle dans les initiatives de luttes, ceci relevant des L.S. (5) ou/et des fédérations de secteurs. Dans la S.A.C. a cours depuis longtemps un débat entre ceux qui verraient d'un bon oeil un plus grand engagement de l'organisation dans les luttes («sinon, nous luttons, nous nous coupons en quatre, et puis ce sont toujours les autres qui recueillent, organisationnellement, les fruits de la lutte»), et ceux qui, au contraire, soulignent le rôle de coordination et de détonateur qui échoit à la S.A.C., minimisant en conséquence l'importance de la présence spécifique de la S.A.C., et privilégiant par contre le caractère autonome des luttes.

On ne peut parler de la S.A.C. sans dire quelque chose de *Arbetaren*, quotidien dans les années 50 et aujourd'hui hebdo (6). C'est l'organe de la S.A.C., en ce sens que son directeur est nommé par le congrès de l'organisation.

Mais, il reste dans une certaine mesure autonome. L'équipe de l'hebdo est composée de six ou sept personnes. *Arbetaren*, qui vend actuellement près de 7000 exemplaires par semaine, étend son influence bien au-delà de la S.A.C., et il est considéré généralement comme un bon journal culturel, en plus d'être le principal outil de coordination et de propagande. Il y a aussi *SAC/Kontakt*, le bimestriel interne qui rend compte des différentes activités de la S.A.C., des votes internes qui ont lieu de temps en temps sur des débats en cours, etc. Son tirage tourne actuellement autour des 20.000 exemplaires. Sous la responsabilité du comité aux relations internationales sort également le bulletin *Internationell Solidaritet*, consacré, comme l'indique le titre, à des articles ou des actions, liés aux activités internationales de la S.A.C.

SAC kontakt Nr 4
1979
arg 59

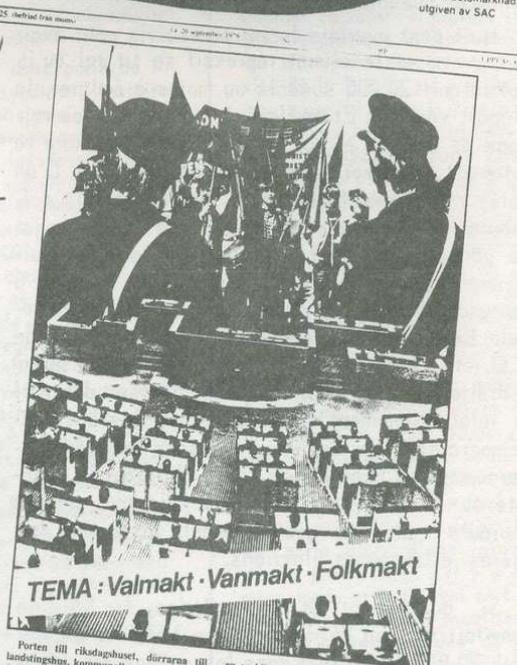
KONGRESSRAPPORT



Industrikonferenser i september
12 sidor om styrelserepresentation

Arbetaren

Syndikalistisk
veckotidning för
debatt, kultur, miljö
och arbetsmarknad
utgiven av SAC



TEMA: Valmakt · Vanmakt · Folkmakt

Porten till riksdagshuset, därvarna till landstingshus, kommunhus och stadshus - är de definitiva gränser mellan verklig och ställföreträdande demokrati? Innehåller rätten att rösta till ett parlament valmakt lika med en verklig folkmakt eller lever vi i politisk vanmakt i en västerländsk parlamentarism? Det är frågor som vi tar upp i detta temanummer några dagar innan valet. Fotomottaget ovan: Boose Landergren.

Barsebäcksmarschen

Sidan 16

Si, par la structure et par les méthodes de fonctionnement, la S.A.C. est un intéressant exemple d'organisation syndicale **libertaire** (non exempt de défauts, certes) si l'on ne peut douter de sa volonté **internationaliste**, plus problématique est son affirmation **révolutionnaire**. Il ne s'agit pas de décerner des brevets, ni d'ailleurs de fixer rigidelement les limites en-deça ou au-delà desquelles on est ou on n'est plus «révolutionnaire». Mais, est-il vrai que par le passé des listes de la SAC ont été présentées aux élections municipales? Est-il vrai que la S.A.C. a accepté de gérer pour le compte de l'Etat (comme le prévoit la législation suédoise) des services sociaux comme le fonds de chômage? Dans quelle mesure, dès lors, est-il licite de se proclamer révolutionnaire en acceptant de semblables compromis avec l'Etat? Ce sont des questions qui ne surprennent pas Lars. Il les a si souvent entendu! *«En ce qui concerne les élections il faut savoir que la S.A.C. est a-parlementaire et non anti-parlementaire - c'est à mes yeux une différence importante. En tout et pour tout, il y a, à ma connaissance, un seul cas. C'est dans les années 50, lorsque des militants de la S.A.C. formèrent une liste qui n'était pas une liste de la S.A.C., bien que localement elle fut ainsi perçue. Ils furent élus, mais, peu après, renoncèrent au mandat obtenu. Je répète donc que la S.A.C. est, par ses statuts, étrangère à l'activité politico-électorale et est, par contre, favorable à l'action directe. En ce qui concerne les fonds, oui, il est vrai que la S.A.C. (non sans un vif débat) a accepté de gérer ces fonds d'Etat et qu'elle le fait encore, bien qu'il soit probable que dans un proche avenir, la législation soit modifiée, et qu'elle retirera aux syndicats la gestion de ces fonds»*. Lars me rappelle d'ailleurs d'autres subventions (ou plutôt des «facilités»), de provenance étatique dont la S.A.C. bénéficie pour ses éditions, par exemple. Qu'on le veuille ou non, il me semble que de tels engagements relèvent d'une pratique réformiste qui contraste singulièrement avec la volonté d'une cohérence révolutionnaire. Lars n'est pas d'accord et veut replacer ces choix dans la stratégie générale de la S.A.C., qui pendant de très longues périodes n'a visé que la survie de l'organisation dans une réalité sociale hostile au syndicalisme révolutionnaire. Cependant, malgré ses erreurs ou ses limites (ou peut-être à cause d'elles) la

S.A.C. est une réalité, présente dans la vie et les luttes quotidiennes d'une partie des travailleurs suédois, de cette partie la plus combative. En même temps elle représente la seule alternative organisationnelle «à gauche» du quasi monopole syndical de L.O. Lars tient à souligner, à plusieurs reprises, ce fait indiscutable.

Certes, mais les doutes persistent. Je me rends compte qu'il est pratiquement impossible de saisir «de l'extérieur» les traits essentiels d'une expérience riche de plusieurs dizaines d'années d'existence. Lars me confirme que différents courants confluent dans «l'expérience S.A.C.», et parfois ils sont étrangers les uns aux autres, comme peuvent l'être, par exemple, un vieux militant mineur de Kiruna, qui a directement vécu les dures luttes de la S.A.C. dans ces dizaines d'années où la société se transformait rapidement, et ce jeune assistant social, récemment inscrit au syndicat, par sympathie pour son idéologie,

Encore une fois, pour mieux comprendre, il serait indispensable de connaître directement, «de toucher du doigt», de vivre cette réalité. Après Lisbonne et Venise, le prochain rendez-vous sera Stockholm.

Paolo F.

- (1) S.A.C.: Sveriges Arbetaren Central Organisationen.
- (2) Le taux de syndicalisation en Suède est un des plus importants du monde capitaliste.
- (3) T.S.O.: Syndicat social-démocrate de cadres qui compte 600.000 adhérents.
- (4) «Un nom a longtemps été associé à ces efforts de liaison et de coopération, pour l'Europe comme pour l'Amérique, celui d'Helmut Rüdiger, allemand naturalisé suédois, qui mourut à Madrid, lors d'une mission en 1967». (Luis Mercier Vega, L'incroyable anarchisme).
- (5) Voir l'encadré SAC story.
- (6) Autrefois il y avait même deux quotidiens, *Arbetaren* à Stockholm, et *Norrlandsfolket* (1925-1951) à Kiruna.



Daniel Penny



**LA PROGRAMMATION
DU DESEPOIR . . .**

CHOMSKY

(photo Claude S.)

TORTURE ET CORRUPTION: SOUS LE PATRONAGE DES USA, L'EXTENSION DES ETATS NEO-FASCISTES DANS LE TIERS-MONDE A ETE, EN PARTIE, LA CONSEQUENCE DES LEÇONS TIREES AU VIETNAM. LE GENERAL MAXWELL TAYLOR, PRESENTE COMME L'EMINENCE GRISE DE L'ADMINISTRATION KENNEDY, EXPLIQUAIT ALORS QUE LA LEÇON ESSENTIELLE (DU CONFLIT INDOCHINOIS) EST QUE NOUS NE PERMETTRONS PLUS JAMAIS QU'UNE SITUATION COMME CELLE DU VIETNAM VOIT LE JOUR. NOUS AVONS TROP TARDE A PRENDRE CONSCIENCE DE L'ETENDUE DU DANGER SUBVERSIF... NOUS Y AVONS APPRIS LA NECESSITE D'UNE POLICE FORTE ET D'UNE ORGANISATION PUISSANTE DE POLICE POLITIQUE QUI NOUS AIDE A IDENTIFIER RAPIDEMENT LES SYMPTOMES D'UNE SITUATION SUBVERSIVE NAISSANTE. CECI, C'ETAIT EN DECEMBRE 1965, A

LA SUITE DES PUTSCHS MILITAIRES SOUTENUS PAR LES USA AU BRESIL ET EN INDONESIE, A LA SUITE DE L'INVASION DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE. AUTANT D'EVENEMENTS QUI MONTRENT COMBIEN LES USA AVAIENT TENU COMPTE DES LEÇONS DU VIETNAM. LES GROUPES DIRIGEANTS CUMULENT UNE MEMOIRE HISTORIQUE SANS FAILLE, UNE GRANDE CAPACITE A TIRER DES LEÇONS ET UN NIVEAU DE CONSCIENCE DE CLASSE TRES ELEVE.

Vers 1970, malgré de nombreux succès, le système mondial reposant sur l'hégémonie des USA et sur le leadership de la croisade contre le développement séparé, est en voie de désorganisation. Les raisons en sont nombreuses: entre autres, la fin de l'ère de l'énergie abondante et bon marché, la croissance d'une série de centres du capitalisme industriel compétitif et le coût énorme de l'échec vietnamien. A un niveau global, la réponse à cet état de fait a été le *trilatéralisme*.

Il existe une liaison étroite entre la théorie de la Trilatérale sur la façon de sortir de la crise idéologique et politique interne, et l'idéologie libérale contre-révolutionnaire antérieurement développée en vue de son application au Tiers-Monde. Il y a une quinzaine d'années, le politicien et scientifique Ithiel Pool, expliquait que dans des pays comme

Ce texte est constitué par des extraits de «La brasilizacion del modelo», article paru dans le n° 22 de la revue libertaire espagnole: «Bicicleta».

le Viet-Nam, le Congo ou la République Dominicaine, le maintien de l'ordre dépendait de la restauration de «la passivité et du défaitisme» parmi les «nouvelles couches mobilisées». C'est exactement ce que proposent aujourd'hui les théoriciens trilatéraux pour leurs propres sociétés industrielles. Si la démocratie veut survivre, il est nécessaire de pousser la population vers l'apathie, la passivité et le défaitisme. Il est indispensable de détruire l'espoir, l'idéalisme, la solidarité et les intérêts des pauvres et des opprimés. Il faut remplacer ces inquiétants sentiments par l'égoïsme individualiste, par un cynisme qui voudrait que tout changement soit dangereux et qui favorisait l'acceptation de l'ordre étatique capitaliste, avec son cortège d'injustices et d'oppression, comme un moindre mal. En réalité, une vaste campagne de propagande internationale est lancée dans le but de convaincre les gens — et tout particulièrement les jeunes — que cette théorie n'est pas seulement ce qu'ils devraient croire, mais qu'il s'agit de ce qu'ils pensent déjà réellement.

Ce processus de passivité imposée et de défaitisme est, bien entendu, accompagné d'autres traits de ce qu'on a appelé le modèle brésilien: réduction réelle des revenus et acquis des classes travailleuses, corruption des syndicats et autres organisations populaires... Au niveau idéologique, ce processus en est déjà à un stade très avancé. Voyons en quoi la réponse occidentale aux événements postérieurs à la guerre d'Indochine, est cohérente avec ce modèle. En premier lieu, il est important de mettre l'accent sur quelques faits fréquemment oubliés.

La guerre contre l'Indochine, s'ajoutant aux effets destructeurs du colonialisme français a laissé ces sociétés agricoles appauvries, dévastées, détruites, face à des problèmes apparemment insurmontables. Les systèmes agraires étaient détruits et pour éliminer la résistance rurale à l'agression américaine, la majorité de la population avait été contrainte à émigrer vers les banlieues urbaines. L'économie était en ruines, l'aumône extérieure qui avait permis à la majorité de la population de survivre fut subitement coupée et les installations coloniales cessèrent de fonctionner. Pour survivre, il était indispensable que la population retourne au travail productif des champs. Jusqu'ici, toutes les autorités compétentes, depuis

le Département d'Etat nord-américain jusqu'à la Banque Mondiale, sont d'accord.

LE LEGS DE L'AGRESSION OCCIDENTALE

Le régime de Hanoï consacra assez peu de ressources au maintien du niveau de vie — d'ailleurs artificiellement gonflé — des secteurs les plus privilégiés de Saïgon (ceux que les mass-média occidentales qualifiaient de *sud-vietnamiens*). En même temps, on poussait la population à émigrer en direction de «nouvelles zones économiques» où elle pourrait entreprendre une tâche productive. Jusqu'à il y a peu, l'économie capitaliste et ce secteur improductif que le pays ne pouvait tolérer plus longtemps, restèrent intouchables au Vietnam du Sud. Les mesures économiques prises en mars 1978, avec les fermetures d'entreprises privées et la suppression de l'accumulation monétaire, furent le facteur décisif du départ des personnes d'origine chinoise qui dès lors se seraient très vite vues contraintes à affronter les dures conditions du travail agricole. L'exode se trouva accéléré par l'intensification du conflit entre la Chine et le Vietnam et par les inondations de l'automne 1978.

En règle générale, la propagande occidentale attribue toutes les souffrances et les tribulations de l'Indochine aux démons du communisme, sans cependant suggérer des moyens différents et plus humains pour affronter des problèmes auxquels l'Occident n'a jamais eu à faire face. De fait, même si les leaders des sociétés communistes étaient des saints, ils pourraient difficilement affronter les problèmes qui se posent à eux, sans prendre des mesures draconiennes. Il n'existe, sans nul doute, rien dans l'expérience occidentale qui puisse suggérer un modèle.

Pire encore, alors que l'Occident déplorait béatement l'échec des tentatives faites pour surmonter les problèmes dûs en grande partie à l'agression et à la domination occidentale, il se refusait, en même temps à offrir des compensations ou, pour le moins, à apporter une aide significative. Les Etats-Unis ne répondaient

même pas aux propositions vietnamiennes visant à normaliser les relations commerciales entre les deux pays. De plus, les pays qui tentèrent d'apporter leur secours furent victimes de représailles. L'Inde qui offrit 100 buffles au Vietnam — une aide minuscule — pour reconstituer les troupeaux décimés par les attaques américaines, se vit obligé de faire transiter ce maigre cadeau par la Croix Rouge afin d'éviter les représailles américaines, en particulier la suppression de l'aide «Nourriture pour la Paix», aide que les Etats-Unis refusent à tous les pays proposant une aide au Vietnam. Au Laos, des milliers de personnes meurent de faim, alors que les Etats-Unis — qui ont la plus forte surproduction de riz du monde — se refusent à offrir autre chose qu'une aide insignifiante. Ces victimes de la faim et de l'abandon sont en train d'être assassinées aussi sûrement que le furent les gens directement tués par le napalm et par toutes les armes inhumaines utilisées par l'Occident pour détruire le pays. Au Vietnam même pèsent des menaces de faim dans la majeure partie du pays. Mais, les moralistes occidentaux ne versent des lar-



mes de crocodile que sur les misérables réfugiés alors qu'ils ne font rien pour développer une aide désespérément nécessaire (1) pour soulager ceux qui fuient ou, du moins pour suggérer des solutions permettant d'améliorer leurs conditions. Cette hypocrisie est particulièrement odieuse dans le cas de la France et des Etats-Unis pour des raisons par trop évidentes. Le refus de ces pays à prêter une aide substantielle aux réfugiés est honteux. Mais ce qui l'est plus encore c'est le refus de verser des réparations massives à la grande masse de la population qui tente de panser les blessures faites par le gangstérisme français et américain. Sans parler de la «fausse horreur» des moralistes occidentaux dénonçant les vietnamiens, et ne soufflant mot de leurs propres crimes d'hier et, bien sûr, d'aujourd'hui. Il vaut mieux se taire sur ces gens qui brandissent le drapeau des «droits de l'homme», après avoir accepté, voire même applaudi, les atrocités commises dans les décades passées.

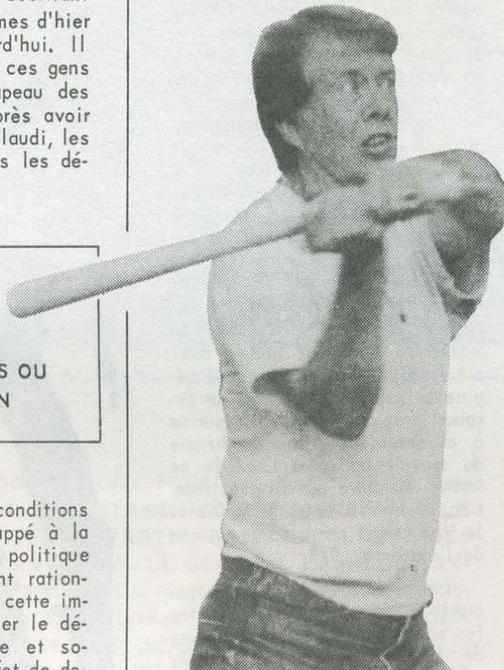
DEPENDANCE US OU
DESTRUCTION

Imposer de dures conditions aux pays qui ont échappé à la Grande Sphère est une politique horrible mais totalement rationnelle. En premier lieu, cette imposition vise à empêcher le développement économique et social, évitant ainsi «l'effet de dominos», c'est-à-dire, le caractère exemplaire d'un développement économique qui se situerait hors du modèle de dépendance. Tel a toujours été l'objectif rationnel de la «théorie des dominos», même lorsque des théories d'extermination des masses populaires ont vu le jour, de façon encore plus effrayante.

En second lieu, ces dures conditions auront tendance à accentuer les traits autoritaires et répressifs des régimes victorieux. Cette conséquence est extrêmement importante dans la propagande interne des démocraties industrielles. Une hostilité publique généralisée envers le natio-

(1) Dans le cas de la France et des Etats-Unis il serait plus juste de parler de compensations.

nalisme du Tiers-Monde s'avère très utile pour les dirigeants des pays industrialisés qui tentent d'utiliser les «conflits Nord-Sud» pour leur propre profit. Au contraire, les sympathies envers les mouvements d'indépendance du Tiers-Monde qui se développèrent au cours des luttes de libération nationales, après la Seconde Guerre Mondiale, et qui furent brutalement réprimés par la France et les Etats-Unis, créèrent des obstacles à la mise en place des mesures prévues pour donner satisfaction aux exigences des pouvoirs industriels des pays riches. Voilà pourquoi il est important pour ces derniers, de développer la haine et le mépris envers les mouvements nationalistes du Tiers-Monde tentant d'échapper à la domination occiden-



tale. Voilà pourquoi il n'est pas surprenant que la plus grande énergie soit consacrée à combattre les courants mondiaux de sympathie envers ce peuple indochinois décimé par la machine de guerre des USA. Cette guerre fut considérée comme le symbole même des conflits entre l'Occident industrialisé et les anciens territoires coloniaux. C'est pour cela que le refus de verser des compensations massives, d'accorder une aide significative, ou de rétablir des liens commerciaux constitue une politique rationnelle; aussi rationnelle que l'immense campagne de propagande internationale orchestrée par «l'intelligentsia» à la botte du monde occidental. Cette propagande dénonce la répression et les brutalités existant en Indo-

chine, mais ignore le rôle répressif joué par l'Occident dans le passé et qu'il poursuit encore à l'heure actuelle.

C'est une vérité amère à dire, mais ce sont essentiellement les Etats-Unis qui ont gagné la sale guerre indochinoise. Bien sûr ils n'ont pu retenir l'Indochine dans la sphère américaine et lui faire subir le sort des paysans et habitants des ghettos de Thaïlande, d'Indonésie et des Philippines. Mais cela ne fut jamais qu'un objectif secondaire. L'objectif essentiel étant d'éviter «l'extension de la gangrène» (selon les termes chers aux planificateurs), en particulier la gangrène d'une réussite dans le développement séparé. Même au Sud-Vietnam, les Etats-Unis ont gagné la guerre. La féroce destruction de la société agricole, en particulier les meurtrières campagnes de pacification qui se sont accélérées après le Têt, une fois détruite toute résistance indigène, préparèrent le terrain à la domination du Nord, celle-là même que les hypocrites occidentaux déplorent aujourd'hui.

Au Cambodge, l'horrificante campagne de bombardements de 1973, cherchant l'anéantissement de la société agricole et la destruction de ses sources de production, fut un important facteur — le plus important probablement — de la brutalité des Khmer Rouges vainqueurs. Au Laos, l'un des pays les plus pauvres du monde, les projets de développement pacifique furent avortés par la subversion et les attaques militaires américaines. Les USA n'ayant pu conquérir le Vietnam du Nord, ils l'ont laissé en ruines. Dans de nombreuses régions, rien n'est resté debout; les maisons ont été réduites en poussière par un pilonnage féroce, la population s'est retrouvée affrontée à la faim.

La perspective d'un développement économique harmonieux a échoué pour longtemps, peut-être pour toujours. La politique d'après-guerre — refus d'aide et de normalisation des relations — ont conduit le Vietnam à réaliser une alliance avec l'Union Soviétique, comme seule alternative possible. Une telle conséquence a, bien sûr, été avidement exploitée par le système de propagande occidentale. La mise en place systématique de conditions qui ne permettent qu'aux plus forts de survivre, qui réduisent l'existence à sa plus simple expression, ont permis à l'Occident d'atteindre ses objectifs essentiels dans toute l'Indochine. L'Occident a récité, une fois de plus, la leçon que la civilisation européenne enseigne au monde

depuis plusieurs siècles: faire payer très cher toute résistance aux sociétés technologiquement avancées.

LE SILENCE DES INTELLECTUELS

Il ne serait pas juste de donner l'impression que seuls les Etats-Unis font preuve de cynisme. De ce côté, d'autres pouvoirs occidentaux font également de leur mieux. Tel est le cas de la France. L'AFP (Agence France Presse) fut invitée à une conférence de presse aux Nations-Unies en novembre dernier, où devait être exposée la situation du Timor Oriental. La direction s'excusa de son absence en ajoutant que Paris n'était pas intéressé par le Timor. Ce qui ne laisse pas d'être vrai puisque, à l'occasion de son voyage à Djakarta et dans une entrevue publiée par «Le Monde», le ministre français des Affaires Etran-

nature à gêner ses amis indonésiens (lesquels, curieusement, lui permettent de si fructueuses opérations économiques). Rien de tout ceci ne souleva le moindre murmure de réprobation à Paris. Ce qui contraste avec la réaction massive à propos des événements cambodgiens ou avec celle autour des «boat peoples» vietnamiens. Tout comme aux Etats-Unis, il n'existe aucune limite à l'hystérie et aux injures morales contre «l'ennemi» surtout lorsque celui-ci s'écarte de la Grande Sphère. Par contre, lorsque la France annonce qu'elle va participer à des atrocités non moins détestables, on ne juge pas nécessaire de faire des commentaires, ni d'entreprendre de quelconques actions.

Ce modèle est en fait très répandu. Il ne fait aucun doute que nombreux sont les russes sincères qui se sentent profondément insultés par les atrocités des USA au Vietnam ou par la violence déchaînée contre le régime d'Allende, mais qui sont incapables de se sentir responsables des événements de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de la répression contre les Tartares de Crimée, des camps de concentration de Sibérie. Les crimes des autres sont toujours plus faciles à dénoncer que ceux que l'on commet soi-même.



gères expliquait les raisons de sa visite: nouvelles ventes d'armes à l'Indonésie, plans de co-production d'armements, etc... Questionné sur l'attitude française vis-à-vis des «exploits» de l'Indonésie au Timor, il refusa d'aborder le sujet en déclarant tout simplement que la France n'entreprendrait rien qui soit de

Les propagandistes, dans les mass-médias ou dans les universités, sont incapables de distinguer deux positions fondamentalement différentes: 1) la défense des mouvements nationalistes radicaux face à l'impérialisme sauvage; et 2) le soutien aux programmes et à la direction de ces mouvements, fréquemment

appelés «communistes». (Un terme qui a très souvent désigné des mouvements dirigés par une «intelligentsia» révolutionnaire aspirant à la conquête du pouvoir éta-



Ramenez-moi en vie...

tique par la main-mise sur la direction des luttes populaires, et qui souhaitent se servir de ce pouvoir pour mener à bien des programmes de développement économique d'une relative indépendance vis-à-vis du capital international - d'où l'hostilité de l'Occident - tout en conservant les structures totalitaires).

Les raisons pour lesquelles les idéologues du capitalisme ont tenté d'identifier deux engagements absolument différents sont évidentes. Cela leur permettrait, par exemple, d'assimiler les opposants à la guerre américaine en Indochine aux «partisans de Hanoi», englobant ainsi même ceux qui s'étaient clairement prononcés contre les idées et les pratiques marxistes-léninistes. Ces idéologues-là ont pour tâche première de bâtir une théorie selon laquelle l'opposition de principe aux agressions impérialistes est intenable: on soutient les pouvoirs impérialistes ou on soutient ses ennemis. Mieux encore, toute politique répressive ou autoritaire menée par ces derniers est utilisée pour discréditer l'opposition à la violence contre-révolutionnaire et vider de leur contenu les programmes socialistes naissants dans les sociétés industrielles. Même si ces derniers ne partagent que le mot «socialisme» avec la politique menée par les nationalistes des pays sous-développés. Il ne devrait y avoir aucune raison pour

que les révolutionnaires occidentaux tombent dans ce piège. Ils l'ont pourtant souvent fait, et c'est une erreur énorme qui les a très sérieusement affaiblis depuis les temps de la révolution bolchévique.

DE NOUVEAUX TYPES
D'OPPRESSION

Il est certes légitime de s'élever contre les atrocités commises dans les pays sous-dévelop-

pés, y compris dans ceux qui ont été abandonnés par la domination occidentale — bien qu'il faille toujours tenir compte des circonstances historiques et matérielles qui contribuent à l'accroissement de la brutalité et de l'oppression. Et, sans nul doute, la critique des idées et des pratiques marxistes-léninistes est des plus justifiées. Il existe d'ailleurs une longue et riche tradition dans la gauche libertaire, y compris dans certains courants marxistes, qui s'est consacré à cette tâche au cours de ces soixante dernières années. Mais, à mon avis, ce que nous voyons poindre aujourd'hui, est quelque chose de fondamentalement différent.

Il y a bien longtemps que le patronat américain a compris l'importance de ce qu'on a appelé

«l'élaboration du consensus», basé sur la manipulation de l'opinion publique à travers un contrôle accru des moyens d'information et d'analyse. Depuis la Première Guerre Mondiale, et surtout après la Seconde, l'élaboration du consensus s'est surtout centré dans l'industrie. La multitude et la variété des programmes poursuivant cet objectif sont souvent ignorés. Pourtant de substantiels succès ont été obtenus, en particulier aux États-Unis. Il faut dire que c'est le pays où le conformisme et la servilité de «l'intelligentsia» atteignent des seuils insoupçonnables et où la conscience de classe des groupes patronaux est in habituellement élevée.

Des groupes comme «Freedom House» et «Accuracy in Media» — véritables créations orwelliennes dont j'ai commenté par ailleurs les exploits — se sont unis à cette campagne qui, encore une fois, coïncide parfaitement avec le projet Trilatéral de «Pacification Interne». Le rapport de la Commission Trilatérale dans «Crise et Démocratie», contient quelques indications révélatrices des réponses paranoïaques que les cercles dirigeants donnent aux très rares et très limités appels à l'autonomie intellectuelle faits par les mass-médias ou par «l'intelligentsia» dans son ensemble.

Jusqu'à quel point l'Occident va-t-il être en mesure de poursuivre ce modèle et avec quel succès? Les réponses ne peuvent être qu'hypothétiques. Tout dépendra, en définitive, du succès que rencontrera la campagne qui vise à répandre l'apathie, le désespoir et le cynisme dans l'ensemble de la population. Il est impossible de savoir quelles seront les capacités d'unité, d'entente et les ressources dont disposeront les responsables de la «pacification interne». La tournure que prendront les événements à venir, dépendra également de la force et de l'unité de ceux qui auront choisi de résister à ces tendances, et de leur capacité à concentrer leurs efforts pour des orientations différentes, pour des alternatives.

Noam CHOMSKY.





U.S.A.:

ANARCHISME A PORTLAND

Comme nous l'annoncions dans le premier numéro d'Agora, du 17 au 24 février dernier s'est tenu à Portland (État d'Orégon, USA) le Premier Symposium International sur l'Anarchisme selon la définition un peu pompeuse qui lui a été donnée. Organisé par le Lewis and Clark College, y ont pris part, entre autres, la camarade Rossella Di Leo (du Centre d'Etudes Libertaires «Pinelli» de Milan) et Marianne Enckel (du Centre International de Recherches sur l'Anarchisme de Genève).

De retour des USA, Marianne donne ses premières impressions sur ce Symposium.

On soutient que les nord-américains sont plus à l'aise sur le terrain de la praxis que sur celui des concepts. Et les discussions qui ont fait suite à la majeure partie de la conférence, au cours de cette semaine colorée et hétéroclite, n'ont pas démenti cet adage: que faire, comment faire, sur quel terrain intervenir, par où commencer, féminisme, écologie, communauté et coopérative, résistance à l'armée, à la société, aux impôts. L'idée et la réalité -

A New-York, où nous sommes passés sur le chemin de Portland, nous sommes allés acheter des livres à la librairie «Laissez-faire» et nous sommes restés abasourdis par le confusionnisme et le grand nombre de publications du «Parti Libertaire» (Libertarian Party) et du courant anti-étatiste favorable à l'initiative privée, comme dans les vieux temps du capitalisme triomphant. Un courant auquel adhère vraiment n'importe qui et qui vise la conquête du gouvernement afin de réduire les prérogatives économiques de l'Etat. Les anarchistes américains se demandaient si tout cet ultralibéralisme avait quelque chose à voir avec le mouvement libertaire.

Par contre, la grande majorité des participants au Symposium a très nettement pris ses distances par rapport à ces positions. Certes la tradition et l'expérience sont fort différentes de celles que nous avons ici, en Europe: il n'existe pas, dans la pratique, de mouvement organisé, les luttes sont très limitées aussi bien dans les lieux que sur les thèmes. Tout au plus s'orientent-ils vers des réalisations alternatives (communautés, cliniques libres, écoles alternatives, radios libres, journaux) et leurs interventions spécifiquement politiques sont probablement moins spectaculaires que les nôtres.

La majorité de la conférence a abordé des thèmes historiques. Il y a eu une journée dédiée à Bakounine, au cours de laquelle Arthur Lenhing a fait une brillante communication sur le problème Marx-Bakounine et il a très sérieusement contré les interprétations peu convaincantes et les approximations de quelques orateurs prétentieux. Ensuite il y a eu une journée italo-américaine, au cours de laquelle Bob D'Attilio a fait revivre le mythe de Sacco et Vanzetti qui est encore présent dans l'imagination populaire et dans le film de Montaldo: sa conférence, illustrée par un intéressant montage de diapos a été suivie d'une communication sur le journal *La questione sociale* de Paterson, d'une autre sur l'aventure américaine de Ciancabilla et d'un chant

d'amour dédié à Bruno Misefari et à la Calabre par un poète calabrais exilé à Portland...

L'Espagne ne pouvait évidemment pas manquer à l'appel. Carlos Otero et Arthur Lenhing, après la projection d'un film sur la C.N.T. de 37-38 «*La volonté du peuple*» ont été les acteurs d'un débat trop rapide sur: guerre et/ou révolution, participation au gouvernement, F.A.I. et C.N.T. Martha Ackelsberg a parlé du rôle de la femme dans la révolution espagnole, sur la base d'une série d'interviews récemment réalisées en Espagne et en France, après avoir brillamment résumé la situation du mouvement anarchiste de l'époque, les modalités selon lesquelles on avait dépassé les conflits possibles entre spontanéité et organisation (soulignant le rôle des *Athénées*, des groupes d'affinité, des journaux de la culture) et les principales réalisations au niveau des salaires et des conditions de travail. Burnet Bolloten, auteur de la première œuvre lucide sur la guerre et la révolution espagnole (dont *The great Camouflage*) et qui, depuis quarante ans, ne fait rien d'autre que d'écrire et réécrire ce livre, a parlé des dilemmes que la guerre civile a posé en mettant en avant les anarchistes.

Un public nombreux a participé aux trois principales tables rondes. La plus animée a eu lieu sur le thème «Anarchisme et féminisme».

C'est Ursula Le Guin et deux autres écrivains qui ont attiré le plus de gens et qui ont eu le plus de succès, sur le thème «Anarchisme et littérature». La table ronde la plus intellectuelle aura eu lieu le dernier jour sur le thème: «Anarchisme et cinéma». Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Il faudrait encore citer les projections de films (en particulier «*La Patagonia rebelle*») et le documentaire sur les anarchistes hébreux aux Etats-Unis: *The Free Voice of Labour*, les concerts de musiques contemporaine et anarcho-punk, les excellentes communications historiques de Paul Avrich sur James Joyce, Bernard Shaw, Man Ray et d'autres artistes influencés par Benjamin Tucker et par Emma Goldman; la conférence passionnée mais difficile à suivre (nous attendons sa publication!) de Carlos Otero sur linguistique et rationalité; celle de Joel Spring sur l'intervention étatique dans le système scolaire américain... Trop de thèmes, trop de journées composites, un fil conducteur trop faible, mais dans l'ensemble, au moins au niveau culturel, un bilan plutôt positif, avec de nombreux contacts et de nouvelles directions pour la recherche.

Marianne Enckel.

L'article de Solon sur le V^e Congrès de la CNT espagnole, dans le premier Agora, nous a valu quelques lettres interrogatives et quelques articles dans la presse libertaire française et espagnole (voir sa réponse dans ces pages). Dès à présent il est clair que nous ne nous servirons pas des colonnes de cette revue pour développer un quelconque sectarisme. Nous ne pouvons que regretter qu'il n'en soit pas de même par ailleurs. Donc, paix aux polémiques et insultes, et place aux explications et au débat.

Tout d'abord une précision de taille : «Agora» n'est pas le porte-parole d'un groupe ou d'une organisation et, sauf les textes signés par la revue elle-même, le reste est l'expression individuelle de camarades prenant la responsabilité de leurs écrits, que les orientations qu'ils défendent soient partagées ou non par l'équipe de rédaction. Ceci étant dit, il est évident que nous sommes néanmoins engagés par ce que nous éditons.

Il a été décidé de publier l'article de Solon pour trois raisons essentielles :

1) l'auteur était *effectivement* présent au Congrès de la CNTE et d'autres informations (nombreuses, hélas !) ont pu confirmer ses affirmations. D'ailleurs le n° 35 de «CNT» (qu'on ne peut suspecter sur ce point) se fait l'écho des «bavures» de ce Congrès.

2) l'ensemble de la presse libertaire française s'est tu (ou a choisi de se taire) et s'est contenté de crier «Hourra!» à l'orthodoxie retrouvée par la CNTE. Il était important de donner à connaître d'autres versions du déroulement afin que toute opinion soit construite en connaissance de cause.

3) nous n'avions pas à prendre position pour l'une ou l'autre des «tendances» présentes au Congrès. Il ne s'agissait pas pour nous de choisir, mais d'informer. La composition de l'équipe d'Agora est assez pluraliste pour que chacun choisisse son chemin et que soit garanti le libre débat. Ce n'est donc pas sur le fond (politique) que nous nous exprimons, mais sur la forme. Il nous semble intolérable que des pratiques anti-libertaires (telles que celles décrites) s'implantent dans le mouvement. Notre anti-autoritarisme était ce qui, jusqu'ici nous différenciait *absolument* des léninistes de «tous poils». Nous ferons tout pour que cette différence persiste.

AGORA.

Espagne



C.N.T.

BONJOUR TRISTESSE!

OU EN EST-ON ?

La crise ouverte par le V^e Congrès semble loin d'être finie. Les réunions et communiqués se succèdent, se répondent... Les syndicats récusateurs organisent : une réunion à Vitoria (les 29 et 30 décembre) ; une conférence nationale de syndicats à Barcelone (les 26 et 27 janvier) ; un plénum national de régionales à Saragosse (les 1 et 2 mars). Le secteur «historique» répond respectivement par : un plénum national à Barcelone (les 29 et 30 décembre) ; une conférence nationale de syndicats à Barcelone (les 4 et 5 avril) ; un plénum national de régionales à Madrid (les 12 et 13 avril). Ce dernier plénum décide de l'expulsion des «scissionnistes» (lisez : récusateurs).

Or s'il est un fait qu'il y a eu scission (deux comités nationaux ; deux comités régionaux dans plusieurs régionales) bien malin qui pourrait dire lequel des secteurs est scissionniste ! Au Pays Valencien, ce sont 90% de la CNT qui récusent le Congrès ; en Andalousie, 50% ; aux Canaries, aux Asturies, en Galice ce serait la totalité.

A la confusion, la bataille de chiffres vient ajouter la perte de crédibilité : le secteur «historique» prétend représenter de 75 à 90% de la CNT... Les «renovés» disent en représenter 75% ! Les uns disent regrouper 260 syndicats... les autres, dans les 240 : or la CNT n'a jamais eu plus de 400 syndicats !!!

Il n'empêche que sur la lancée du Congrès, le secteur «historique» poursuit ses méthodes : expulsions, défédérations, attaques de locaux de syndicats récusateurs, agression à la barre de fer à Mataro, le 16 mars dernier...

Quant aux syndicats récusateurs, ils ne constituent pas un bloc homogène : on y trouve des syndicalistes révolutionnaires, des anarcho-syndicalistes, des syndicalistes réformistes et des «globalistes». Il est à craindre qu'ils ne s'abandonnent dans une querelle bureaucratique. Il est à craindre que face aux menaces et agressions dont ils sont l'objet, ils répliquent sur le même terrain.

Il reste que certains syndicats récusateurs sont restés dans le secteur «historique». Il reste que des militants se fatiguent et abandonnent le combat... Il reste que la CNT risque de ne jamais s'en relever !

Solon.

UN MILITANT DE LA C.N.T. ASSASSINE A MADRID

Après Agustin Rueda, victime des geoliers-tortionnaires de la prison de Carabanchel en mars 78; après Valentin Gonzalez assassiné par la police au cours d'une manifestation à Valence en Juillet 79; c'est un militant du syndicat du bâtiment de Madrid qui a été poignardé le 28 mars dernier à la sortie d'une salle de cinéma par un groupe de sept ou huit jeunes fascistes. Son «crime»: un «A» cerclé sur sa chemise!!



EN REPONSE...

NI DIEU, NI MAITRE NI MONUMENT!

Ayant assisté au 5^e Congrès c'était à moi de rédiger un texte sur la CNT. J'aurai pu aborder le sujet par le menu détail ou bien replacer la CNT dans le cadre général de la situation espagnole. J'aurai pu rédiger un texte fort différent, mais j'ai décidé de prendre le contre-pied de tout ce qui avait été écrit sur le Congrès: j'ai décidé de ne plus me taire!

Tous ceux qui touchent au «monument» que représente le mouvement libertaire espagnol se voient traités des pires noms, sont accusés de calomnier, sont soupçonnés de «trahir». J'ai volontairement opté pour ne citer aucun nom car, à mon avis, le vrai problème n'est pas de savoir qui a commis telle ou telle magouille, telle ou telle agression: ce qui est important, ce qu'il fallait dénoncer, ce que je ne pouvais plus taire, c'est les faits eux-mêmes, c'est l'existence des magouilles, pressions et menaces.

Aujourd'hui je pense même que je n'aurai pas dû me taire jusqu'à ce jour. Nous sommes nombreux à être responsables des «impasses» réitérées, au niveau de l'information, sur ce qui s'est passé, sur ce qui se passe réellement dans la CNT. Nous sommes nombreux à avoir fait silence sur bien des faits. Nous nous sommes tus lors des magouilles et expulsions d'avril 79; lors de la destitution de la rédaction de «Soli» en mai 79; lors des agressions contre un membre du comité régional de Catalogne et un autre militant, membre du comité national en mars 79. Nous nous sommes tus bien des fois, sur bien des faits. Nous avons refusé de répercuter en France des bruits qui courraient en Espagne.

Allons-nous continuer à nous taire quand nous apprenons que des locaux syndicaux sont pillés de leurs machines et saccagés (Eau-Gas-Electricité, Spectacles, Assurances à Barcelone; Alimentation à Valence)? Allons-nous continuer à nous taire quand nous apprenons que le 16 mars dernier, à Mataro (près de Barcelone) une soixantaine d'individus proches de la FAI ont agressé à coups de barres de fer (voire de pistolets!) les délégués des syndicats qui refusent le Congrès? Allons-nous nous taire encore longtemps face à l'escalade des agressions dont le point culminant (pour l'instant!) a été l'attaque de Mataro avec plusieurs blessés dont un militant qui risque fort de perdre un œil?

Les camarades français qui, comme moi, suivent de près la situation en Espagne ont une lourde part de responsabilité pour ne pas avoir dénoncé ce qui s'y passe. Bien sûr je pourrais me trouver des «circonstances atténuantes»... mais je n'en suis pas moins responsable pour autant! J'ai effectivement été aveuglé par le mirage espagnol (à quoi bon le cacher?). J'ai effectivement cru pendant très longtemps, pendant trop longtemps, que les intolérables coups-bas qui se produisaient n'étaient que de regrettables anecdotes sans conséquences. Je n'ai pas porté de crédit aux rares voix qui se levaient car, provenant presque toujours de courants farouchement anti-syndicalistes, je mettais leurs révélations sur le compte d'une campagne de discrédit. Je n'ai pas su (pas voulu?) voir que leurs analyses étaient une chose et les faits qu'ils dénonçaient en étaient une autre fort différente... Peu à peu, j'ai néanmoins dû me rendre à l'évidence et reconnaître les faits: dès cet instant, se taire c'est approuver! C'est pourquoi j'ai décidé de rompre le mur du silence, de faire crever l'abcès.

Aujourd'hui je crois que si nous ne réagissons pas nous risquons fort de traîner pendant longtemps ce boulet. Je crains fort qu'au boulet de la collaboration ministérielle de 36 vienne s'y ajouter celui des pratiques staliniennes de 79-80 si nous ne les dénonçons pas très vite. Et s'il est vrai qu'un bon nombre de camarades restent incrédules aujourd'hui, trois ans à peine après le début de ces méthodes anti-libertaires, cela ne peut que confirmer que nous avons commis une grave erreur en ne disant rien; cela ne peut que m'inciter davantage encore à ne plus la fermer...

Nous avons tous dénoncé, unanimement, la conspiration du silence orchestrée par la presse bourgeoise lors de la reconstruction de la CNT en 76... Notre devoir est de dénoncer aujourd'hui le silence qui entoure la situation interne de la CNT!

Si nous ne le faisons pas nous-mêmes, outre que nous couvrirons ces méthodes par notre mutisme, nous offrirons à nos ennemis des armes qu'ils sauront, n'en doutons pas un seul instant, retourner contre l'ensemble du mouvement libertaire. Il s'agit donc, pour conclure, d'une tâche révolutionnaire à laquelle aucun militant libertaire n'a le droit de se soustraire.

Selon AMOROS.

Grèce

"DEMOCRATIE" A L'ATHENIENNE

Non seulement les autorités gouvernementales grecques n'ont pas libéré Philippos et Sophia Kyritsis condamnés respectivement à 9 et 5 ans de prison comme terroristes et cela sans aucune preuve, mais encore celles-ci continuent de jeter en prison d'autres camarades anarchistes.

Sont actuellement en prison :

* Nikos Ntalos, 20 ans; Alex Triadafillou, 20 ans; E. Seferis, 18 ans, An. Paulou, 20 ans; accusés d'avoir constitué un groupe anarchiste à l'île (Ile d'Eubée), d'être en possession de livres anarchistes, d'avoir participé à des débats publics où ils soutenaient des positions libertaires, d'avoir tenté de cambrioler la banque de leur ville et n'ayant pu en ouvrir le coffre-fort d'y avoir mis le feu.

* Jean Miras, 18 ans; Constantin Stamatou, 19 ans; Dimitrios Mpourikas 21 ans; accusés d'avoir formé un groupe anarchiste à Chalkida (Ile d'Eubée), d'être en possession de livres anarchistes tels que «Sans autorité» de Malatesta et «Ecoute, petit homme» de Reich. Accusés enfin d'avoir pris le drapeau nationaliste grec de leur ville pour y dessiner un «A» cerclé

* Leonidas Christakis, 52 ans, éditeur de la revue «Ideodromio» (La route des Idées) accusé d'être responsable de la formation de groupes terroristes.

* Un groupe de cinq personnes arrêté à Hania (Crète): Georges Economeas, journaliste à Eleftherotypia; Alexandra Lagadinos; G. Lagadinos (ce sont des marxistes d'extrême-gauche, non-organisés).

* Un autre groupe d'anarchistes arrêtés à Salonique (Grèce du Nord): Thémistocle Simeonides, 18 ans; Ath. Karabatakis, 20 ans; D. Kalapodopoulos, 19 ans, étudiant et S. Mporla, 19 ans, étudiants.

* Jean Mpouketsidès, 24 ans, ouvrier, accusé d'avoir mis le feu aux archives du fisc de Nicéa (quartier ouvrier du Pirée). Celui-ci récuse obstinément cette accusation. Les policiers n'ont aucune preuve, ils savent seulement que le coupable avait des cheveux longs. Amené au commissariat de police, il a été sauvagement torturé par trois policiers sous la direction du chef de la police du Pirée: Jean Gianoulis, tortionnaire connu depuis l'époque des colonels. Le médecin légiste Christos Vourdas qui a examiné Mpouketsidès (lequel est toujours en prison) a constaté les blessures infligées.

Dans les prisons (40 environ) «démocratiques grecques, il y a un nombre important d'autres camarades comme, par exemple, le militant connu Kyriakos Kassiliades. Ceux-ci y subissent des tortures médiévales. Récemment dans les prisons de Corfou, les autorités pénitencières ont sauvagement crucifié le militant autonome d'extrême-gauche Scandalis pour avoir protesté contre les conditions de détention de tous les prisonniers. Sa santé est, à la suite des tortures, définitivement ruinée.

Nous venons d'apprendre que dans les prisons de Coridalos (Pirée) nos camarades emprisonnés ont entamé une grève de la faim avec les prisonniers de droit commun. Ils demandent la suppression des tortures dans les prisons grecques, l'amélioration des conditions de détention, la modification du code pénal et du règlement pénitencier.

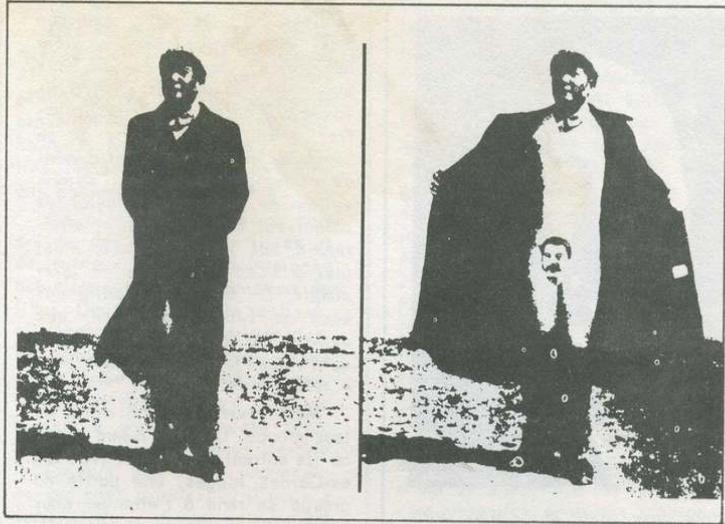
La libération de nos camarades ne s'effectuera que par l'intensification de la lutte à l'intérieur et à l'extérieur du pays (propagande d'information, mobilisation des associations de défense des droits de l'homme, pétitions, etc...).

Nous vous remercions de votre solidarité.

Groupe Anarcho-Syndicaliste d'Athènes.

Hong-Kong

naissance et luttes d'un groupe anarchiste



«De vieux militants qui seraient encore actifs, il n'y en a pratiquement pas. Des journaux ou des maisons d'éditions anarchistes, zéro. Les camarades les plus proches se trouvent au Japon, c'est-à-dire à quatre heures de vol. A part eux, il faut pratiquement aller jusqu'en Europe ou aux Etats-Unis pour rencontrer un mouvement anarchiste qui ait, ne serait-ce qu'un embryon de réalité. Telle était la situation à Hong Kong au début des années 70 et cela a lourdement pesé sur nos activités». Pour éclairer l'origine de leur groupe, Mok, Wong et Yuen soulignent cet isolement historique et géographique qui va marquer leurs luttes.

Hong-Kong: une immense métropole de plus de 4 millions d'habitants, coincés entre la mer et la frontière chinoise. Bien qu'avec un statut assez particulier, elle est dirigée par un gouvernement britannique en plein accord avec les autorités chinoises communistes. Réalité originale et centre de trafics internationaux en tous genres, depuis les échanges commerciaux jusqu'à l'espionnage. Officiellement revendiquée par le gouvernement chinois, celui-ci a pourtant tout intérêt à maintenir ce pôle d'échanges avec le monde occidental.

C'est dans ce contexte, que 1970 voit se regrouper de nombreux jeunes insatisfaits par la situation socio-économique de Hong-Kong et voulant «faire quelque chose» pour la transformer. «Au début, rappelle Mok, nous nous sommes rassemblés sur des objectifs très larges, de caractère démocratique et parfois même patriotique. Parmi nos dernières luttes, je me souviens de celle menée pour obtenir que le chinois soit reconnu comme seconde langue officielle à Hong-Kong (avec

l'anglais), et de la série de manifestations contre le Japon qui voulait annexer quelques îles appartenant à la Chine. Nous étions alors des jeunes de gauche, extrêmement sensibles et influencés par les informations sur les luttes qui à partir de mai 68 nous parvenaient du monde entier et en particulier d'Europe. A l'intérieur de notre mouvement cohabitaient de multiples tendances: des trotskystes aux libertaires, en passant par les maoïstes et les démocrates. Ce fut une cohabitation de courte durée et très tôt chaque tendance choisit sa propre route. Nous nous sommes parfois retrouvés ensemble lors de manifestations comme celles contre l'intervention américaine au Viet-Nam. Mais, depuis, plus jamais».

En 71, le groupe - libéré de la présence encombrante des maoïstes et autres léninistes - publie déjà un journal en chinois *The '70's* (*Les années 70*). C'est le journal qui va permettre les premiers contacts avec les nombreux jeunes (dont Wong) qui ont fui la Chine pour échapper aux répressions gouvernementales visant ceux qui refusaient le contrôle du Parti. «Cette rencontre avec les ex-Gardes rouges, leurs récits, les débats que nous avons eu avec eux, eurent sur nous une grande influence et nous incitèrent à nous occuper de façon plus intense de nos voisins chinois, explique Yuen. Nos analyses sur la Chine communiste rejoignaient fondamentalement celles de ces camarades qui avaient été les acteurs de la Révolution culturelle. D'ailleurs, certains d'entre eux adhèrent à notre groupe et y militent encore». Ce groupe ne se limitera pas à une analyse purement théorique et inopérante. Il s'engage très vite dans l'action dangereuse mais fondamentale de la solidarité. Objectif: aider les



«après Marx, avril; après Mao, juin»

camarades à fuir la répression maoïste en leur offrant refuge à Hong-Kong. Étant donné la surveillance aigüe de la frontière, la seule voie praticable était (et reste) la mer. «A plusieurs reprises, et de plusieurs façons - affirme Yuen - nous nous sommes rendus à Canton, pour coordonner avec les camarades les modalités de leur fuite. En général, l'unique possibilité qui garantisse le succès reste de pouvoir nager depuis Canton à Hong-Kong. Cela signifie, rester dans l'eau pendant au moins huit heures consécutives (mais il y en a qui ont eu besoin de plus de 20!). Pour échapper aux vedettes de la police côtière, il fallait réaliser la traversée de nuit, et si possible l'hiver, de façon à pouvoir profiter des neiges fréquentes qui rendent inoffensifs les puissants projecteurs dont sont équipées les vedettes. Dans de semblables conditions nombreux sont les fugitifs qui sont morts pendant la traversée. Notre rôle était de ravitailler les camarades en sucre et chocolat (aliments commodes à transporter sur soi), puis de les attendre sur la plage en un lieu convenu. Combien de nuits avons-nous passés sur la plage, prolongeant pendant des heures et des heures cette angoissante attente! Et combien de fois tout cela a-t-il été inutile!».

Je fais observer aux copains chinois qu'il n'est peut-être pas opportun de rendre public une telle activité, Mok secoue la tête: mon inquiétude est malheureusement sans objet. Depuis plusieurs années cette activité de solidarité est interdite aux camarades. Ils sont trop connus par les autorités locales, par les maoïstes et par le régime de Pékin. Entrer en Chine (ou plutôt y revenir, puisque tous trois en sont originaires) est devenu un rêve que seul l'écroulement du régime maoïste pourrait

réaliser. «Et pourtant, explique Mok, nous avons tous les trois des parents là-bas, ce qui nous donne périodiquement droit à un voyage. D'autres personnes, d'autres camarades ont tenté de se servir de ce droit. Ils ont demandé et rapidement obtenu l'autorisation de la part des autorités chinoises. Mais leur billet aller-retour, une fois sur place, s'est tout à coup transformé en aller simple. De beaucoup d'entre eux nous ne savons plus rien; des autres, par contre, nous savons qu'ils ont été arrêtés ou assignés à résidence».

Mais revenons à l'histoire de leur groupe. Dans la même année où ils entrent en contact avec les ex-Gardes rouges, une partie du groupe se rend à l'étranger pour poursuivre les études ou travailler. Ils y rencontreront d'autres réalités, d'autres débats qui viendront enrichir ceux du groupe à Hong-Kong. L'approfondissement culturel et idéologique provoque en 73 la rupture définitive avec les trotskystes qui avaient tout fait pour contrôler et prendre la direction du groupe. Dès lors, celui-ci se caractérise nettement comme un groupe libertaire.

Malgré cette scission politique, malgré les incompatibilités personnelles qui y ont aussi joué un rôle, les relations avec les trotskystes ne sont pas interrompues. Bien au contraire, ils se-

et sociale de Hong-Kong, caractérisée par l'existence de secteurs extrêmement pauvres et par un chômage diffus, nous sommes parvenus à donner un grand écho à notre action qui s'est exprimée aussi à travers une spectaculaire grève de la faim menée par plusieurs de nos camarades et par quelques trotskystes, et par de violents affrontements avec la police». Wong rappelle à ce propos le siège du district de police, mené par des centaines de camarades et qui ne fut brisé que par une intervention massive des forces de l'ordre, qui se lancèrent dans une véritable chasse à l'homme dans toute la ville. Les arrestations et condamnations furent nombreuses à tel point que, liées à l'émigration de plusieurs des membres actifs, elles provoquèrent l'arrêt des activités. Un ciné-club est mis sur pied sans donner de grands résultats. Quelques manifestations sont encore organisées (Mok se souvient de celle en soutien à Puig Antich, le jeune libertaire assassiné à Barcelone, et d'une autre pour le Vietnam); quelques tracts sont diffusés... et c'est tout.

Une nette reprise de l'activité du groupe a lieu en 76. Elle coïncide avec la campagne organisée en soutien aux militants révolutionnaires victimes de la répression en Chine. En plus de *The '70's* (qui connaît un tirage de



des animateurs de «Minus».

ront toujours l'unique force de la gauche «révolutionnaire» d'Hong-Kong avec laquelle le groupe *The '70's* maintiendra des rapports de collaboration pratique. «Dans les mois qui suivirent la scission -explique Mok- nous avons organisé parallèlement deux intenses campagnes d'opposition au gouvernement local. Nos mots d'ordre appelaient à refuser de payer les loyers, les transports publics, l'eau et le téléphone. Dans la grave crise économique

7000 exemplaires) le groupe lance un mensuel, cette fois-ci en anglais, dont le titre, en 76 est *Minus 8*, en 77 *Minus 7*... *Minus* signifie, en fait, «moins» et le numéro qui suit indique les années qui nous séparent du fatidique 1984 qui, selon le roman d'Orwell, serait l'année du triomphe définitif de l'Etat totalitaire. Presque toutes les pages de *Minus* sont consacrées à la Chine. On y trouve reproduits les documents de l'opposition révolution-

naire clandestine, des interviews ou des tables rondes avec des fugitifs, des informations, des appels à des mobilisations en faveur des victimes politiques de la répression communiste, des analyses sur la société chinoise...

Autour de *Minus* et de *The '70's* se sont développées des campagnes de solidarité avec la gauche révolutionnaire et antimaoïste chinoise. Des manifestations de plus de 2000 personnes ont eu lieu, ce qui est un chiffre considérable pour Hong-Kong. Ces dernières manifestations ont cependant été organisées avec les trotskystes, mais séparément, chacun avec ses orateurs, ses drapeaux, ses banderoles...

«Un vif débat s'est instauré dans notre groupe -explique Mok- sur l'opportunité d'initiatives communes avec les trotskystes. Certains restent favorables à cette pratique, d'autant plus que nous avons toujours veillé à bien marquer qu'il s'agissait de collaborations conjoncturelles et non d'alliances ou de je ne sais quoi. Mais d'autres camarades, dont je suis, sont arrivés à la conclusion que de telles activités ne font que donner une crédibilité «libertaire» aux trotskystes, alors que nous connaissons pertinemment leurs options autoritaires. Je ne crois pas qu'il y ait d'autres manifestations organisées ensemble. A partir d'aujourd'hui, chacun sui-

vera sa route».

Les éditions sont venues souligner le choix libertaire du groupe. Ainsi a été publiée -en chinois et/ou en anglais- une série de classiques de l'anarchisme (Bakounine, Kropotkine, etc.), d'autres textes portant sur la Chine ont également vu le jour.

En plus de la «question chinoise», des éditions de livres et de journaux, le groupe s'intéresse actuellement à la production de films. Deux ont déjà été réalisés, très brefs, presque expérimentaux. En chantier, un dessin animé d'une durée de 30 à 40 minutes, sur l'anarchie. «Nous voulons réussir à concentrer dans cette durée tout ce qui nous semble fondamental pour faire comprendre ce que nous voulons, et il nous a semblé que le dessin animé était le meilleur choix».

Enfin, d'autres camarades du groupe ont créé un collectif féministe qui connaît une forte affluence. Ma question sur la participation ou non de «mecs» dans ce collectif, surprend les copains chinois: il semble qu'à Hong-Kong on n'ait jamais entendu parler de «non-mixité».

Comment fait le groupe -composé d'une vingtaine de camarades et de quelques dizaines de sympathisants qui s'engagent ponctuellement- pour mener à bien toutes ces activités? D'autant plus qu'une attention cons-

tante est portée aux luttes sociales (ouvrières, chômeurs...) et qu'il existe une réelle participation aux grèves, manifs... Mok répond en expliquant surtout le fonctionnement du groupe. «Plus que d'un groupe au sens strict du mot, il convient de parler d'un ensemble de noyaux centrés sur des projets spécifiques. Quelques initiatives nécessitent la participation de plus ou moins tous les camarades, mais la plus grande partie des projets (*Minus*, les films, le collectif féministe, *The '70's*...) rassemblent quelques personnes qui se consacrent essentiellement à cette activité. En dehors des questions pratiques, quels sont les débats abordés par les assemblées générales? «Pour te donner un exemple concret, lors des dernières réunions nous avons amplement et vivement débattu de deux questions: celle de la collaboration avec les trotskystes, dont je t'ai parlé précédemment, et celle de l'engagement que les anarchistes devraient avoir face aux mouvements de libération nationale. Ce sont là deux thèmes importants, sur lesquels la discussion devra se poursuivre».

P. F.

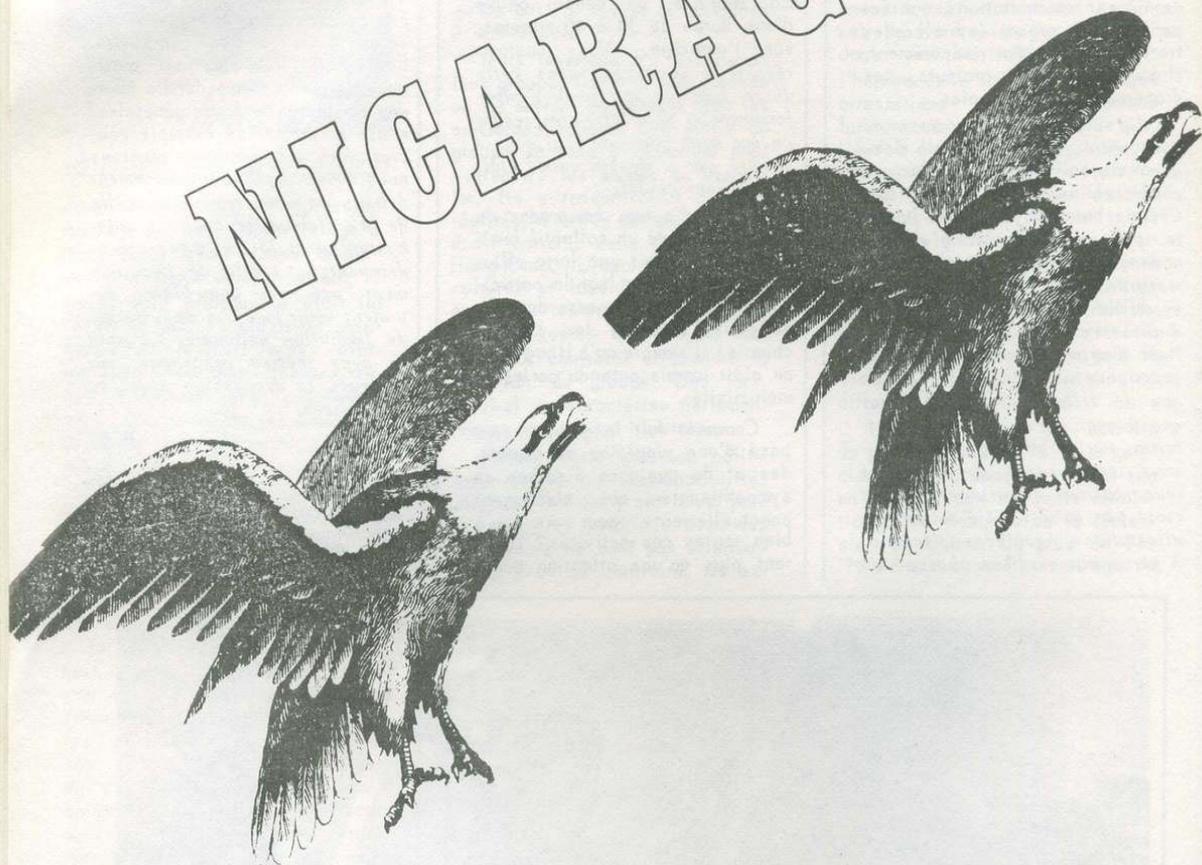
Adresse: «*Minus*», 1984 Bookshop
180 Lockhart Road, 1st. Floor
Wanchai, Hong-Kong



REPERES

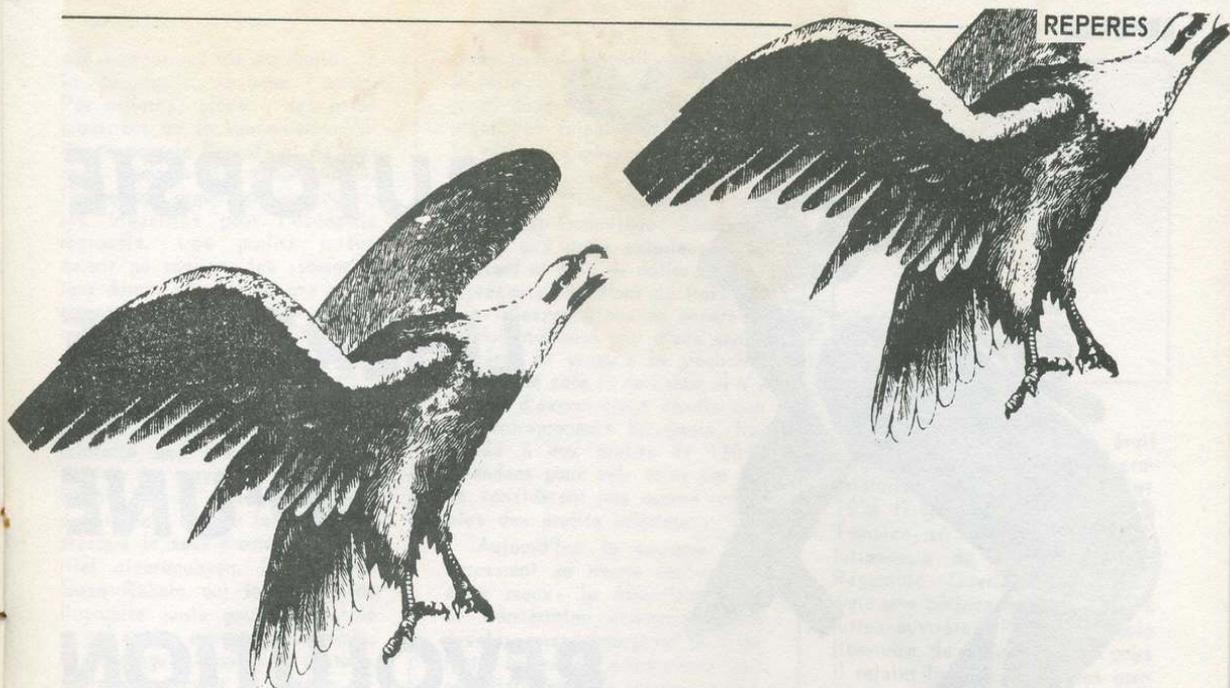


NICARAGUA



• L'IMPERIALISME D'HIER...

Le développement progressif de la puissance US devait nécessairement passer, au cours du XIX^e siècle, par le contrôle de l'isthme centre-américain aussi bien pour le soustraire aux visées expansionnistes britanniques que pour l'utiliser comme passage obligé entre la côte Atlantique et la côte Pacifique pour l'or de la Californie et pour les matières premières pillées aux autres pays du continent. Ceci explique la progressive ingérence dans les affaires intérieures du Nicaragua – ainsi que dans les autres pays géographiquement voisins – du gouvernement des Etats-Unis qui voulait protéger les intérêts économiques nord-américains de plus en plus importants. Cette ingérence s'est manifestée à plusieurs reprises au cours des années, soutenant tantôt la bourgeoisie conservatrice, tantôt la libérale, mais toujours avec l'objectif d'avoir un contrôle total sur la situation. Cet état de choses se prolonge jusqu'en mai 1927 lorsque les USA réussissent à concilier les exigences de plusieurs fractions de la bourgeoisie et parviennent à les amener autour de la table de négociations à la condition que le corps expéditionnaire nord-américain continue de contrôler le pays jusqu'à ce qu'une garde civile, entraînée par des experts US, prenne sa place. Tous ont accepté ces conditions draconiennes sauf Augusto Cesar Sandino qui, avec son armée, poursuit la lutte contre l'en-



vahisseur pendant encore six ans, jusqu'à ce qu'il soit victime d'une embuscade tendue par le futur dictateur Somoza et où il trouve la mort le 21 février 1932. La mort de Sandino sonnera le glas pour de nombreuses années de toute résistance organisée à la toute-puissance somoziste ainsi qu'à l'ingérence et au pillage des USA jusqu'à ce que, dans les années 70, apparaissent de nouvelles conditions permettant de développer les luttes sociales.

...ET CELUI D'AUJOURD'HUI •

La politique de mise en place de régimes dictatoriaux en Amérique Latine, reprise avec le coup d'Etat du Brésil en 64, avait comme but précis de briser les perspectives révolutionnaires et insurrectionnelles dans cette région du monde. C'est ainsi que l'on enregistre des coups d'Etat militaires en Bolivie, en Uruguay, au Chili, en Argentine et au Pérou.

Par la suite, la perte de crédibilité aussi bien sur le plan intérieur qu'au niveau international de ces dictatures, dans les années 70-80, ont contraint l'administration Carter, et sa politique des droits de l'homme, à faire de dures critiques de son œuvre. En effet, les militaires se sont progressivement transformés en armée d'occupation de leur propre pays, avec des milliers de prisonniers, de torturés, d'assassinés et de disparus.

Mais alors que les Etats-Unis autorisent un certain degré de démocratisation de l'Amérique du Sud, ils continuent d'appuyer les «républiques bananières» d'Amérique Centrale. La raison essentielle de ce comportement différencié réside dans le fait qu'en Amérique Centrale l'alternative à la dictature n'est pas une opposition bourgeoise et démocratique, mais bien les groupes armés révolutionnaires. Aujourd'hui, dans cette région du monde, il existe une situation insurrectionnelle: triomphe du Front Sandiniste au Nicaragua; constante mobilisation de masse et radicalisation croissante qui débouchent sur des affrontements armés de masse contre l'appareil militaire à El Salvador et au Honduras. Au Nicaragua, les USA ont soutenu Somoza jusqu'à la fin et ce n'est que face à une victoire certaine du mouvement sandiniste qu'ils ont tenté de le faire démettre afin de soutenir la solution de rechange qu'ils voyaient dans le Frente Amplio Opositor (FAO), une coalition de groupes d'opposition bourgeoise, garant des intérêts nord-américain. Le coup d'Etat des militaires à El Salvador, soutenu par les USA, qui a renversé le général Romero, a été réalisé pour empêcher une solution de type nicaraguayen que les USA voyaient comme une avancée impétueuse des forces populaires. Mais la répression de la nouvelle junte continue d'être sanguinaire et féroce. On tire contre les manifestations de masse dans les rues. Les forces de la guerrilla ont affirmé que «la guerre révolutionnaire qu'a ouvert le peuple salvadorien ne se fermera pas avec les fausses promesses de la junte qui a destituée le général Romero».



AUTOPSIE LIBERTAIRE D'UNE REVOLUTION

ECONOMIE ET CLASSES SOCIALES

Le Nicaragua s'étend sur 139 kilomètres, sa population dépasse de peu les deux millions d'habitants concentrés à 50% dans les centres urbains. Les salariés gravitent autour de 300.000 (ils représentent les 58,1% de la population active); de 28 à 38.000 d'entre eux sont employés dans l'industrie manufacturière, 50.000 de plus sont rattachés à l'industrie tandis que le secteur agricole concerne en permanence environ 240.000 travailleurs. Viennent s'y ajouter tous ceux qui ne travaillent que quelques mois par an pendant les récoltes et qui constituent une force mobile d'environ 900.000 personnes, socialement marginalisées.

Comme la grande majorité des pays du tiers-monde, surtout ceux

situés sur la zone tropicale, le Nicaragua se caractérise par la présence des monocultures dans le secteur agricole (café, canne à sucre, coton, tabac, bananes, arachides) destinées à l'exportation. Ceci a accentué la tendance à la concentration nationale du capital entre les mains peu nombreuses d'une oligarchie de familles bourgeoises qui avait à sa tête le clan des Somoza, la Garde Nationale et la bureaucratie étatique.

Le développement de la crise mondiale a réduit les exportations nicaraguayennes obligeant l'oligarchie dominante à accroître ses pressions économiques – et donc politiques – sur le reste de la bourgeoisie, à étouffer la déjà faible économie agricole et à aggraver ultérieurement l'exploitation du prolétariat. Ceci a provoqué et accentué la montée du mécontentement général des diverses couches sociales, cause principale du renversement du régime somoziste.

Au cours de ces dix dernières années s'est ouvert un processus de spécialisation et de développement de l'agriculture surtout dans les départements de Leon et de Chinandenga d'où proviennent les 90% de la production cotonnière, la totalité des bananes destinées à l'exportation et les 67% de la canne à sucre pro-

duite. L'industrialisation est très jeune et il s'est produit un développement récent à partir de l'intégration au Marché Commun Centre-américain. Mais on ne peut comprendre l'économie du Nicaragua sans parler de l'empire de la famille Somoza.

Les Somoza contrôlaient un système économique qui produisait les 35% du produit intérieur brut. En 45 ans, ils se sont appropriés les secteurs les plus rentables: café, coton, transports, banques, viande, tourisme. Lorsque le premier des Somoza monte au pouvoir en 1933 il n'avait qu'une petite plantation de café. Mais en 1944 déjà – profitant des confiscations anti-allemandes de la période de guerre (le Nicaragua avait déclaré la guerre à l'Allemagne bien avant les USA eux-mêmes!) – il devient propriétaire de 51 exploitations d'élevage de bétail et de 46 plantations de café. Le trafic qui symbolise sans doute le mieux ce que les Somoza ont pu représenter au Nicaragua est celui mené à bien par l'entreprise Plasmaferis qui se dédiait au commerce du sang prélevé sur tous ceux qui, à cause de leur misère, se voyaient contraints à le vendre.

Toujours associés aux groupes économiques nord-américains, les Somoza étendent leurs intérêts à l'industrie du ciment, au textile,

aux entreprises de navigation, à la compagnie aérienne Lanica. Par ailleurs, grâce à des fonds provenant de la Kennedyenne Alliance pour le Progrès et du Marché Commun Centre-américain, les Somoza organisent de nouvelles industries pour l'économie régionale. Les profits juteux qu'ont pu réaliser les «somozistes» durant plus de 45 ans apparaissent clairement dans un secteur où ils possédaient les 60% de la propriété: celui des terres cultivables.

Et c'est parce que la famille Somoza a été la principale propriétaire des industries et des terres du pays qu'aujourd'hui l'Etat, après l'expropriation sandiniste, est devenu le premier et presque le seul promoteur industriel nicaraguayen. D'après Alfonso Robelo qui fait partie de l'actuelle junte gouvernementale et qui est un expert en économie, au Nicaragua il existe un système mixte d'économie de marché qui cohabite avec les nationalisations récemment réalisées comme celles des banques, du commerce extérieur des produits agricoles ou la production étatique même des exploitations agricoles expropriées au dictateur.

Dans la réforme agraire conduite à partir des expropriations des biens des Somoza, on peut distinguer trois niveaux:

a) les exploitations ayant un niveau technologique élevé sont étatisées;

b) là où les conditions sont favorables, on crée des coopéra-

tives pour le travail collectif de la terre;

c) dans les zones où ceci n'est pas faisable, on distribue la terre aux paysans individuellement.

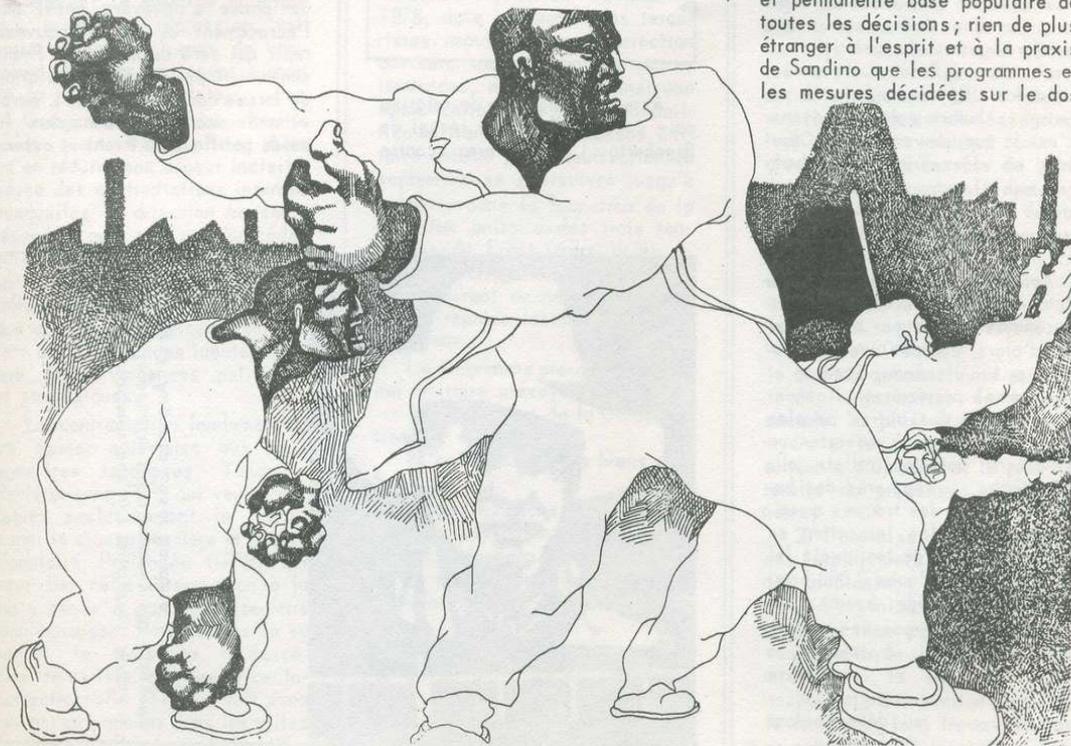
La situation économique actuelle est dramatique: Somoza a laissé une dette extérieure d'un milliard et demi de dollars ce qui représente la valeur de trois années d'exportations ou encore le produit national brut d'une année entière. Et jusqu'à la prochaine récolte de café et de coton, il n'y a pas d'exportations tandis que les entrepreneurs bourgeois, habitués à des profits de 150%, attendent pour voir venir car ils ne considèrent pas comme rentables des profits inférieurs.

Aujourd'hui le nouveau gouvernement se trouve confronté à deux maux: le néocolonialisme et l'arriération économique. Le développement industriel hors de toute ingérence économique impérialiste est une entreprise très difficile pour un petit pays comme le Nicaragua; d'autre part la nécessité de rattraper le retard économique entraîne une politique de nationalisations et de planification de l'économie à travers l'expropriation des principaux moyens de production. Ce fait donne à l'Etat le rôle de principal propriétaire des richesses sociales favorisant ainsi la transformation de la direction sandiniste en une nouvelle classe dominante de type techno-bureaucratique, sur le sillage de l'expérience cubaine.

LE SANDINISME

Augusto Cesar Sandino était originaire d'une famille de propriétaires terriens. Entre 1923 et 1926 il travaille au Mexique, à Tampico, où il est militant révolutionnaire de la Confédération Régionale Ouvrière mexicaine, dans une période marquée par les luttes ouvrières. Formé à l'école libertaire, de retour dans son pays il rejoint la lutte contre les conservateurs en organisant sa milice et en refusant tout compromis. Camarade en général des hommes libres, des miliciens non pas des soldats soumis, des travailleurs combattants, Sandino lie sa forte charge anti-impérialiste à un profond sentiment national.

Anti-impérialisme et récupération de la dimension nationale vont être les deux axes de l'action de Sandino dans un pays déformé par le colonialisme et la rapine de la bourgeoisie. Une autre caractéristique de son mouvement réside dans la nécessaire et permanente base populaire de toutes les décisions; rien de plus étranger à l'esprit et à la praxis de Sandino que les programmes et les mesures décidées sur le dos



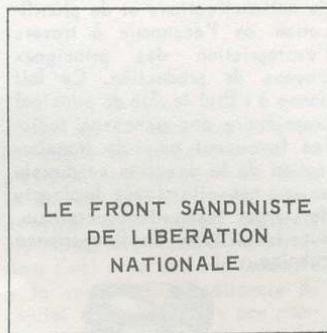


Anastasio Somoza García, le premier de la dynastie, endossant le typique uniforme des «marines» yankee.

du peuple, de l'homme simple, analphabète, artisan, mineur ou ramasseur de café. Toute idée, aussi juste soit-elle, est vouée à l'échec si elle ne part pas du peuple, si le peuple ne la ressent pas comme sienne: c'est là l'une des pensées constante dans les écrits de Sandino, qui démontre sans la moindre équivoque possible, son esprit libertaire.

Précédant de 40 ans le Vietnam, Sandino donne vie à une héroïque guerre de guerrilla qui durera six ans, contre une armée, celle des USA, énormément supérieure en hommes et en moyens (c'est là que, dix ans avant Guernica, on va expérimenter le bombardement terroriste d'une ville, Murra, qui anéantira totalement sa population).

Avec une armée composée de quelques mineurs et de nombreux paysans, soutenue par la population d'alors, équipée avec du matériel pris à l'ennemi, Sandino et ses hommes parviennent à gagner la sympathie des autres peuples latino-américains, à susciter un mouvement anti-impérialiste aux USA mêmes, surtout près des bases de retraite des troupes américaines (lesquelles laisseront en héritage une Garde Nationale locale forte de quelques 3.000 hommes). L'action de Sandino ne freine cependant pas les visées impérialistes qui, à travers la Garde Nationale et à sa tête Somoza, continuent de s'exercer sur le pays et qui déboucheront sur l'assassinat de Sandino.



Après une période de relative paix sociale, l'attentat réussi de Rigoberto Lopez Perez contre

Anastasio Somoza père ouvre en 1956 une phase de contestation du régime qui culmine en 1958 avec la tentative de Ramon Radales, général de Sandino, de donner vie à un groupe guerrillero. La tentative sera rapidement étouffée par la Garde Nationale. En juillet 1961, sur l'initiative de Tomas Borge, Carlos Fonseca Amador et Silvio Mayorga — ces deux derniers tomberont plus tard au cours de la lutte — se fonde le FSLN dans le but de mener à bien le processus entamé par Sandino. La composition est à prédominance étudiante et ne sera paysanne et ouvrière que plus tard. Les premières tentatives des guerrilleros du Front sont étouffées et on assiste à un repli vers l'activité politique, en liaison avec la gauche traditionnelle (communistes et Movilizacion Republicana). Une telle collaboration se poursuivra jusqu'en 1967, date à laquelle la candidature à la présidence de Fernando Arguero, soutenu par l'U.N.O. (Union Nacional Opositora) — une coalition formée par des secteurs conservateurs, le Parti Social-Chrétien et le Parti Socialiste Nicaraguayen (pro-soviétique) — provoque la rupture entre les secteurs sandinistes et le reste de la gauche. La répression d'une grande manifestation populaire organisée par l'UNO pour exiger le respect des mécanismes électoraux, par la Garde Nationale (plus de 300 morts) donnera naissance à la seconde phase guerrillera du FSLN. Cette seconde phase s'achèvera aussi par l'écrasement et par un nouveau repli qui sera défini par le Front comme une période d'accumulation de forces dans le silence. L'écrasement accroîtra néanmoins le poids politique du Front et accen-



«Nous ne sommes pas des militaires, nous sommes le peuple, nous sommes des citoyens en armes» Augusto Cesar Sandino



de gauche à droite: Jaime Wheelock, Daniel Ortega, Tomas Borge et Henry Ruiz signant l'unité sandiniste.

tuera la séparation entre la lutte électorale et la lutte armée. Au cours de cette phase on assiste à la naissance des «régionales» — structures politico-militaires reposant sur plusieurs secteurs de travail: ouvriers, paysans, militaires, approvisionnement, etc. — et à l'entrisme dans les organisations intermédiaires (étudiantes, ouvrières, de quartiers, mouvements chrétiens, groupes artistiques) à la recherche du contact avec les masses. L'action de décembre 1974 contre l'appartement du Docteur Castillo Quant au cours de laquelle une série de personnalités du régime (politiciens, diplomates, patrons, etc.) sont prises en otages accroîtra énormément le prestige du Front qui, malgré la répression, voit entrer dans ses rangs de nombreux éléments provenant surtout de la petite-bourgeoisie.

Cette entrée va accroître le poids quantitatif du Front mais va en réduire son aspect incisif à cause des contradictions internes auxquelles la direction ne saura répondre que par des procédés bureaucratiques. En réalité, ce sont des contradictions qu'il fallait résoudre sur un plan politique car elles ne concernaient pas tant des divergences idéologiques que des divergences politiques et stratégiques.

La contradiction fondamentale va donner naissance aux deux premières tendances, Tendance Proletarienne (TP) qui veut privilégier exclusivement le travail parmi la classe ouvrière et Guerre Populaire Prolongée (GPP) qui veut lier cette intervention à la lutte armée à partir des régions montagneuses. Par la suite va se former la troisième tendance, dite tercériste ou Tendance Insurrectionnelle (TI) qui voit dans les actions armées dans les villes la forme d'affrontement décisif.

Par ailleurs, la T.I. est favorable à l'alliance avec de larges secteurs sociaux, y compris la bourgeoisie, et à des rapports étroits avec les sociaux-démocrates des autres pays américains; tandis que la T.P. se caractérise par une orientation marxiste-léniniste et que G.P.P. met en évidence son attachement au sandinisme historique.

Sur le plan politique la T.I. soutient le F.A.O. alors que G.P.P. appuie le M.P.U. G.P.P. défend aussi la nécessité absolue d'une armée rurale considérant impossible de structurer militairement les groupes urbains. Les divergences continuent de se manifester même sur le plan opérationnel jusqu'en septembre 1978, date à laquelle les tercéristes impulsent une insurrection qui sera soutenue par les autres tendances, développant ainsi une forme unitaire de direction politico-militaire. Le processus unitaire entamé par l'insurrection de septembre se poursuivra jusqu'à culminer dans la formation de la direction unitaire des trois tendances du Front (mars 1979). A la direction nationale les tercéristes seront au nombre de trois et les représentants de GPP seront deux.

Le programme pré-insurrectionnel unitaire prévoyait:

- 1) liquidation de la Garde Nationale;
- 2) confiscation des biens de Somoza;
- 3) améliorations économiques pour les paysans et les ouvriers;
- 4) indépendance du pays;
- 5) respect des règles du droit international sur le capital étranger.

De suite après l'échec du FAO et de sa politique de compromis avec Somoza, naît le Front Patriotique National (FPN) qui regroupe quelques anciens parti-

cipants du FAO et du MPU, y compris GPP. Cette tendance explique sa participation au Front par le fait que dans ce cas, contrairement à ce qui se passait au FAO, il détient l'hégémonie du mouvement populaire. GPP est favorable à un gouvernement national, l'indépendance nationale, et le développement d'un processus démocratique qui permette un changement non violent des rapports de force. GPP accorde une extrême importance aux rapports avec l'Europe afin d'échapper à la dépendance des blocs existant actuellement. Tendance Proletarienne quant à elle est le regroupement qui apparaît pour adapter, d'après ses promoteurs, la stratégie du front aux diverses conditions économiques et sociales du pays (transformations agricoles et industrielles; naissance et développement de la classe ouvrière et des salariés agricoles) et qui revendique pour la classe ouvrière le rôle de guide dans la lutte contre la dictature militaire. Néanmoins TP défend la nécessité d'une alliance avec d'autres secteurs et l'ouverture d'un processus de véritable démocratie (ses mots d'ordre sont: démocratie, progrès social et auto-détermination).

Son schéma de travail prévoit;

- 1) l'organisation de la base sociale la plus stable (les ouvriers et les salariés agricoles), alliée la plus sûre et la plus naturelle du processus révolutionnaire;
- 2) l'organisation des paysans, des intellectuels progressistes et des étudiants;
- 3) l'organisation des commerçants et des petits industriels, des employés et des classes moyennes.

Pour la TP l'insurrection est le fruit d'un long travail de base et non pas seulement du specta-

REPERES

cle offert par les tercéristes. Le fascisme est considéré comme l'ultime tentative de l'impérialisme et du néocolonialisme pour assumer sa domination.

La TP critique la participation des communistes au FAO et à l'action armée tercériste dans la phase pré-insurrectionnelle qui pourrait être utilisée par les USA pour un simple changement politique de Somoza et non pas comme détonateur social. L'insurrection pour la TP, est le résultat de la combinaison au plus haut niveau des formes de lutte fondamentales:

- 1) lutte politique comme complément de la lutte ouvrière et étudiante, le lock-out des commerçants et des industriels;
- 2) soulèvements locaux à caractère populaire, affrontements avec les brigades armées;
- 3) lutte armée sandiniste conduite par les trois tendances unifiées.

LES ORGANISATIONS SYNDICALES

Elles regroupent dans leur ensemble quelques 10% des salariés; elles sont exclusivement à caractère économique sauf au cours de la dernière période pré-insurrectionnelle.

- 1) Le travail sandiniste consistait en la création de cercles



dans le bruit des armes...

ou cellules clandestines dans les usines et les lieux de travail durant la période de lutte contre Somoza. Aujourd'hui, après l'insurrection victorieuse, le FSLN s'oriente vers la constitution d'une Central Sandinista de los Trabajadores (CST) dans le but de garantir et développer la consolidation et l'extension du processus démocratique et d'unifier toute la classe travailleuse à l'intérieur d'une seule organisation. Dans un tel projet devraient converger les autres centrales syndicales.

- 2) ANDEN - Syndicat des enseignants d'orientation clairement antisomoziste. Il a organisé et dirigé de nombreuses manifestations contre la dictature et ses dirigeants ont payé leur opposition à Somoza par de nombreuses années de prison quand ils n'y ont pas perdu la vie. Il est significatif des conceptions sandinistes de travail syndical au niveau de l'unification de la lutte économique et de la lutte politique, au moins durant la période antérieure à Somoza.

- 3) Confederacion General de Trabajadores (CGT) constituée en 1949 avec la participation des dirigeants favorables à la dictature somoziste afin de créer une base populaire de soutien.

- 4) Confederacion General de Trabajadores indépendants (CGTi) constituée en 1963 après une scission de la CGT et formée de fédérations et de centrales syndicales des principales villes du pays. Elle est sous le contrôle du Parti socialiste (pro-soviétique) et adhère à la Fédération Syndicale Mondiale.

- 5) Central de Trabajadores de Nicaragua (CTN) constituée en 1972 à la suite de la formalisation d'une tendance d'origine chrétienne (le Movimiento Sindical Autonomo de Nicaragua). Des cercles de jeunes, des coopérati-

ves, des associations rurales et urbaines de quartiers, des groupes chrétiens en font partie. La CTN est affiliée à la Confédération Mondiale des Travailleurs.

- 6) Confederacion de Unidad Sindical (CUS) constituée en 1968 sous l'influence des syndicats nord-américains et avec un programme d'action basé uniquement sur des revendications corporatives. Ses adhérents sont en priorité des travailleurs des lignes aériennes et maritimes, du tourisme et des télécommunications. Elle est affiliée à la CIOSL (Confédération Internationale des Ouvriers et des Syndicats Libres), une émanation directe des USA.

LES GROUPES ET PARTIS POLITIQUES

- **Partido Liberal Nacionalista.** Le parti de Somoza et de son clan, lié aux propriétaires des plantations de café et aux multinationales nord-américaines. Il représente la fraction de la bourgeoisie qui a dominé pendant 40 ans au Nicaragua.

- **Partido Social-Cristiano et Partido Liberal Constitucionalista.** Partis de plusieurs fractions bourgeoises et petites-bourgeoises écrasées par la politique de rapine des Somoza.

● **Partido Socialista Nicaragüense.** Lié à l'URSS, il mène la politique de ce pays au Nicaragua, appuyant l'opposition bourgeoise et critiquant tout type de pratique armée révolutionnaire. Sa ligne s'identifie à celle de tous les partis communistes latino-américains, essentiellement conservateurs.



● **Union Nacional Opositora.** Coalition de l'opposition constituée en 1965 et composée de secteurs libéraux, conservateurs, du Parti Social-Chrétien et du Parti Socialiste. Elle soutient l'élection d'Argüero contre Somoza et mobilise les gens pour en appeler à un déroulement correct des élections. La riposte de la Garde Nationale sera le massacre de 300 manifestants.

● **Union Democrática de Liberación (UDEL).** Formation politique composée du Parti Social-Chré-

tien, du Parti Libéral Indépendant, du Parti Socialiste et dont le leader Pedro Joaquín Chamorro, directeur du journal «La Prensa», le seul quotidien anti-gouvernemental, est assassiné par les somozistes. Elle joue le rôle de l'opposition bourgeoise jusqu'au début de 1978.

● **Frente Amplio Opositor (FAO).** Formation interclassiste plus large encore que l'UDEL, comprenant depuis les organisations politiques classiques jusqu'à la tendance tercériste du FSLN, depuis des organisations syndicales comme la CTN de souche chrétienne jusqu'à des patrons qui s'opposent à Somoza.

Le FAO s'est déclaré favorable à une tentative de solution de la crise en menant à bien des démarches de médiation auprès de la commission de l'Organisation des États Américains (composée par les USA, le Guatemala et la République Dominicaine) qui tendait à un somozisme sans Somoza.

Une tentative qui a échoué non seulement à cause de l'opposition de Somoza qui était tout simplement disposé à être remplacé par un de ses parents que du fait du bannissement du groupe des «douze» et de l'opposition de la CTN et du parti socialiste; non seulement à cause de la faible représentativité politique des secteurs de la bourgeoisie intégrant le FAO que du fait enfin du soutien de l'Internationale Socialiste à la tendance tercériste du FSLN. L'opposition du FAO à la dissolution de la Garde Nationale est un fait significatif.

● **Movimiento Pueblo Unido (MPU).** Il est né le 17-7-78, constitué par la GPP, la CGTi et d'autres petites organisations de gauche. Ses objectifs principaux: a) créer une organisation de masses populaires qui soit indépendante de la direction politique bourgeoise; b) faire avancer le processus unitaire des forces révolutionnaires; c) mobilisations populaires pour abattre la dictature de Somoza.

● **Frente Patriótico Nacional (FPN).** Constitué le 1-2-79. En font partie le MPU, le Parti Populaire Chrétien, le Parti Libéral Indépendant, le groupe des «douze», la CTN, le front Ouvrier. Il refusera tout type de dialogue avec le dictateur.

LE RÔLE DE LA FEMME

La large participation des femmes nicaraguayennes au processus insurrectionnel contre Somoza est sûrement un fait quasiment sans précédent, de par sa dimension, dans l'histoire. En fait, la moitié de l'armée du Front Sandiniste est composée de femmes; dans la ville de León, première zone passée aux mains des insurgés, l'état-major sandiniste était composé de quatre femmes et un homme. Une des premières lois approuvées après la chute de la dictature de Somoza interdit le commerce sexuel et la réduction du corps féminin à un objet de plaisir: ceci est indiscutablement une des conséquences du rôle déterminant joué par les femmes dans l'insurrection.

Aujourd'hui, suivant le processus analogue qui est en train d'investir tous les secteurs sociaux, même les femmes sont en train de vivre un intense processus d'organisation à l'intérieur des structures impulsées par le Front Sandiniste, en particulier l'AMPRONAC (Association des Femmes du front pour la PROblématique NATIONALE). L'Ampronac, qui n'est pas une organisation féministe et qui travaille à la disparition des causes qui provoquent la passivité des femmes,



est née en 1977 comme organisation visant à dénoncer les violations des droits de l'homme. A cette époque, ses objectifs étaient: 1) développer la participation des femmes à l'étude et à la solution des problèmes nationaux; 2) défendre leurs droits dans tous les secteurs et sous tous ses aspects, économiques, sociaux et politiques; 3) défendre en général les droits de l'homme. Les soixante femmes qui l'ont créée appartenaient en grande partie à la petite bourgeoisie et dans une moindre mesure à la bourgeoisie. Après la lutte de masse de janvier 1978, l'Ampronac décide d'orienter ses efforts à l'organisation des femmes et à sa transformation en une force populaire. A partir de cette date elle poursuit les objectifs suivants: arrêt de la répression; liberté d'organisation; liberté pour les détenus politiques; punition des responsables de crimes et de tortures; blocage du coût de la vie; abolition de toutes les lois discriminatoires vis-à-vis des femmes; à travail égal salaire égal; non au commerce du corps féminin.

L'Ampronac, dans un de ses documents et à propos de ces ob-

LES COMITES
DE DEFENSE
SANDINISTES (CDS)

Ce sont les organismes qui, à la veille de l'insurrection, ont remplacé les Comités de Défense Civique, ceux-là même qui initialement assuraient la liaison entre le FSLN et les diverses réalités sociales.

D'après le FSLN ils sont l'expression du «pouvoir populaire», l'organisation large et démocratique qui se constitue pour défendre et consolider la révolution. Ils agissent, naturellement, selon des directives du FSLN qui confirme ainsi l'intention de poursuivre le schéma classique qui voit dans les Comités des courroies de transmission entre la soi-disant avant-garde du peuple et le peu-

intérieurs et extérieurs, visibles ou camouflés;

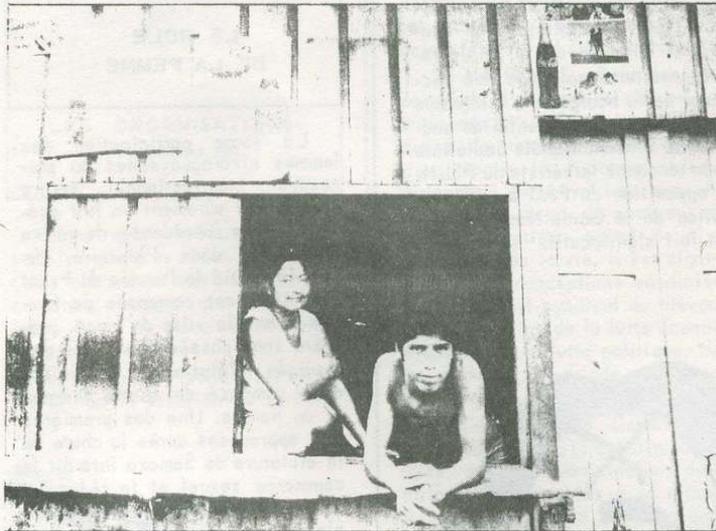
2) empêcher les infiltrations somozistes au sein des organisations révolutionnaires et populaires, dans les ministères, etc.; empêcher le sabotage et la formation de bandes para-militaires;

3) de plus les CDS doivent être l'instrument qui permette au Front lui-même d'agir et de participer à l'amélioration du niveau de vie, à la solution des problèmes sanitaires et à la réalisation des aspirations populaires.

En réalité les appels continuels à la subordination des CDS au FSLN mettent très clairement en évidence que les comités sont vus en fonction de programmes verticaux et de contrôle de la part de «l'avant-garde».

Voyons maintenant comment sont organisés les CDS. Les CDS s'organisent par îlots, par rues, par blocs ou pâtés de maisons, selon la répartition des familles dans les quartiers ou dans les communes. Ils élisent démocratiquement leur représentant, sur la base de son honnêteté et selon sa volonté de contribuer au travail de la communauté. Ce représentant se coordonne avec les représentants des autres CDS afin de développer leurs propres tâches et transmettre à leur CDS toutes les discussions et les décisions qui auront lieu au sein des organismes dirigeants. Ainsi successivement de l'îlot, du quartier, de la ville interne, des CDS aux Conseils des CDS, aux comités de quartiers ou de communes, se constitue le sommet des délégués élus au suffrage universel.

Le comité de quartier et de commune sandiniste, autorité démocratiquement élue par les habitants de la zone dont il doit fidèlement représenter la volonté (il est prévu de le remplacer en cas de manquement à cette tâche) est l'organisme intermédiaire entre les ministères et les habitants. Le FSLN le définit comme «guide politique des CDS pour la défense de la révolution» et il établit d'étroites relations entre ces organismes de direction et les conseils de zone. Ces organismes sont constitués à leur tour de deux représentants fixes pour chaque quartier, élus par leurs comités de quartiers respectifs; ils sont les organismes décisionnels au niveau des zones et représentent l'échelon initial de constitution des structures municipales. Leur but ultime est de réaliser au sommet une unité décisionnelle pour toute l'organisation de la population.



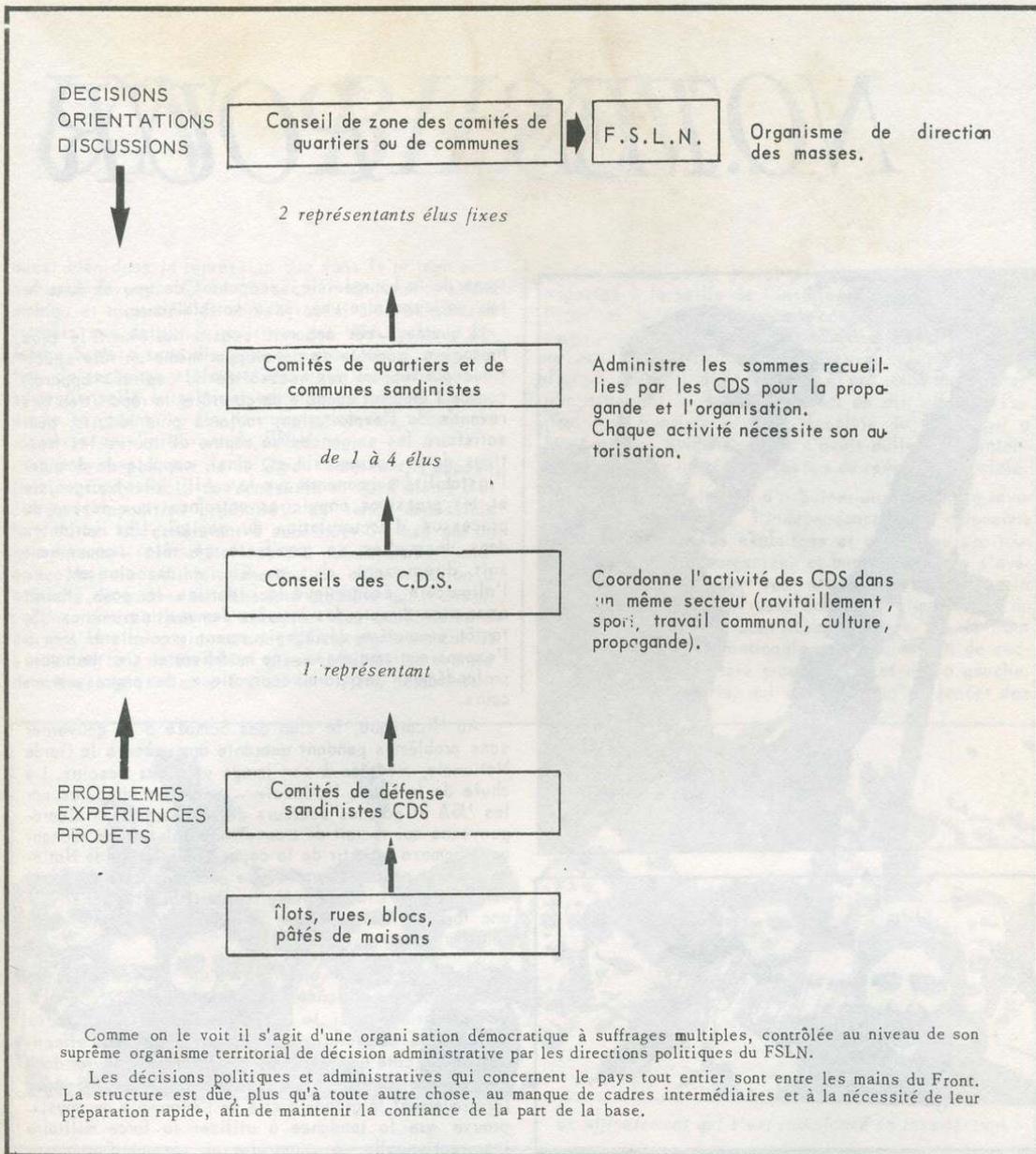
les C.D.S.: une présence dans les quartiers

jectifs, déclarera: «ils ne satisfèrent pas les grands mouvements révolutionnaires internationaux. Leur contenu se centre sur la lutte générale de notre peuple pour un autre libre».

Dorénavant l'Ampronac participe de façon décisive à la lutte contre Somoza et organise les Comités de Base au niveau des quartiers. L'expérience de ces Comités sera très importante lorsque, après l'insurrection de septembre, se constitueront les Comités de Défense Civique.

ple lui-même. Durant la phase insurrectionnelle ils ont assuré non seulement l'arrière-garde pour les actions strictement militantes, mais ils ont également représenté le lieu de coordination de l'action populaire. Aujourd'hui le FSLN leur donne pour tâche de développer toutes les valeurs authentiquement révolutionnaires identifiées au sandinisme, et en particulier:

1) défendre la révolution sandiniste, d'après les orientations du Front, contre tous les ennemis



l'avant-garde
dévoilée...

NOTES POUR



Le régime de Somoza, mis en place dans les années 30 par la volonté conjointe de l'impérialisme nord-américain (intéressé à une plus grande dépendance économique et politique de la région centre-américaine) et des grands propriétaires terriens, s'est progressivement détaché de larges secteurs de la bourgeoisie nicaraguayenne écrasés par une politique de rapine qui tendait à leur faire payer, ainsi qu'aux masses populaires du pays, le prix de la crise internationale. Une crise qui, au Nicaragua, signifiait essentiellement la réduction des exportations. Par ailleurs, l'incapacité du régime à garantir l'ordre social a accéléré la venue d'une crise politique favorisant la convergence de secteurs sociaux fortement antagonistes qui se sont ainsi regroupés autour du seul mot d'ordre de lutte contre la dictature.

Le rôle de l'armée comme élément régulateur de la crise des rapports sociaux s'accroît dans tout le tiers-monde. Une crise qui a pour première motivation l'émergence progressive des masses populaires sur la scène des luttes sociales et, par la suite, en raison de l'intensification du conflit entre les diverses frac-

tions de la bourgeoisie, incapables de trouver dans le jeu parlementaire une issue satisfaisante.

L'armée — cet appareil substantiellement le plus homogène, capable de développer même un rôle spécifique par rapport aux nécessités du capital — apparaît comme l'élément capable de contrôler la répartition des revenus de l'exploitation, toujours plus réduits, pour satisfaire les exigences de rapine de toutes les fractions de la bourgeoisie et, ainsi, capable de dominer l'instabilité permanente que le conflit inter-bourgeoisie et les pressions populaires entraînent aux dépens du processus d'accumulation du capital. Les variantes dans lesquelles se manifeste ce rôle — gouvernant soit directement, soit en étroite association avec l'oligarchie économique qui domine le pays, tantôt émanation directe des intérêts des multinationales 'US, tantôt émanation démagogiquement «socialiste» liée à l'expansionnisme russe — ne modifient en rien la nature profondément techno-bureaucratique du processus en cours.

Au Nicaragua, le clan des Somoza a pu gouverner sans problèmes pendant quarante ans grâce à la Garde Nationale, modelée à son image et à ses besoins. La chute de la Garde Nationale — vainement disputée par les 'USA et par des secteurs de la bourgeoisie nicaraguayenne qui tentait de trouver une solution de rechange à Somoza à partir de la capacité de la Garde Nationale — est essentiellement due à la capacité du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) à construire une force militaire propre, ce qui l'a transformé en la seule alternative réelle.

Mais la brèche ouverte — d'un gouvernement de «reconstruction nationale» (l'organe du FSLN «Barricada» s'exprime ainsi le 3-11-79: «des secteurs de la bourgeoisie démocratique et progressiste sont effectivement du côté de la révolution et doivent œuvrer dans ce sens») et de la nationalisation des biens de Somoza (pratiquement la grande partie de l'économie du pays) — prouve que la tendance à utiliser la force militaire insurrectionnelle, à construire un réseau d'organisations syndicales, professionnelles, paysannes et municipales dans tout le pays contrôlées au sommet, favorise le développement de processus de bureaucratiation si l'on n'impulse pas immédiatement une pratique d'auto-gouvernement populaire et d'abolition de la propriété.

L'alternative à Somoza est représentée par le FSLN d'une part et par le Frente Amplio Opositor (FAO) d'autre part. Le premier constitue une tendance radicale composée d'un éventail qui va des sociaux-démocrates (terceristas) aux marxistes-léninistes (tendance prolétarienne) et dont la majorité s'est alignée sur la défense des intérêts nationaux et étatisés donc bureaucratissants. Le second regroupe la bourgeoisie, dans le véritable sens du mot, celle-là même qui a su profiter hier de la stabilité de l'ordre somoziste et qui aujourd'hui, face à une politique de rapine, recherche une solution indolore de rechange. C'est un secteur hétérogène, dépendant de l'impérialisme 'US, forcé de s'aligner contre Somoza mais restant lié à ses méthodes et, surtout, à sa Garde Nationale dont il n'a jamais voulu la dissolution, malgré ses lourdes responsabilités

UN BILAN...

aussi bien dans la répression que dans le pillage économique du pays. C'est un secteur fondamentalement ambigu et incapable de choisir, aussi bien de par ses intérêts que de par la politique des USA (prêts à défendre Somoza sans disposer à temps utile d'une solution de rechange et favorisant ainsi une solution insurrectionnelle à la crise) entre somozisme et sandinisme et jouant, en fin de compte, un rôle subalterne vis-à-vis de l'initiative du FSLN.

La décomposition de la Garde Nationale, l'opposition du Costa Rica, du Vénézuéla et du Panama — et surtout l'opposition populaire — ont rendu impossible la solution US consistant à substituer Somoza par un gouvernement «somoziste» soutenu par la Garde Nationale. Mais la pénible recherche de cette solution a empêché de trouver un débouché crédible qui n'entraînera pas nécessairement l'ascension des sandinistes au pouvoir. Une ascension que les USA craignaient car ils y voyaient une intervention russo-cubaine. La crainte de cette intervention a été un fait qui a notablement

La rédaction du Statut de base de la République, négociée à la veille de l'insurrection de juillet par le Front et la bourgeoisie anti-somoziste — et qui est particulièrement favorable à cette dernière —, le fait de ne pas avoir distribué les armes au peuple, le fait d'avoir consenti à Somoza et à son clan de quitter tranquillement le pays: tout ceci en dit long sur l'orientation frontiste et inter-classiste du FSLN qui a ainsi mis en évidence qu'il n'avait nullement l'intention d'impulser un réel processus de révolution sociale.

Alors que l'exigence d'impulser un programme révolutionnaire basé sur l'indépendance et l'autonomie d'action des classes exploitées et opprimées par toutes les fractions bourgeoises et bureaucratiques s'avère fondamentale si l'on veut miner à la base toute la fausse alternative qui reste dans la logique même du pouvoir, nous devons bien nous démarquer sur le front de la solidarité internationale de la confusion de secteurs de la bourgeoisie progressiste et de la gauche, trotskystes y compris, qui sont en train de lancer des



un affrontement qui s'est transformé en insurrection.

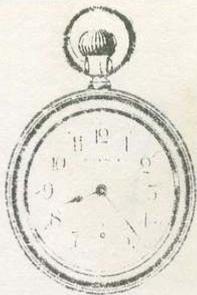
pesé sur le développement de la crise nicaraguayenne. S'il est vrai que la position du Costa Rica, du Vénézuéla et du Panama favorables aux sandinistes est essentiellement due à la recherche de solutions stables visant à empêcher la contagion révolutionnaire dans l'aire centre-américaine, d'autres pays (la social-démocratie européenne) interviennent pour soutenir les secteurs les plus «possibilistes» et modérés du FSLN dans le double but de renforcer leur rôle autonome (politique et économique) en Amérique Latine et d'éviter que l'intransigeance des USA ne force les sandinistes à trouver ailleurs (en URSS) l'appui économique et politique nécessaire au développement du Nicaragua.

Dans une telle situation, tous les facteurs ont conduit à l'ouverture d'un affrontement armé qui a eu pour principaux acteurs militaires la Garde Nationale et le FSLN. Cet affrontement, qui s'est transformé en insurrection, a vu une grande participation populaire, féminine, des jeunes et des paysans. Participation qui a été orientée, étant donné le caractère de l'affrontement, en direction du front de lutte de la démocratie contre une oligarchie tyrannique.

appels au soutien inconditionnel à l'action menée par le FSLN (exception faite de ses secteurs minoritaires, mais classistes).

Il est important de répéter que les sandinistes dans leur ensemble ne sont pas un moindre mal face au manque d'une action libertaire du peuple nicaraguayen. En fait, ils restent liés, programmatiquement et organisationnellement, au développement du capital national et ils sont tendanciellement tenu à un contrôle de la lutte populaire ainsi qu'à sa canalisation en direction d'un affrontement institutionnel. En réalité la solidarité doit viser à renforcer le peuple nicaraguayen et toutes ses tentatives de faire avancer le processus insurrectionnel au-delà des limites imposées par les actuels équilibres internes du FSLN. Notre solidarité n'a pas à renforcer ceux qui (FSLN y compris) prétendent représenter le peuple mais qui, en réalité, favorisent le renforcement du front bourgeois et des composantes majoritaires bureaucratiques et autoritaires, donc anti-populaires.

José et Spartacus.



r. biard:

Les libertaires et la guerre d'Algérie

Ouf! le gouvernement français vient de décider que le 19 Mars ne serait pas fête nationale! Cela va permettre à beaucoup d'oublier, dans le secret de leurs consciences, leur appartenance passée à l'une des dernières armées coloniales en exercice. Evidemment cela fera marroner quelques nostalgiques. Tant pis pour eux! Après tout, s'ils veulent des honneurs, la Mauritanie, le Tchad, la République Centrafricaine et le Shaba offrent encore quelques théâtres d'opérations présentables!

Que le gouvernement français se sente un peu morveux en cette affaire, on le comprend: on ne peut décemment commémorer une guerre opérée à l'encontre de gens que l'on courtise pour leur gaz, pétrole et autres exportations (dont les travailleurs émigrés). A tous égards, le silence s'impose!

Par contre on peut être quelque peu surpris par l'acharnement mis par certains à revendiquer cette date. La F.N.A.C.A. (Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Afrique du Nord), représente assez bien l'opinion d'une certaine gauche en la matière et de toutes

façons n'agit guère sans l'assentiment des «grands» partis (P.C.F. et P.S.). Cette revendication peut apparaître purement électoraliste et démagogique par le fait qu'elle concerne quelques dizaines de milliers de français aujourd'hui dans la force de l'âge. Nonobstant cet aspect de la question, nous dirons qu'en définitive elle nous apparaît bien plus comme le reflet d'une politique parfaitement cohérente. La «gauche» française porte la guerre d'Algérie comme une véritable croix!

Le P.S. tout d'abord qui ne peut guère oublier que c'est son propre secrétaire général — François Mitterrand — qui a inauguré la politique de répression appuyé par une S.F.I.O. (le P.S. de l'époque) quasi unanime (sauf les militants qui ont formé en 1958 le Parti Socialiste Autonome, puis le P.S.U. actuel). Le P.S. a eu dans cette affaire non seulement une politique de capitulation mais, bien plus, en gérant l'Etat capitaliste il s'en est montré un fer de lance encore plus féroce justifiant ainsi la malédiction traditionnelle de «chien de garde». Les grandes féodalités socialistes se sont bâties à cette période. Ce sont toujours les mêmes hommes qui sont au pouvoir dans le parti. Nulle surprise donc! Du P.C. on ne peut que rappeler le vote de pouvoirs spéciaux que les néo-staliniens repentis essayent aujourd'hui de justifier. Fondamentalement hostile à une insurrection qu'il ne pouvait contrôler, il s'est opposé par tous les moyens à la jonction entre les luttes des travailleurs français et algériens mais de surcroît a cloisonné (que dire: bétonné!) les rapports «internationalistes» qui auraient dû se développer en de telles circonstances.

Ceci dit, et les libertaires ?

Que peuvent-ils aujourd'hui dire de la guerre d'Algérie ?

L'on aborde là un problème épineux que les dernières publications sur ce thème ne sont pas près de résoudre.

Tout d'abord précisons les problèmes pour lesquels nous n'avons encore aucune donnée:

* Le mouvement libertaire espagnol, après la débâcle de 1938-1939, s'est replié en partie en Afrique du Nord française. De nombreux documents attestent de la vitalité des sections et fédérations locales du M.L.E. en Algérie. Quelle a été l'attitude de ces camarades à partir de 1954 ? Ont-ils rejoints les rangs pieds-noirs,



Patrick Chauvel - Sygma

les «chiens de garde».

comme les militants communistes ? Quel contrôle les organisations exilées dans d'autres pays ont-elles pu exercer sur ces groupes ? On peut poser les mêmes questions à propos des quelques groupes se réclamant de (ou revendiqués par) la F.C.L., la F.A ou la C.N.T.F.

* Le soutien au mouvement de libération nationale algérien n'a été admis que très lentement au sein du mouvement libertaire international. Par le fait qu'il était «national», donc nationaliste, il fut de prime abord rejeté (1). Ce n'est que vers la fin du conflit que l'internationalisme reprit en partie ses droits. Cette attitude s'est renouvelée périodiquement par la suite, notamment durant les années 70 en France à propos des revendications «nationales» des minorités de l'hexagone. Est-ce donc là une tare récurrente de l'anarchisme que de ne concevoir l'internationalisme et la solidarité ouvrière que lorsque ceux-ci s'appliquent à des mouvements spécifiques (et encore!).

* Aucune analyse sérieuse n'a été faite des mouvements anticolonialistes (car c'était d'abord cela la «guerre d'Algérie»). On peut penser qu'il ne s'agit pas là d'une «erreur». En fait, il semble bien que les libertaires n'aient guère eu de réflexion sérieuse sur le colonialisme lui-même (s'il y avait cette réflexion, il est probable que la première revendication avancée par les anarchistes espagnols aurait été l'indépendance immédiate du Maroc septentrional (2) – base de l'insurrection fasciste). En fait, en la matière, les anarchistes n'ont jamais dépassé une position oscillant entre l'humanisme primaire et la neutralité hypocrite.

Ces questions-critiques étant formulées, il ne nous faut pas tomber dans l'excès inverse. Quelques textes récents – et tranchant avec la littérature habituelle sur la guerre d'Algérie faite d'Histoire événementielle ou de mémoires de chefaillons – mettent en évidence le rôle des libertaires durant ces événements... ou le travestissent!

Le livre d'Hervé Hamon et de Patrick Rotman sur «Les porteurs de valises» est un sommet dans la falsification et l'interprétation tendancieuse. La «résistance française à la Guerre d'Algérie» se résume pour eux à l'action d'un quarteron de personnalités qui s'étaient – ou se sont – fait un nom dans le monde des arts ou de la politique: E. Bolo, S. Blumenthal, Henri Curiel, R. Davezies, Pablo, Spitzer et bien évidemment le sempiternel Francis Jeanson. L'action de ces réseaux de fourmis que furent les porteurs de valises du F.L.N. est réduite ici à une série d'actes individuels ou spectaculaires peu conformes à la réalité. Outre Jacques Charby présenté comme fils d'un militant libertaire, et un peu libertaire lui-même, seuls trois camarades ont droit de cité dans ce gotha. Tout d'abord André Bössiger, infatigable animateur du sans cesse renaissant mouvement libertaire genevois. Deux petites allusions à son action pages 143 et 333 pour quelqu'un qui a accueilli plusieurs dizaines de militants algériens et de déserteurs, franchi frontières et frontières, dépensé son énergie et sa santé pour l'internationalisme... Il est vrai que le personnage n'accepte ni les honneurs ni les interviews et que nos «historiens» n'ont pas cherché plus loin!

De même pour le camarade Guy Bourgeois, plaque tournante de la résistance dans la région du Centre-Est. Une vague allusion p. 59, pas de référence dans l'index biographique. Aucun intérêt; il ne s'agit que d'un vague militant n'animant qu'une vague revue, pas du tout dans le vent!

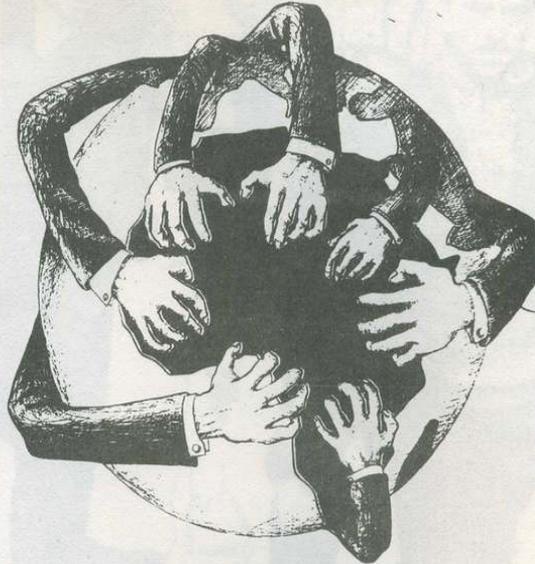
Résistance de «personnalités» (nous oserons presque dire «résistance en dentelle» pour certains), les libertaires ne figurent pas dans cette «histoire».

(1) Sauf par la F.C.L., voir plus loin.

(2) C'était en particulier la position de Berneri. Il ne fut pas écouté.

Que fut exactement l'internationalisme militant des libertaires face à la guerre d'Algérie ? Nous allons essayer de la préciser.

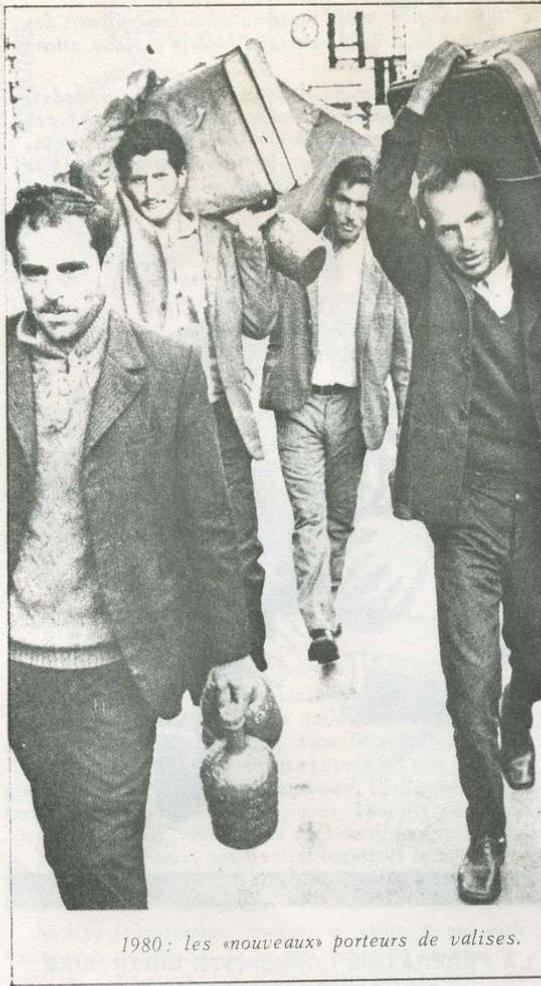
Il faut tout d'abord distinguer plusieurs périodes. L'histoire du mouvement anarchiste est, durant ces années, une succession de scissions et de naissances. A chaque nouvelle étape, de nouvelles attitudes, de nouvelles pratiques sont élaborées.



LA FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE ET LA GUERRE D'ALGERIE (1954-1956)

Au Congrès de 1953, la F.A. s'était transformée en F.C.L. (à vrai dire, quelques temps après, à l'issue d'un référendum interne). Ce changement de sigle consacrait la victoire définitive du courant incarné par G. Fontenis sur les autres tendances (individualistes, pacifistes, partisans de la «Synthèse»...). Il voulait faire de l'organisation anarchiste un mouvement efficace, uni, cohérent. Les méthodes employées, certaines thèses développées restent très discutables encore aujourd'hui. Cependant, s'il est un domaine dans lequel les communistes-libertaires de la F.C.L. firent avancer la réflexion et payèrent de leurs personnes, c'est bien dans celui de la lutte contre la guerre d'Algérie.

Ce sont les événements de Tunisie et du Maroc qui provoquèrent les prises de position fondamentales de la F.C.L. Ainsi, bien avant le déclenchement même de l'insurrection en Algérie, «Le Libertaire», sous la signature de Fontenis, précise la notion de soutien critique aux luttes des peuples d'Afrique du Nord. Pour lui: «(elles) battent en brèche l'impérialisme sur une de ses positions essentielles (tant du point de vue économique que stratégique) et posent le problème de l'émancipation totale...». Il précise plus loin: «En Tunisie, comme au Maroc, comme au Vietnam... la poursuite inéluctable des luttes des peuples contre l'occupant démasque peu à peu les intérêts particuliers des dirigeants officiels des partis nationalistes... à la lutte des peuples toutes classes unies contre l'occupant, se substitue peu à peu la lutte des classes».



1980 : les «nouveaux» porteurs de valises.

C'est évidemment sur cette dernière notion que l'auteur insiste : «tandis que le prolétariat colonial prend conscience de ses intérêts propres, de leur nature révolutionnaire et de la nature révolutionnaire du combat qu'il poursuit seul... plus ou moins vite selon le déroulement et les étapes particuliers de la lutte dans chaque pays, mais inexorablement.»

Cette prise de conscience doit se traduire par la formation «d'organisations nettement prolétariennes puis révolutionnaires, de partis axés sur la lutte de classes, dégagés des revendications nationalistes primaires, orientés vers la Révolution, pour la société communiste-libertaire». Outre qu'on reconnaît là un thème classique de la F.C.L. (elle se dira couramment à partir de 1955 : «parti» révolutionnaire), Fontenis indique que des bases «objectives» existent déjà, et il cite le Parti Tudeh en Iran (qualifié quand même de «plus ou moins stalinien»), les anarcho-syndicalistes du Guatemala, le M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) en Algérie, la base du Néo-Destour en Tunisie. Dès lors «il appartient aux communistes-libertaires d'amener le plus rapidement possible (ces organisations) à une conscience révolutionnaire, la plus élevée possible, le but étant la formation de sections de l'I.C.L. (Internationale Communiste-Libertaire)».

La notion de soutien critique est conçue d'une façon dynamique «en ce sens que les communistes-libertaires font le point, à chaque étape de la lutte, dénonçant les illusions, mettant en garde les masses contre

les confusions, leur proposant un programme révolutionnaire véritable, analysant les caractères profonds de leurs luttes... en un mot se faisant un instrument efficace pour la prise de conscience révolutionnaire des masses coloniales...».

L'ensemble de ces citations est extrait du «Libertaire» du 26 Août 1954, soit deux mois avant le début des «événements» en Algérie. Ces positions resteront inchangées jusqu'à la disparition de la F.C.L.

La F.C.L. annonce en Octobre la création d'un Mouvement Libertaire Nord-Africain «après des assemblées tenues à Alger le 2 Septembre et le 3 Octobre». Une adresse et toute une série de communiqués viendront concrétiser, dans les colonnes du «Libertaire», l'existence de ce mouvement. Il est évidemment difficile d'estimer l'importance numérique de ce groupe, ni ses origines (français ou algériens ; le secrétaire semble avoir été un instituteur).

Dès le 4 Novembre, «Le Libertaire» titre : «L'AFRIQUE DU NORD : UN MEME PEUPLE EN LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME». Le n°404, daté du 11 Novembre, est saisi en particulier pour un article repris en affiche (interdite aussi) intitulé «VIVE L'ALGERIE LIBRE» qui dénonce la répression et conclut «nous pouvons affirmer qu'une nouvelle guerre d'Indochine commence». Deux colleurs d'affiches, Fontenis et Joulin, sont inculpés d'atteintes à la Sécurité extérieure de l'Etat. Ce ne sera qu'un début : 7 «Libertaires» seront saisis (outre le 404, les numéros 438 du 7 Juillet 1955, 441 du 3 Août 1955, 474 du 10 Avril 1956, 482 du 6 Juin 1956, 484 du 19 Juin 1956 et 485 du 26 Juin 1956). Les inculpations pour des articles toucheront plus d'une dizaine de numéros et plus d'une centaine de chefs d'accusation seront retenus. En Juillet 55, les principaux responsables de la F.C.L. auront été condamnés à 25 mois de prison avec sursis (13 pour Caron, 9 pour Fontenis, 4 pour Joulin) et la série de procès ne faisait que commencer ! «Le Libertaire» ayant disparu à cette date, il nous est difficile d'en faire un bilan définitif. Coston consulté à ce sujet indique dans son article sur Fontenis qu'il fut condamné à un «nombre incalculable d'années de prison». Sans commentaire !

Il faut dire que «Le Libertaire» ne mâche pas ses mots. Les communiqués d'informations sont regroupés sous une rubrique «Résistance» où l'armée française est souvent assimilée aux S.S./Gestapo, les harkis aux collabos (et de se réjouir lorsque l'un de ceux-ci est victime d'un attentat !). Les titres sont aussi éloquentes : «LA PAIX FRANCAISE C'EST LA PAIX DES CIMETIERES» (n°406), «LA POLICE-GESTAPO FRANCAISE A L'ŒUVRE» (n°408), «MITTERAND SEME LA TERREUR» (411), «L'ETAT D'URGENCE N'Y FERA RIEN !, LE CHOIX IMPOSE PAR LES TRAVAILLEURS ALGERIENS AUX COLONS EXPLOITEURS RESTE TOUJOURS LA VALISE OU LE CERCUEIL !» (426), «UNE SEULE ISSUE : GREVE GENERALE AVEC OCCUPATION DES USINES ET CHANTIERS» (442), «C'EST LA PAIX DES CIMETIERES ET DES ORADOUR QUE VEULENT LES COLONS D'ALGERIE» (465), «NOUS NE FERONS PAS LA GUERRE AU PEUPLE ALGERIEN» (470)...

La F.C.L. tentera aussi d'avoir une action de masse contre la guerre en impulsant divers comités. En pratique cela ne conduira qu'à des regroupements avec d'autres organisations d'extrême-gauche. Mais étant donné la faiblesse du mouvement révolutionnaire en général à cette période, cela ne doit guère nous étonner.

Fin 1954, un Comité de Lutte anti-colonialiste regroupe, outre la F.C.L. et le M.N.L.A., le P.C.I. (trotskystes), les Comités de Défense Sociale et d'Entraide, la Fédération Abondanciste Révolutionnaire, les Cahiers Maghrébins, Socialisme ou Barbarie, et des individualités dont D. Guérin et J. Berthelet (qui, par la suite, sera l'un des organisateurs des réseaux d'aide aux déserteurs). Un meeting prévu pour la fin Décembre

est interdit ainsi qu'une manifestation pour commémorer la résistance antifasciste de Février 1934. L'audience du comité s'élargit au Parti Socialiste de Gauche (ex-Parti Socialiste Unitaire), à des militants du M.L.P. (chrétiens), Jeune République (chrétiens) ainsi qu'au sein des Auberges de Jeunesse. Des comités locaux sont créés (Macon, Paris 13^e, Paris 19^e, Alfortville). «Le Libertaire» publie aussi de nombreux témoignages de militants algériens victimes de brutalités. C'est à l'occasion d'un de ces articles, reproduit sous forme de tract et distribué le 1^{er} Mai 1955 qu'un militant F.C.L. de Lille, P. Morain, est arrêté. Il sera condamné à un an de prison ferme après que le Parquet ait fait appel d'une condamnation de quatre mois! Un comité P. Morain sera créé et regroupera, outre les signataires du Comité de lutte anticolonialiste, de nombreuses personnalités dont le Comité de Rédaction de «Libération» (le premier). Le Comité de lutte anticolonialiste voit le départ des trotskystes (eux aussi fortement touchés par la répression) et est transformé en Mouvement de Lutte anticolonialiste.

La répression asphyxie progressivement la F.C.L. Plus de 3.000.000 de Frs d'amendes, plus les coûts des saisies (à titre de comparaison, «Le Libertaire» est vendu 20 F et un numéro revient à 100.000 F.) amènent les quelques militants fidèles à Fontenis à suspendre la publication du «Libertaire». L'annonce d'une revue «Le Partisan» ne semble pas avoir eu de suite.

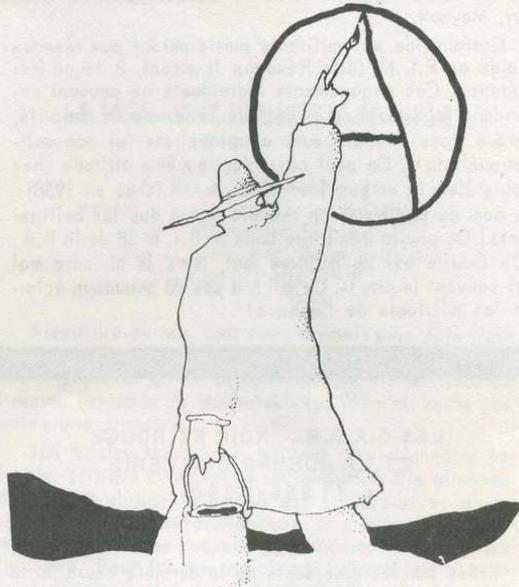
L'hémorragie de militants au sein de la F.C.L. n'a pas été provoquée, semble-t-il, par ses prises de position en faveur des révolutionnaires algériens, mais par la série de déviations et d'erreurs commises dans d'autres domaines (participation à la campagne électorale de 1956...). Dans le domaine anticolonialiste, il est aussi des ombres qui n'ont manqué, à l'époque, de déconcerter les militants. Ainsi, l'appui constant de la F.C.L. (et du P.C.I.) au M.N.A. de Messali Hadj. Que celui-ci ait pu apparaître comme plus révolutionnaire que l'organisation de cadres parachutés du Caire (Ben Bella...) l'erreur était possible, mais la persistance de ce soutien finit par devenir ambiguë. De même, certaines prises de position à l'emporte-pièce: le 24 Novembre 1955, «Le Libertaire» titre: «LIBERATION DE 57.000 RAPPELES: PREMIERE VICTOIRE. E. FAURE A PEUR DE LA COLERE POPULAIRE» (sic).

Ce qui est surprenant c'est aussi la relative indifférence du mouvement libertaire vis-à-vis de la répression qui s'abat sur la F.C.L.: les haines sont tenaces! De même, les bons apôtres, catholiques de gauche et marxistes plus ou moins libéraux qui commencent seulement à réagir, ne lèveront pas le petit doigt! Un seul meeting (le 25 Avril 1956) les réunira (A. Breton = qui lui a soutenu la FCL depuis le début, E. Morin, Daniel Renard, Yvan Craipeau). Il réunira 800 personnes. Ce sera le chant du cygne de la F.C.L.

LA FEDERATION ANARCHISTE ET LA GUERRE D'ALGERIE (1953-1962)

L'organisation de «Synthèse» reconstituée en 1953 aura une position beaucoup plus souple que la FCL... au point que l'on peut se demander s'il y en eut une! En fait, la F.A. ne s'engage guère que lorsqu'elle est directement concernée! Du fait national algérien, de la lutte et de la répression, elle ne dira pas grand chose. Peu de choses en tout cas puisque «Le Monde Libertaire» ne fut jamais saisi (alors que l'Humanité, Libération, France Observateur, ...et même l'Express le furent - sans parler du Canard Enchaîné!).

Par contre, la F.A. adhère à un Comité des Organisations contre l'utilisation du contingent en Afrique du Nord, aux côtés des Auberges de Jeunesse, des Etudiants Socialistes, du Regroupement de la Gauche Etudiante... Cette initiative semble avoir eu un certain écho puisqu'elle subit les foudres de l'U.D.-C.G.T. de la Seine: «Les mouvements de jeunesse et les organisations se sont trouvés placés devant des propositions provocatrices émanant de groupements trotskystes et libertaires où pullulent les éléments policiers...».



A l'intérieur de la F.A. la confusion est à son comble. Les B.I. (bulletins intérieurs) se font l'écho de débats stériles. Nous en donnerons ici un échantillon:

* Prunier (B.I. de Juillet 1955): «nous avons eu tort de croire à l'abolition des barrières nationales, confessionnelles, raciales. Nous pensons qu'il est plus fécond de travailler à dissiper les préjugés et à établir le droit humain sans patrie ni frontière - même de classe - que d'exploiter ces mêmes préjugés jusqu'à l'assassinat collectif... (l'accession à l'indépendance des pays d'Afrique du Nord) serait une rétrogradation évidente sur le plan de la culture et des mœurs».

* Barbé (Monde Libertaire, Juillet 1956): «avant qu'il ne soit trop tard, exigeons la négociation avec l'Algérie... car l'Algérie aurait tout à perdre de faire sa sécession... La vraie méthode pour arriver à la fin de cette pacification est celle que préconisent les libertaires: suppression des nationalismes et des frontières...».

* Groupe de Lille (B.I. n°29): «Quant à la question du camarade P. «une insurrection est-elle en accord avec les principes libertaires?» nous lui répondons franchement: non!».

Le putsch gaulliste de 1958 amène la F.A. à adhérer provisoirement à un Comité d'Action Révolutionnaire qu'elle abandonne rapidement pour se rallier au Comité de Liaison et de Défense des Libertés, où siègent la S.F.I.O., l'U.G.S. (gauche socialiste), les Radicaux, la Ligue des Droits de l'Homme... Le dit Comité fera une unique apparition, dans les rues, lors de la manifestation du 28 Mai.

En 1960, elle préconisera l'abstention au référendum sur l'auto-détermination: «Vous refuserez l'escroquerie! De Gaulle triche... Il sait que le peuple veut la Paix et réclame l'auto-détermination. Il exploite ce

NOTRE MEMOIRE

sentiment profond pour faire plébisciter son régime et imposer en Algérie un gouvernement fantôme qui poursuivra sous une forme plus moderne le régime colonial. En écartant la seule question claire et honnête : «Êtes-vous pour ou contre l'indépendance du peuple algérien», De Gaulle discrédite son référendum. Les politiciens veulent nous faire voter OUI ou NON. Voter c'est avaliser l'escroquerie. Une seule réponse à cette manœuvre grossière : l'Abstention».

Quelques militants de la F.A. (dont M. Joyeux) signeront le Manifeste pour le droit à l'insoumission (ou Manifeste des 121) aux côtés de nombreux autres libertaires : Anne et Daniel Guérin, Louzon, Denais, Rosmer, Mayoux...

Certains de ses militants participeront aux réseaux d'aide au F.L.N. (dits Réseaux Jeanson), à Jeune Résistance. Ces engagements individuels ne peuvent cependant faire oublier la déliquescence de la majorité, perdue dans son discours a-nationaliste (et non anti-nationaliste !). On peut constater la même attitude chez Louis Lecoin et son journal «Liberté» (créé en 1958) : au nom du pacifisme on renvoie dos à dos les belligérants ! On pourra même lire dans le B.I. n°38 de la F.A. : «De Gaulle est un moindre mal, mais le moindre mal est souvent le pire !». Ce qui n'a pas dû beaucoup éclairer les militants de l'époque !

LES G.A.A.R., «NOIR ET ROUGE» ET LA GUERRE D'ALGERIE (1956-1962)

Créés par les dissidents de la dernière heure de la F.C.L., les Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire sont d'emblée sensibilisés par le problème algérien. Mais sans audience et sans organe, il nous est difficile de cerner leurs positions et pratiques. En Mai 1958, ils prennent l'initiative d'un Comité d'Action Révolutionnaire qui regroupera le P.C.I., Socialisme ou Barbarie, Pouvoir Ouvrier, les Jeunesses Socialistes Autonomes (contrôlées par le PCI), les Jeunes Libertaires, le Mouvement Indépendant des A.J., la CNT...

Ce comité provoquera une mobilisation certaine de militants révolutionnaires et fit une apparition fracassante le 28 Mai. Il n'y eut pas de suite... sinon la scission du groupe ! Les partisans d'une «non-intervention» politique se regroupèrent autour de «Noir et Rouge», les autres continuèrent quelques temps les GAAR, puis adhèrent à la F.A. (1961).

On voit que, dans ces conditions, l'intervention de ce courant dans le débat comme dans l'action fut bien maigre ! Mais il faut préciser que c'est surtout au niveau de l'engagement que son apport fut important. Autour de G. Bourgeois, Ramet, Bösiger...

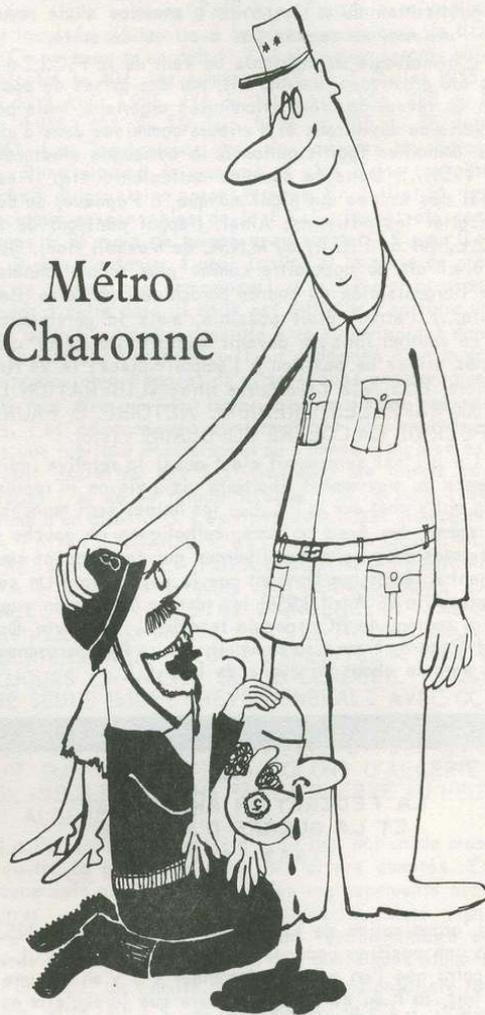
C'est aussi ce courant qui tirera de la lutte anti-colonialiste les conséquences les plus originales. En 1965, l'Union des Groupes Anarchistes Communistes publiera sa «Lettre au mouvement anarchiste international» qui fait une large place aux luttes du Tiers-Monde. Pour l'U.G.A.C., au-delà de la lutte nationale, le combat anticolonialiste est porteur d'éléments et de pratiques nouveaux. A terme, le Tiers-Monde risque de devenir le terrain essentiel des luttes. Les libertaires se doivent d'être présents comme composante du mouvement révolutionnaire. Option désintéressée et sincère, le «tiermondisme» de l'U.G.A.C. fit long feu. Une tentative éphémère de création d'un Front de Solidarité Internationale Révolutionnaire, la même année, échoua dans l'indifférence totale. La thèse de l'U.G.A.C. ne pouvait résister à la normalisation post-coloniale.

EN GUISE DE CONCLUSION

L'action ou la pensée libertaires pendant la Guerre d'Algérie n'ont pas provoqué de bouleversements ! Divisés entre une élite dirigiste et aux options étriquées (le M.N.A.), un marais (la F.A.) indifférent et une minorité aux objectifs utopiques, il ne pouvait guère aller au-delà. Comme dans beaucoup de domaines, le mouvement libertaire n'était pas prêt, sa réflexion insuffisante, ses militants non suffisamment aguerris. L'engagement individuel des uns et des autres, s'il a représenté une contribution non négligeable à l'internationalisme, n'a pu permettre une prise de conscience réelle et ceci tout à la fois tant à l'intérieur du mouvement lui-même que vis-à-vis des peuples en luttes, Notre absence sur tous les grands fronts de lutte n'est, dans ces conditions, nullement un hasard.

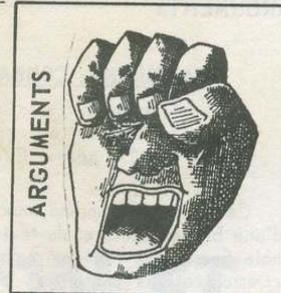
Roland BIARD.

Méto Charonne



Refusé par "l'Express", "l'Humanité" et "Libération", Fév. 1962.

LIVRES



«QUAND L'ALGERIE S'INSURGEAIT (1954-1962)»

de Daniel Guérin
Editions «La Pensée Sauvage»,
189 pages, Grenoble, 1979.

Cette nouvelle mouture du livre «*Ci-gît le colonialisme*» a le mérite d'en être un «digest» plus abordable économiquement.

De larges extraits du «Manifeste du Peuple Algérien» y sont transcrits dressant un tableau de 113 ans de colonialisme: un vrai réquisitoire!

Par la suite, rien ne nous est épargné. Du socialiste M. Naefelen, Gouverneur Général en Algérie de 1945 à 1951 et qui «fit de la fraude électorale une institution d'Etat» jusqu'à Mitterand, Ministre de l'Intérieur en 1954 et qui décida «les nombreuses déportations illégales d'algériens résidant en France»; ne s'opposant pas, par ailleurs, aux tortures et ratissages qui étaient monnaie courante en Algérie; signant des lois permettant de condamner à mort des militants du FLN.

Le P.C. Algérien n'est pas mieux traité. Ce Parti dont le Secrétaire Général accusait les opposants au colonialisme de «secte anti-unitaire».

Le P.C.F. votant la loi Pflimlin qui supprimait les libertés démocratiques et déclarait l'état d'urgence.

Il nous rappelle utilement le premier acte de piraterie aérienne organisé par un gouvernement, Max Lejaune étant Secrétaire d'Etat...

Ces jalons essentiels permettent de mieux comprendre cette guerre coloniale qui fit un million de morts, ce qui, à l'échelle de la France équivalait à trois millions de morts lors de la guerre 1914-18. Cette guerre qui inventa le «retour au Douar d'origine», la «corvée de bois», qui pratiqua le «regroupement des populations» et finit par transformer l'Algérie en un immense Camp de Concentration.

A-t-on assez répété que cette guerre dura plus longtemps sous De Gaulle qu'avant lui ?

C'est de tout cela dont D. Guérin nous rafraîchit la mémoire.

Et, surtout, il nous parle des luttes internes dans la Résistance Algérienne: du PPA au MTLD, de la tendance Messali Hadj à celle de Benyussef en passant par la Délégation à l'Extérieur (Khider, Ben Bella...) sans oublier l'intransigeant révolutionnaire des Aurès qu'était Mustafa Ben Boulaid. Il dénonce l'élimination physique des militants du MNA par ceux du FLN, dont l'objectif était d'empêcher l'essor d'un mouvement révolutionnaire pouvant bouleverser les structures néo-colonialistes que le FLN entendait ménager et mettant en cause un nationalisme que le FLN entendait éveiller.

Vraiment, des informations de première main qui éclairent sans nuances les dessous de cette guerre qui «n'en fut pas une».

Jaime Vidal.

«LE SOCIALISME DES INTELLECTUELS»

de Jan Waclav Makhaïski
textes choisis, traduits et présentés
par Alexandre Skirda
Editions du Seuil, Col. Point politique
258 pages, Paris, 1979.

Alexandre Skirda, dont nous connaissons déjà trois excellents bouquins (*) nous offre aujourd'hui un recueil qui, tout en ne comprenant que «le sixième de l'œuvre imprimée de Makhaïski» (p. 96) n'en reste pas moins une première.

Jan Waclav Makhaïski, militant révolutionnaire polonais, critique durement la social-démocratie allemande. Son évolution théorique est significative: d'une critique marxiste révolutionnaire, il passe à une critique des marxistes russes, du marxisme puis de Marx lui-même. Pour lui «le socialisme (anarchisme y compris) serait l'idéologie qui représente au mieux les intérêts d'une nouvelle classe dominante et ascendante: "les capitalistes du savoir"» (p. 50).

Dans sa remarquable présentation, Skirda nous expose la vie et l'œuvre de Makhaïski. Il les replaçait dans le contexte historique et théorique de son temps, en révèle les convergences avec les visions prémonitoires de Bakounine.

Malgré ses thèses «manuellistes» ou ouvriéristes, englobant tous les intellectuels dans la nouvelle classe aspirante à dominer — thèses qui le séparaient des anarchistes —, Archinov reconnaissait néanmoins que son principal «mérite était d'avoir rendu extrêmement aigus les principes de la lutte de classe du prolétariat, de leur avoir gardé une pureté ardente, puis d'avoir impitoyablement démasqué tout ce qui contenait du mensonge à l'égard des travailleurs» (p. 34).

C'est ce qui explique que les bolchéviks ne l'aient pas loupé: «la makhaïéchtchina est un courant petit-bourgeois, réactionnaire, proche de l'anarcho-syndicalisme», peut-on lire dans la première édition de La Grande Encyclopédie soviétique. Ils ne lui pardonneront jamais d'avoir dénoncé le substitutisme léniniste et l'apparition de la techno-bureaucratie en Russie.

Bien que nous pensions, tout comme Skirda, qu'il n'est pas exact que «tout intellectuel est ou serait potentiellement antiprolétarien (car) tout dépend de l'utilisation qu'il fait de ses compétences», nous ne pouvons que souligner l'extrême importance de ce livre.

Paul Astin.

(*) «Les anarchistes russes et les Soviets» (Spartacus); «Kronstadt 1921: prolétariat contre bolchévisme» (Tête de Feuille); «Les anarchistes dans la révolution russe», (Tête de Feuille). Ces trois titres sont, hélas, épuisés!

« BAKOUNINE : COMBATS ET DEBATS »

Ouvrage collectif, Edité par
L'Institut d'Etudes Slaves,
256 pages, Paris, 1979.

Cet ouvrage comprend, aux côtés d'une chronologie, d'une bibliographie et du texte sur « Société Internationale Secrète de l'émancipation de l'humanité », quinze communications présentées et discutées au Colloque International sur Bakounine.

Nous retiendrons en particulier, les communications de :

* Henri Arvon, sur l'évolution d'un Bakounine qui passe d'une philosophie hégélienne à des conceptions révolutionnaires.

* Daniel Guérin qui traite des influences, convergences et divergences entre Proudhon et Bakounine.

* Michel Mervaud qui analyse le document sur la « Société Secrète ».

* Marc Vuilleumier dont la communication porte sur Bakounine et le mouvement ouvrier de son temps, en particulier en Suisse.

* Georges Haupt, sur le conflit Marx/ Bakounine, communication axée essentiellement sur la première phase du conflit: 1858-1870.

* Jean Barrué qui met en évidence les jalons bakouniniens d'un projet éducatif libertaire.

* Miklos Molnar et Marianne Enckell y abordent les contradictions, carences mais aussi visions prémonitoires de Bakounine sur la politique internationale.

Un ouvrage stimulant qui mérite d'être consulté « si l'on veut retirer un enseignement de l'étude du passé (car) ce n'est pas seulement en y recherchant ce qui peut renforcer et légitimer des attitudes politiques d'aujourd'hui qu'on y parviendra, mais en s'efforçant de discerner comment se sont réellement posés les problèmes, comment sont nées et se sont développées organisations et idées » (M. Vuilleumier, p. 118).

Regrettons, néanmoins, que certaines communications soient décidément trop spécialisées, mais surtout que le prix en rende l'acquisition peu facile!

Julien Dreux.



« FRANCO EST MORT DANS SON LIT »

de Carlos Semprun Maura
Editions Hachette, Col. Littérature
210 pages, Paris, 1980.

L'auteur, dont nous connaissons déjà l'excellent bouquin « Révolution et contre-révolution en Catalogne » ainsi que le très polémique « Ni dios, ni amo, ni CNT » nous entraîne de Paris à Madrid, de Barcelone à Alger, Bruxelles...

Aux côtés de souvenirs sur la débâcle de 39 et l'exil ainsi que sur diverses facettes de son activité politique, Semprun Maura effleure des thèmes comme : la techno-bureaucratie espagnole, la presse dite d'opinion, le nationalisme, le terrorisme, le stalinisme du PCE, l'actuelle « opposition » qui ne s'oppose à rien d'ailleurs, la CNT et sa crise actuelle (analysées dans son optique libertaire antisindicaliste que je ne saurais partager).

Un essai très lisible bien qu'assez décousu, profondément incendiaire et critique. A moins que l'on ne fasse partie de ces « révolutionnaires (qui) sont congelés dans les souvenirs héroïques de leurs innombrables défaites » et pour lesquels « la ligne d'horizon, c'est 1936; l'avenir, c'est le passé » (p. 11).

Solon Amoros.



« GUIDE DU CITOYEN FACE A LA POLICE »

de Denis Langlois, Editions du Seuil
Collection « L'Histoire Immédiate »
192 pages, Paris, 1980.

Sur la lancée de son « Guide du Militant », l'auteur publie aujourd'hui un petit livre destiné (comme son titre l'indique) à un public plus large encore. Ce livre s'articule autour de 4 chapitres : la rue, chez soi, en voiture et au commissariat.

Très dense en indications et conseils où l'on trouve abordé des thèmes comme : la vérification d'identité, violences et outrages à agents, les fouilles corporelles, ivresse et tapage, vagabondage, attroupements, manifestations, perquisitions, commissions rogatoires, contrôles routiers, interrogatoires, gardes à vue, etc...

A tous ceux qui ont déjà eu entre les doigts le « Guide du militant », je ne peux que recommander l'acquisition de ce livre complémentaire. Quant aux autres, qu'ils se ruent chez le libraire du coin pour avoir les deux « Guides » : on sait jamais... Par les temps qui courent, ça pourrait bien servir plus vite qu'on ne le pense!

Julien Dreux.

Ursula LE GUIN

SCIENCE FICTION ET

● SON LIVRE LE PLUS CONNU, LES DEPOSEDES (1), A ENTHOUSIASME DE NOMBREUX CAMARADES ET COMPTE DEJA COMME UN 'CLASSIQUE' DE LA LITTERATURE LIBERTAIRE. ET NOUS, QUI SAVIONS QUE NOUS LA TROUVERIONS A PORTLAND, NE L'AVONS PAS LAISSE S'ECHAPPER.

● NATURELLEMENT, LA CONVERSATION AVEC URSULA NE POUVAIT QUE COMMENCER SUR LES DEPOSEDES.

ANARCHIE

□ Le thème central de ce livre — nous dit Ursula — est celui d'une petite communauté de personnes, les odoniens: ce nom venant de celui de la fondatrice de leur société, Odo, qui a vécu bien avant l'époque que narre le roman et qui n'intervient donc qu'implicitement — de telle sorte que le centre de toute l'action c'est elle. L'odonianésisme c'est l'anarchisme, mais pas celui avec la-bombe-prête-à-exploser que je définirais comme du terrorisme, ni celui du libetarisme économique de type darwiniste qui est d'extrême-droite. C'est l'anarchisme pressenti par l'ancienne école philosophique Tao et successivement exprimé par Shelley et Kropotkine, par Goldman et Paul Goodman. Le premier ennemi de l'anarchisme c'est l'Etat autoritaire qu'il soit capitaliste ou socialiste; le thème central de son éthique et de sa pratique c'est la coopération, l'entraide. C'est certainement la théorie politique la plus idéaliste et, pour moi, la plus intéressante. La faire vivre dans un roman: cela n'avait jamais été fait et pour moi cela a été une longue et difficile tâche qui m'a absorbé durant plusieurs mois.

■ Ton roman décrit une société anarchiste sur une planète, isolée, ayant peu de ressources, sans gouvernement mais où la liberté et la créativité individuelles sont dramatiquement limitées par les pressions de l'opinion publique: veux-tu démontrer par là que l'anarchisme est irréalisable ?

□ Il te semble vraiment qu'il en est ainsi? Lorsque j'ai conçu ce livre je ne connaissais aucune tentative qui ait essayé de mettre par écrit une utopie anarchiste, ni d'ailleurs une utopie créée par une femme. J'ai tenté de décrire un idéal qui me semble nécessaire, sans lequel il ne peut y avoir de progrès. Il est clair qu'à mon avis cet idéal peut être réalisé en petite communauté. Mais à une échelle nationale se posent d'autres nombreux problèmes. Je ne veux pas émettre de jugements, et encore moins sur le fait de savoir si le mouvement anarchiste actuel constitue une forme de réalisation pratique de cet idéal: mais dans une certaine mesure je pense que oui.

■ Mais la société d'Anarres n'est-elle pas encore plus oppressive que celle dans laquelle nous vivons aujourd'hui ?

□ Que veux-tu, les gens sont ce qu'ils sont. On ne peut pas laisser disparaître simplement l'Etat et ensuite se frotter les mains en disant: «C'est fait!», sans que la génération suivante n'ait à faire, sans qu'elle doive s'employer à construire quelque chose afin d'éviter que l'Etat ressurgisse...



ARGUMENTS

■ Quelles ont été tes sources d'inspiration ?

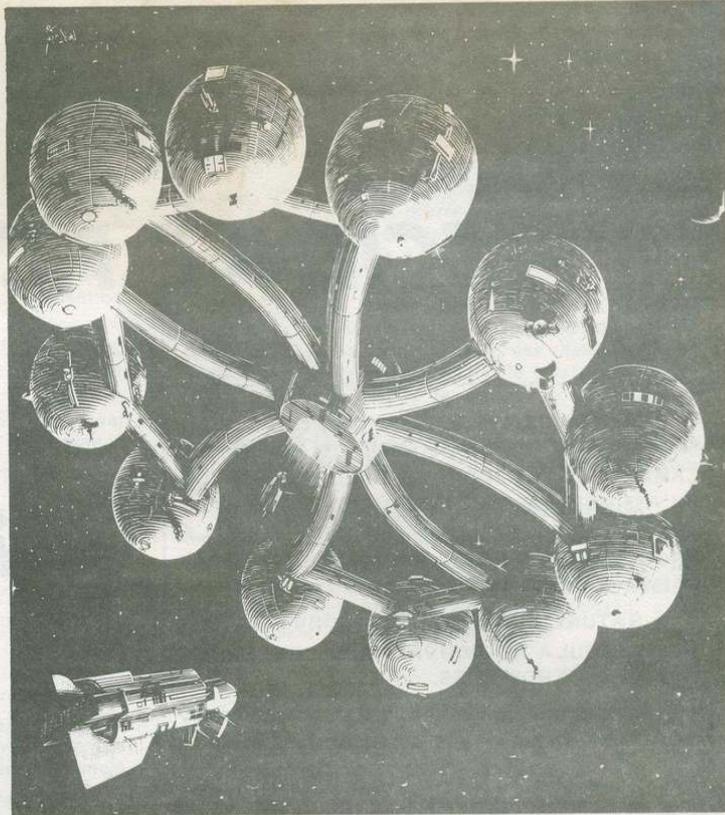
□ Kropotkine, surtout *l'Entraide*; les anarcho-syndicalistes; Paul Goodman en ce qui concerne la gestion de la cité; Murray Bookchin en ce qui concerne la technologie douce et aussi sur la façon de présenter l'anarchie comme une idée simple, belle à imaginer; en ce qui concerne le fonctionnement de la société, je me suis inspirée des kibbutz et des collectivités chinoises.

■ Tu as cité Bookchin: d'après lui c'est notre société du bien-être qui peut rendre possible l'anarchie, plus que toute autre société. Toi, par contre, tu fais d'Anarres une terre pauvre, à tel point que la rareté de ressources provoque la censure (par exemple à cause de la pénurie de papier). Tu aurais pu écrire un «post-scarcity anarchism», c'est-à-dire un anarchisme dans une société de bien-être, sans pénurie, non ?

□ Je ne vois pas pourquoi ça ne pourrait pas fonctionner. La pauvreté d'Anarres ne constitue pas un postulat idéologique, elle ne sert qu'à simplifier la finalité de l'auteur. Elle m'a été utile pour décrire le simple contraste entre les anarchistes pauvres et les capitalistes bien repus.

■ Dans le cycle des romans dont il fait partie, *Les dépossédés* est un des rares à se situer dans une époque ressemblant à la nôtre, avec une vie quotidienne semblable à la nôtre, alors que tous les autres livres sont presque des romans qui se déroulent au moyen-âge, auprès de tribus étrangères...

□ Cela aussi est dû à la simplification nécessaire dans un roman. Si j'avais écrit «il était une fois...», le lecteur aurait pu dater le livre: alors que c'est un grand thème qui est en question et qu'il faut se concentrer sur lui, c'est tout. Par exemple, dans le livre *«à main gauche de la nuit»* les personnages sont androgynes et vivent dans un règne somme toute familier. Si je l'avais placé dans le cadre d'une société expérimentale comme Anarres, tout se serait compliqué. Il est nécessaire que les personnages soient au moins un peu ressemblants! *Les dépossédés* est en outre le plus politique de mes li-



vres et donc aussi le plus satirique.

■ Quelques camarades n'ont pas apprécié que le héros soit un homme ?

□ Cela n'a pas été un choix délibéré. Shevek provient de mon inconscient: si c'est un homme, qu'y puis-je? Sache aussi qu'au départ je croyais qu'Odo, la fondatrice du mouvement, serait un homme et ceci purement et simplement par coutume. Il a été nécessaire que je la regarde de plus près pour m'apercevoir que c'était une femme. Et si maintenant tu me demandais si, pour moi, il existe des rapports entre l'androgynie et l'anarchie, je dirai que les deux vont ensemble.

■ Dans le mouvement anarchiste nombreux sont ceux qui apprécient tes livres et ce soir, par exemple, la quasi totalité des 300 personnes ont «*Les dépossédés*» à la main. Quelles sont tes relations avec le mouvement ?

□ Après la publication de ce livre nombreux sont ceux qui m'ont écrit. Tout le travail préalable de recherche et de compréhension je l'ai fait toute seule. En ce moment je suis en train de travailler sur un projet différent. Parfois je me sens un peu coupable, mais je n'ai nullement l'intention de me mettre au service de qui que ce soit. Ma véritable vie est sur le papier et lorsque je vais à une manifestation tout me semble théâtral. Ainsi, pendant la guerre du Vietnam je me trouvais en Angleterre et ça a été dur pour moi de ne pouvoir rien faire, de ne rien signer, de ne jamais me manifester. Et alors j'ai écrit un roman, «*The word for world is forests*» (2). Un livre sur le Vietnam.

(1) Ed. Laffont, coll. «Ailleurs et Demain».

(2) publié aux Ed. Laffont sous le titre «*Le nom du monde est forêts*», prix Hugo en 1973.

MAY PICQUERAY:

82 ANS D'ANARCHIE!



May Picqueray

■ Pourrais-tu nous parler de la naissance du «Réfractaire» ?

□ Avant de mourir, Louis Lecoïn nous avait dit qu'il souhaitait que son journal (*Liberté*) disparaisse avec lui parce que c'était son enfant. Mais je pourrais en faire un autre et il m'avait même suggéré de l'appeler «*Les Réfractaires*» ou «*Le Réfractaire*» parce que j'aime beaucoup Vallès. Il avait ajouté: «Tu as nos abonnés. Je ne te laisserai pas de fric, mais il y a pas mal de livres dont tu pourras disposer pour la propagande. Et puis, tu continueras avec les copains du journal».

Mais après sa mort il y a eu un pépin avec ses enfants car ils disaient que Lecoïn voulait tout passer à l'Union Pacifiste. Dès lors, il n'était plus question pour moi d'avoir le fichier que j'avais fait, ni d'avoir les milliers de livres qu'il avait laissés. Je me retrouvais sans matériel, sans rien. J'ai laissé passer quelque temps, puis j'ai sorti les deux disques de Louis Lecoïn dont j'avais les bobines. Ensuite j'ai décidé de sortir un journal, mais je ne savais pas comment. J'ai d'abord monté l'Association des Amis de Louis Lecoïn et envoyé des lettres à tous les copains dont j'avais personnellement les adresses. C'est ainsi que l'association s'est constituée et ses adhérents sont automatiquement devenus les abonnés du journal, si bien que leur nombre a monté: 1000, 1200, 1500...

Les anciens de «*Liberté*» sont venus collaborer au journal. Nous avons trouvé un petit local rue St Martin où l'on y a fait un dépôt de livres, de brochures. J'avais le petit dépôt de brochures de l'association que j'avais créée: «Association des Amis de Sébastien Faure». J'ai mis tout cela à la disposition du journal.

L'équipe rédactionnelle est constituée d'anciens de «*Liberté*» et de nouveaux venus. Au départ il y avait un jeune objecteur responsable de publication, mais il est parti à l'étranger. Alors j'ai pris la responsabilité du journal et je m'occupe de l'administration en me faisant aider par de jeunes étudiants. Nous n'avons pas de comité de rédaction: nous nous téléphonons, nous nous voyons.

Voilà. Ça fait six ans que ça dure depuis le 1^{er} avril, et sans publicité: par nos propres moyens. Il est arrivé parfois qu'il y ait un peu de déficit mais comme je travaillais encore au «*Canard Enchaîné*», je bouchais les trous. Et puis nous avons une souscription permanente qui nous aide lorsque nous avons un problème quelconque. Nous avons eu pas mal de nouveaux abonnés depuis mon passage à la radio et à la télé. J'ai reçu beaucoup de lettres et pas seulement des demandes d'abonnements, mais aussi des lettres me demandant ce qu'est l'anarchie. Et puis des lettres de vieux copains que j'ai réveillés, qui m'avaient connus dans ma jeunesse et s'étaient retirés.

■ Vous éditez aussi des brochures ?

□ Oui, j'ai fait sortir deux brochures: l'une d'Emma Goldman et l'autre de Berkman. Je les ai sorties parce qu'à Paris on ne parlait pas du tout d'Emma Goldman. J'ai connu Emma et j'ai vécu avec elle à Saint-Tropez où j'ai tapé ses mémoires. C'est pour ça que j'ai décidé de sortir ces brochures afin qu'on la connaisse.

Ensuite des féministes sont venues de Lyon et m'ont questionné durant un après-midi sur Emma Goldman. Elles ont fait un petit livre. Et puis il y a eu d'autres filles, de Paris, féministes elles aussi, qui ont traduit «*Living my life*». Mais alors, elles ont fait énormément de coupures et font surtout ressortir le côté féministe et sexuel d'Emma au détriment de son véritable caractère: la propagandiste. Emma a beaucoup fait pour l'émancipation des femmes en Amérique, mais elle était aussi antimilitariste (elle a fait deux ans de prison en 17 quand les américains sont intervenus en France durant la Première Guerre Mondiale pour avoir protesté avec Berkman), elle a fait aussi du syndicalisme, notamment chez les femmes qui travaillaient dans la couture et le prêt-à-porter car c'était son rayon. Elle est aussi allée en Espagne pendant la guerre civile où elle a pris la parole à la radio, où elle est allée sur le front... Elle a fait beaucoup de choses: c'était une femme vraiment épatante !

ARGUMENTS

■ Quels sont les axes de lutte et l'orientation générale du «Réfractaire» ?

□ «Le Réfractaire» se situe dans la ligne de «Liberté». Nous avons repris son sous-titre: «Organe libertaire pour la défense de la paix» et avons ajouté «et des libertés individuelles» car nous nous occupons aussi des dissidents, des libertés individuelles aussi bien



au Chili qu'en Russie. A part ceci que nous avons ajouté, c'est absolument la même ligne que le journal de Lecoin c'est-à-dire pour les objecteurs, les insoumis, les déserteurs. Pour tout ce qui est antimilitariste, pour le pacifisme. Mais aussi pour l'anarchisme car Lecoin était anarchiste avant tout. Et quand l'Union Pacifiste a voulu le faire passer pour un non-violent j'ai protesté dans le journal car il n'était pas, il n'a jamais été non-violent. Il était pacifiste c'est-à-dire contre la guerre ce qui n'est pas du tout la même chose!

■ Quelle est la place du «Réfractaire» aux côtés des organisations et journaux libertaires existants en France ?

□ Il fait son travail sans s'occuper de ce que font les autres à côté! Je considère que chacun a sa place, que chacun fait son boulot à sa façon. Nous ne sommes pas opposés, nous ne luttons pas les uns contre les autres. Tu comprends, je ne vais pas m'occuper de savoir ce que fait, par exemple, la F.A. Elle fait son boulot à sa façon et moi à la mienne. J'ai des positions qui ne sont peut-être pas les siennes. Par exemple quand j'ai vu un article de Joyeux sur le terrorisme en

mettant sur le même pied Hitler, Staline et Emile Cottin (l'anarchiste qui a tiré sur Clémenceau) alors là j'ai protesté car Emile Cottin était des nôtres, il luttait à sa façon. Evidemment, le terrorisme on sait très bien par où il commence: c'est l'Etat. C'est le terrorisme d'Etat qui est le plus important, c'est lui qui nous agresse partout et dans tous les domaines. Regarde au XIX^e siècle, les anarchistes étaient partisans de la violence, du terrorisme. Et c'est eux, en somme, qui ont lancé l'anarchisme. Moi, je ne renie pas les ancêtres: c'étaient des gestes individuels et je ne suis pas contre. Les gens sont libres de faire leur propagande à leur manière; on peut la faire par la parole, par l'écrit et par le fait. Je ne condamne pas ceux qui font de la propagande par le fait parce que c'est un problème individuel.

■ Pour revenir sur «Le Réfractaire»: quel est son tirage actuel et sa distribution ?

□ Nous tirons à trois mille exemplaires. Il bouillonne un petit peu, mais pas trop. Ce qui reste comme bouillon nous le distribuons pour faire de la propagande. Quant à la distribution, nous l'expédions partout en France, mais nous avons aussi des abonnés en Italie, en Belgique, en Suisse, en Amérique du Nord, au Japon, en Nouvelle Calédonie, en Australie, etc...

■ Et toi, quelles ont été tes activités ces dernières années, en plus du «Réfractaire» ?

□ Et bien d'abord j'ai travaillé pendant de nombreuses années au «Canard Enchaîné» en tant que correctrice. Ces dernières années je n'y faisais pas grand chose: je relisais après les correcteurs; j'étais le dernier œil quoi! J'en suis définitivement partie il y a trois ans.

Alors j'interviens parfois dans des réunions, des colloques. Par exemple, à Morlaix, il y a trois ans où j'ai été avec Guérin pour une réunion sur l'ennemi intérieur. Mais j'ai fait un infarctus parce que j'en avais mis un coup. Je me suis retrouvée à l'hôpital à cause de jeunes qui m'avaient mis en boule à propos de l'armée populaire: moi je suis contre toutes les armées. Et puis j'ai eu un autre infarctus à la faculté de Jussieu où il y avait une grande discussion sur la «bande à Baader». Comme je n'avais pas voulu prendre une position négative il y a eu de l'opposition... Je disais que je me refuse à mettre le pied sur un type qui est tombé. On était en train de les assassiner en prison



alors même s'ils n'ont pas le même idéal que moi, ils luttent contre l'Etat et je me refuse à mettre le pied sur eux.

De temps à autres, ça m'arrive encore d'aller discuter avec des groupes, mais pas trop parce que ça m'est interdit! Depuis que le bouquin est sorti j'ai été en Bretagne pour signer mon livre et le présenter. J'ai fait ça à Brest, Morlaix, Quimper, Nantes, dernièrement à Lyon... et puis hier ici, à Toulouse.

■ **Tu viens donc de publier un livre sur ta vie, tes luttes. Qu'est-ce qui t'as poussé à l'écrire et le publier ?**

□ Plusieurs gars sont passés me voir au journal dont celui de la «Pensée Sauvage» de Grenoble. Il y a un copain, Max Chaleil, qui dirige une petite collection chez «10/18» qui me le demandait aussi. Mais je n'en avais pas envie, je ne voyais pas qui ça pourrait intéresser. Et puis un jour, au «Canard» les gars en ont parlé à Audouard lequel pensait donc venir m'enregistrer et écrire un livre ensuite. Il en a parlé à l'un de ses éditeurs qui est Jullian lequel a lu mes notes et a décidé que c'était à moi de l'écrire, avec mon style. Il m'a dit de le faire pour la rentrée. C'était déjà le début de l'été et je devais partir pour deux mois en vacances. Alors je suis parti à la campagne avec ma machine à écrire et pendant deux mois je me suis mise au travail. A mon retour, j'avais le bouquin sous le bras et un mois après c'était fait! Alors, évidemment, ce n'est pas figolé, c'est écrit d'un seul jet...

■ **C'est ce qui explique les oublis ?**

□ Oui, c'est dû à la précipitation. Par exemple (et je m'en suis voulu après coup) je n'ai pas parlé de mai 68 et d'autres choses! En tout cas je trouve que ça fait de la bonne propagande. D'ailleurs c'était mon seul objectif car je ne suis pas vaniteuse pour deux sous. Tu vois, je suis passée à la télé, mais ce n'est pas moi qui l'ai demandé, c'est Jullian. C'est lui qui m'a fait passer à «Apostrophe» avec Pivot et à la radio avec Chancel. C'est lui aussi qui me fera passer, la semaine prochaine je crois, sur France-Culture.

■ **As-tu quelque chose à ajouter sur «Le Réfractaire» et ton activité aujourd'hui ?**

□ J'ai le prochain numéro du journal que j'ai commencé à préparer avant de partir et qui m'attend. Je vais le terminer en arrivant, l'envoyer à l'imprimerie et voilà...

Quand des jeunes viennent me voir pour me dire qu'ils ne veulent pas faire leur service militaire, je leur indique la marche à suivre pour l'objection, leur prépare un brouillon de lettre, etc...

Alors à l'heure actuelle je continue le journal et puis je fais ces petites sorties comme ici, à Toulouse. Au mois de mai j'en ai cinq ou six: Evreux, Creil, Montpellier, Clermond-Ferrand et puis Le Mans où je vais retrouver le C.L.O. pour faire une réunion ensemble chez un libraire de la ville. Il y aura la signature du livre, on discutera, les gens du C.L.O. seront là et il y aura peut-être d'autres jeunes...

Je continue mon travail autour des trois axes: antimilitarisme, pacifisme et anarchisme. Ça a été ça toute ma vie. J'ai fait d'autres choses comme de l'anarcho-syndicalisme. Mais maintenant les syndicats sont tellement pourris! Et puis comme je ne travaille plus, il n'y a pas de raisons pour que j'aie fait du syndicalisme dans les boîtes.

D'ailleurs, ça me suffit tu sais, parce que je commence à prendre de la bouteille et je me fatigue beaucoup plus vite. Comme je le disais hier, j'aimerais bien revenir en arrière pour recommencer exactement la même chose.

■ **Une dernière question. Tu penses que le mouvement libertaire, ou au moins l'idée libertaire, est en train de gagner du terrain aujourd'hui ?**

□ Absolument. Après 68, mais surtout après la faillite des politicards et de tous les partis politiques. La gauche se bat entre elle, tout comme la droite...

Et puis, il y a une jeunesse qui s'intéresse. Je vais à Nanterre le 29 avril parce qu'il y a un cours d'histoire de l'anarchie depuis peu de temps et ils sont une centaine d'inscrits. Ils m'ont demandé d'y aller le 29 pour faire un exposé sur Makhno.

Toutes ces discussions me sont interdites, mais je les fais quand même avec le risque que cela comporte. C'est pourquoi j'essaie de le faire le plus calmement possible. C'est déjà bien qu'à 82 ans je puisse faire ça! J'essaie d'aller le plus calmement possible pour durer un peu...

Je suis très contente qu'à l'heure actuelle il y ait une reprise de l'anarchie. On en parle, même sans savoir ce que c'est, mais on en parle et je trouve que c'est formidable!

propos recueillis par Solon Amoros.



Adresses :

«Le Réfractaire», 320 rue St Martin, 75002 Paris.
May Picqueray, B.P. 27, 93310 Le Pré St Gervais.



GREVE DE LA FAIM DANS LA PRISON «CORYDALOS» (PIREE)

A la suite de la répression et des tortures médiévales exercées par les Autorités politiques, politiques et pénitentiaires sur les prisonniers politiques et de droit commun, une grève de la faim est en cours actuellement dans la prison Corydalos, au Pirée, grève qui a tendance à se généraliser aux 40 autres prisons de la Grèce.

Le groupe anarcho-syndicaliste d'Athènes demande de lui envoyer les publications parlant de la Grèce afin de les montrer aux grévistes et remonter leur moral. On peut leur écrire à :

Nikos Kariotis
Démocritou, 21
Metamorfofis, Athènes
GRECE

CAMPING LIBERTAIRE EN BRETAGNE

L'Organisation Communiste-Libertaire organise cet été un camping qui se déroulera entre le 15 Juillet et le 15 Août. Ça se passe en Bretagne, à côté de Plogoff (pointe du raz) avec espace et proximité immédiate de la mer.

Au programme: la vie au grand air et, peut-être, plein de discussions et de rencontres enrichissantes.

Pour tous (tes) ceusses qui voudraient y faire un tour ou pour de plus amples renseignements:

Provincemé Moisan
B.P. 82
22200 Guingamp

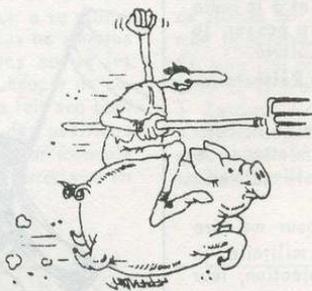


INSTITUTIONS ET IMAGINAIRES SOCIAUX

«Institutions et Imagination sociale» est le thème de la prochaine rencontre organisée les 10 et 11 mai par le Centre d'Etudes Libertaines «Pinelli» de Milan. La rencontre s'articulera sur trois sessions et aura comme rapporteurs Franco CRESPI, sociologue, et Piero FLECCIA de la Rivista A.

Après les Rencontres Internationales organisées précédemment, le Centre va s'attacher cette année à mettre sur pied une série de séminaires traitant de thèmes spécifiques. C'est pour cette raison que les camarades du C.S.L. ont limité à une trentaine le nombre de participants à chaque rencontre.

Centro Studi Libertari
viale Monza, 255
20126 Milano.



«LA MEMOIRE SOCIALE»

Le n° 1 de la «revue d'humeur» du groupe Voline de la F.A. vient de paraître.

Au sommaire: Adresse au prolétariat sur les conditions minimums de réalisation relative à l'autogestion généralisée; Rest in peace: Ethnologie et anarchisme; Pages d'humeur.

«La Mémoire sociale»
26, rue Piat
75020 Paris.

VAGUE DE REPRESSION CONTRE LES LIBERTAIRES ITALIENS

Le dimanche 23 mars la police a arrêté plusieurs militants libertaires, dont Salvatore Barletta de Bologne et Alfredo Bonanno de Catania, camarades qui s'occupent de la revue «Anarchismo» et des «Editions Anarchismo».

La Fédération Anarchiste Italienne (FAI), les Groupes d'Initiative Anarchiste (GIA), la Commission de Relations de l'Internationale des Fédérations Anarchistes (CRIFA) et les rédactions de: «Umanita Nuova», «Volontà», «A. Rivista Anarchica», «La Questione Sociale», entre autres, ont rendu public le communiqué suivant:

«L'Etat italien, dans sa tentative de cacher sa propre incapacité à maintenir en équilibre les contradictions de notre société, démontre qu'il veut en arriver à l'anéantissement de l'opposition anti-institutionnelle.

«Si le dernier coup de filet du 23 mars est organisé dans le but de mettre en relation l'activité théorique d'une organisation anarchiste et l'activité de ceux qui pratiquent la lutte armée, nous pouvons dire que le résultat est vain. Les inconsistantes accusations de vol chez des notaires bolognais portées contre les camarades de la revue «Anarchismo» mettent en évidence la tentative de garder sur pied ce coup monté uniquement avec les résultats de l'opération policière.

«Cent-cinquante délégués de groupes et de fédérations anarchistes, réunis en assemblée le 28 mars à Bologne, expriment leur solidarité aux camarades impliqués dans ce coup monté par l'Etat visant à supprimer une contribution théorique d'opposition.

«L'engagement du mouvement anarchiste pour bloquer cette tentative d'anéantissement de tous les courants d'opposition s'exprime dans la lutte sociale contre l'Etat. C'est l'Etat qui engendre le terrorisme et le pratique quotidiennement sur nos vies, réprime chaque forme d'opposition sociale, depuis les piquets de grève jusqu'aux occupations de maisons».

ANARCHISTES FLAMANDS

Les 8 et 9 mars s'est tenue à Bruxelles une réunion anarchiste flamande à laquelle assistaient, pour la Belgique, des camarades de Louvain, Bruxelles, Bruges, Gand et Anvers, et, pour la Hollande, des camarades de La Haye, Amsterdam et Middelburg. Sujets de discussions: l'anarchosyndicalisme, les problèmes d'organisation, les relations entre anarchistes. Il a été décidé de tenir plusieurs réunions par an, d'échanger tracts et journaux et de tenter d'éditer une revue anarchiste flamande: *Paradox*.



RENEE LAMBERET

Elle était née le 4 octobre 1901 à Paris. Professeur d'histoire et géographie, elle fut la collaboratrice fidèle de Max Nettlau au point de terminer, après la mort de celui-ci, son œuvre *L'Internationale et l'Alliance en Espagne*. C'est dans ce pays qu'en 36 elle participera à un intense travail de propagande libertaire. En 1953, lors du congrès de Puteaux, elle succèdera à John Anderson, au secrétariat de l'A.I.T.

Renée Lamberet nous a quitté le 12 mars 1980 à l'hôpital de Villeneuve-St Georges. Elle n'aura pas eu, malheureusement, le temps d'achever plusieurs œuvres, dont un dictionnaire biographique anarchiste.

«CAHIERS MAX NETTLAU»

bulletin de recherches sur la théorie, l'histoire et la bibliographie du mouvement anarchiste international

Les «*Cahiers Max Nettlau*» veulent être un instrument au service de la recherche sur les idées, les hommes, les groupes et les organisations se réclamant de l'anarchisme. Leur finalité est d'apporter une contribution active au renouveau de l'historiographie et de la bibliographie libertaires. Le bulletin sera largement ouvert à la recherche théorique. Il accueillera tous ceux qui voudront publier études, documents, traductions inédites, ainsi que, d'une manière générale, toute sorte de textes susceptibles de contribuer à l'histoire, à la connaissance et à l'approfondissement des idées et des mouvements libertaires.

Le plan de publication concernant les quatre premiers numéros

* N° 1: Guy Malouvier: Introduction à l'étude du Mouvement anarchiste juif.

* N° 2: Roland Biard: Les sources bibliographiques du Mouvement communiste-libertaire en France.

* N° 3: Roland Biard et Guy Malouvier. Bibliographie de l'Anarchisme 1980.

* N° 4: Les libertaires et leur histoire. Essai sur une historiographie anarchiste.

Les études indiquées ci-dessus ne constituent que le thème principal de chaque numéro, thème autour duquel viendront s'ordonner articles et rubriques.

Pour toute correspondance:

Roland Biard
B.P. 18
91170 Viry-Chatillon.



GRUPE DES REFRACTAIRES A L'ARMEE

Ce groupe antimilitariste angevin soutient toutes les formes d'antimilitarisme (Objection, Insoumission, Désertion, O.P. 20, Renvoi de livrets militaires, Comités de soldats).

De même, il veut lutter contre la militarisation accrue de la société.

Le G.R.A.d.e. tient une permanence tous les mercredi, de 17 19h à la «Tête en Bas».

G.R.A.d.e.
c/o La Tête en Bas
17, rue des Poëlliers
49000 Angers.

